



NOTE D'INFORMATION

EMISSION OBLIGATAIRE

Montant de l'émission : 80.000.000 Dh

Nombre d'obligations : 800
Valeur nominale : 100.000 Dh
Maturité : 3 ans

Période de souscription : Du 6 au 11 juin 2002



Conseiller et Coordinateur Global



Organisme chargé du placement

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières : Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM n° 05/00 du 25/12/00, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, l'original de la présente Note d'Information a été visé par le CDVM le 03/06/2002 sous la référence n° 13/02. Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée, dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

SOMMAIRE



	SOMMAIRE.....	2
	AVERTISSEMENT	4
	RESTRICTIONS	5
	PREAMBULE.....	6
	ABREVIATIONS.....	7
PARTIE I	RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES	9
PARTIE II	PRESENTATION DE L'OPERATION	12
	CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION.....	13
	CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS OFFERTES	14
	MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION.....	16
	FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE.....	18
PARTIE III	PRESENTATION DU GROUPE LOCASOM	20
	ACTIVITES	21
	GRANDES ETAPES DE DEVELOPPEMENT	22
	ARCHITECTURE ACTUELLE DU GROUPE LOCASOM	24
	FACTEURS CLES DE SUCCES	25
PARTIE IV	PRESENTATION DE LOCASOM SA	28
	INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A LOCASOM SA	29
	MARCHE DE LA LOCATION LONGUE DUREE.....	37
	POSITIONNEMENT DE LOCASOM SA	42
PARTIE V	PRESENTATION DU RESEAU DE FILIALES DEDIEES A LA LCD.....	54
	MARCHE DE LA LOCATION COURTE DUREE	55
	POSITIONNEMENT DU RESEAU LOCASOM	57
PARTIE VI	SITUATION FINANCIERE DE LOCASOM SA	62
	TABLEAUx ET GRAPHES DES PRINCIPAUX INDICATEURS (1999-2001).....	63
	ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (1999-2001).....	64

	ANALYSE DU BILAN (1999-2001)	69
PARTIE VI	COMMENTAIRES DE LA DIRECTION GENERALE SUR LES PERSPECTIVES DE LOCASOM SA.....	76
	ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	77
	PERSPECTIVES DES ANNEES 2002 ET 2003	79
	CAPACITE DE REMBOURSEMENT DE LOCASOM SA	80
PARTIE VII	FACTEURS DE RISQUES.....	82
	RISQUES AFFERENTS A LOCASOM	83
	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	86
PARTIE IX	ANNEXES : ETATS ET METHODES COMPTABLES.....	87

AVERTISSEMENT



L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse sous l'influence de facteurs internes ou externes à l'émetteur.

Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) ne se prononce pas sur l'opportunité des opérations d'appel public à l'épargne ni sur la qualité de la situation des émetteurs. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie de la qualité du placement objet de la présente Note d'Information ni de la réussite de l'opération envisagée.

RESTRICTIONS



La présente Note d'Information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription aux valeurs mobilières objet de ladite note.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont ils dépendent en matière de souscription à ce type d'opération.

Chaque établissement membre du syndicat de placement n'offrira les valeurs mobilières, objet de la présente Note d'Information, à la vente qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, ni Locasom, ni Financia n'encourent de responsabilité du fait du non-respect des ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PREAMBULE



Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la présente Note d'Information porte, notamment, sur l'organisation de Locasom, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par Financia, agissant en qualité de Conseiller et coordinateur global de l'opération, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM n° 05/00 du 25/12/2000 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- des commentaires, analyses et statistiques de la Direction Générale de Locasom, recueillis par Financia, notamment lors de la « Due Diligence » effectuée auprès de la société ;
- des liasses fiscales de Locasom pour les exercices 1999, 2000 et 2001 ;
- des rapports des commissaires aux comptes pour les exercices 1999, 2000 et 2001.

Conformément à l'article 13 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, cette note doit être :

- remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- tenue à la disposition du public aux sièges respectifs de Locasom, de Financia et de l'organisme de placement.

ABREVIATIONS



ADI	Atlas Drive International
ALASCAM	Association des Loueurs d'Automobiles Sans Chauffeurs au Maroc
ALD	Automotive Longue Durée
Art	Article
BFR	Besoin en Fonds de Roulement
BI	Budget International
BNR	Bénéfice Net Réel
BNS	Bénéfice Net Simplifié
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Capacité d'Autofinancement
CDMC	Crédit du Maroc Capital
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CGEM	Confédération Générale des Entreprises Marocaines
CIN	Carte d'Identité Nationale
CTTLV	Consortium Touristique de Transport Location de Véhicules
DCMLT	Dettes à Court et Moyen Long Terme
DCT	Dettes à Court Terme
DMLT	Dettes à Moyen et Long Terme
EBE	Excédent Brut d'Exploitation
FCP	Fonds Commun de Placement
FF	Faisal Finance
FP	Fonds Propres
HDI	Holiday Drive International
IAM	Maroc Telecom
IDI	Imperial Drive International
IGR	Impôt Général sur les Revenus
IS	Impôt sur les Sociétés
K	Capital
KDh	Milliers de dirhams
Km	Kilomètre
LCD	Location Courte Durée
LLD	Location Longue Durée
MDh	Millions de dirhams
NA	Non Applicable
ND	Non Disponible
NDI	North Drive International
OPCVM	Organismes de Placements Collectifs en Valeurs Mobilières
ORDI	Oriental Drive International
OZDI	Ouarzazate Drive International
PIB	Produit Intérieur Brut
RC	Responsabilité Civile
ROA	Return on Assets
ROE	Return on Equity
RVA	Réseau à Valeur Ajoutée
SA	Société Anonyme
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SBVC	Société de la Bourse des Valeurs de Casablanca
SDI	Souss Drive International
SOMACA	Société Marocaine de Constructions Automobiles

SICAV	Société d'Investissement A Capital Variable
SIG	Soldes Intermédiaires de Gestion
SMLA	Société Maghrébine de Location d'Automobiles de prestige
T	Tonne
TCAM	Taux de Croissance Annuel Moyen
TEG	Taux Effectif Global
TO	Tours Opérateurs
TPE/PME	Très Petites Entreprises/Petites et Moyennes Entreprises
TRI	Taux de Rentabilité Interne
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
VD	Valeurs Disponibles
VNC	Valeur Nette Comptable
VR	Valeurs Réelles

PARTIE I

~Φ~

RESPONSABLES DE LA NOTE D'INFORMATION ET DU CONTROLE DES COMPTES

Le Président

M. Abdelbaki AMAR

A notre connaissance, les données de la présente Note d'Information dont nous assumons la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de Locasom ainsi que sur les droits rattachés aux obligations offertes. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Le Commissaire aux Comptes

M. Abdelaziz BELKASMI

Price Waterhouse Coopers

101, Bd Massira Al Khadra

Casablanca

Tel : 022 – 77 90 00 / 98 40 40

1^{er} exercice contrôlé : 1998

Expiration du mandat : 2002

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente Note d'Information en effectuant les diligences de la profession et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les états de synthèse de la société Locasom pour les exercices clos aux 31 décembre 1999, 2000 et 2001 ont fait l'objet d'un audit de notre part.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession applicables au Maroc. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèses ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par la Direction Générale, ainsi que la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

Notre opinion sur ces états financiers décrit les situations suivantes :

- **Exercice clos le 31 décembre 1999**

1. La société n'a pas engagé de procédure contentieuse à l'encontre de certains clients défaillants dont la créance a été constatée, au titre de l'exercice 1998, en perte exceptionnelle. Suite à un contrôle fiscal, la société s'est vue réintégrer une somme d'une valeur de 1.256.004 dirhams qui n'a pas été justifiée par un début de procédure contentieuse. L'impôt sur les sociétés ainsi que la pénalité de retard éventuelle qui seraient réclamés à la société à l'issue de la procédure contentieuse avec l'administration fiscale sont toutefois couverts par la garantie d'actif accordée par la société Bail Auto.
2. La société a constaté en 1999 des prestations de service d'une valeur de 550.000 dirhams revenant à l'exercice 2000. Il en résulte une surestimation du résultat net de l'exercice avant impôt sur les sociétés de 550.000 dirhams et du résultat net de 358.000 dirhams.
3. A notre avis, à l'exception de ce qui est décrit dans les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 1999 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la société Locasom ainsi que des

résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

- **Exercice clos le 31 décembre 2000**

1. Les déclarations fiscales des exercices 1996 à 1998 ont été vérifiées par l'administration fiscale. Cette vérification a fait ressortir une insuffisance de la base de l'impôt sur les sociétés (IS), relative à la période contrôlée, d'une valeur d'environ 3 millions de dirhams pouvant donner lieu à un impôt, avant pénalités de retard, d'environ 1 million de dirhams. La direction de la société a décidé de se pourvoir devant la commission locale de taxation et considère que cet impôt ainsi que les pénalités de retard éventuels seraient couverts par la garantie de la société Bail Auto.
2. A notre avis, à l'exception de ce qui est décrit dans le paragraphe 1 ci-dessus, les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 2000 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la société Locasom ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

- **Exercice clos le 31 décembre 2001**

1. Nous certifions que les états de synthèse arrêtés au 31 décembre 2001 sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la société Locasom ainsi que des résultats de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Le Conseiller Juridique

M. Mohamed RAIS
Espace Porte d'Anfa
Casablanca

Tel : 022 – 94 98 54 / 55 / 56

Le Conseiller et Coordinateur Global

M. Adil BOUIFROURI

Financia

129, Bd Zerktouni - Casablanca
Tel : 022 – 36 15 56

Le Responsable de l'Information et de la Communication

L'opération, objet de la présente Note d'Information, est conforme aux dispositions statutaires de Locasom et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

La présente Note d'Information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité.

Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Pour toutes informations et communications financières, prière de contacter :

M. Adnane BELMKADDEM, Directeur Général

Angle Bd Med V et Bd de la résistance

Tel : 022 - 24 86 24

Fax : 022 - 24 86 36

E-mail : a.belmkaddem@budget.ma

PARTIE II

~Φ~

PRESENTATION DE L'OPERATION

- **CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION**
- **CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS OFFERTES**
- **MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION**
- **FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE**

CADRE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION



CADRE DE L'OPERATION

La présente opération a été autorisée par l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 21 mars 2002 au siège de Locasom. Cette assemblée a ainsi délégué tous pouvoirs au conseil d'administration pour procéder à une émission d'obligations, pour un montant de 80 millions de dirhams, et en arrêter les modalités au mieux des intérêts de la société.

OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'émission obligataire, objet de la présente Note d'Information, vise plusieurs objectifs, et notamment :

- financer le deuxième contrat Maroc Telecom, remporté début 2002 et portant sur un parc de 550 véhicules, soit une enveloppe d'investissement de près de 60 MDh ;
- améliorer le coût de financement de la société, par la reconversion d'une partie des emprunts contractés à des taux élevés pour un montant de près de 20 millions de dirhams ;
- diversifier les sources de financement de Locasom ;
- assurer un financement régulier et optimisé de son activité en adéquation avec la structure par échéance de ses emplois ;
- institutionnaliser le nom de Locasom, en prévision d'autres opérations d'appel public à l'épargne et notamment son inscription à la cote de la Bourse de Casablanca prévue pour le premier semestre 2003.

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS OFFERTES



Montant brut de l'émission	80 000 000 Dh.
Maturité	3 ans.
Valeur nominale unitaire	100 000 Dh.
Nombre des titres émis	800.
Taux facial	<u>Fixe</u> ou <u>Variable</u> (au choix de l'investisseur au moment de la soumission)
Mode de calcul	<p><u>Variable</u> : Premier coupon est égal au dernier taux des bons du Trésor à 52 semaines retenu lors du dernier primaire précédant la date de jouissance (13 juin 2002) + la prime de risque. Le deuxième coupon sera égal à la moyenne annuelle des taux des bons du Trésor à 52 semaines, calculée entre la date de jouissance du titre (13 juin 2002) et la première date d'anniversaire des obligations (13 juin 2003) + la prime de risque. Le troisième coupon sera égal à la moyenne annuelle du taux des bons du Trésor à 52 semaines, calculée entre la première date d'anniversaire (13 juin 2003) et la deuxième date d'anniversaire des obligations (13 juin 2004) + la prime de risque.</p> <p><u>Fixe</u> : Dernier taux des bons du Trésor à 3 ans obtenu par interpolation linéaire entre les taux à 2 ans et 5 ans, relevés sur le marché primaire avant la date d'émission + une prime de risque.</p>
Méthode d'allocation	Adjudication à la hollandaise
Prime de risque	200 à 250 points de base.
Date de jouissance	13 juin 2002.
Prix de souscription	Au pair.
Paiement du coupon	Annuellement, aux dates anniversaires de la date de jouissance.
Remboursement du principal	<i>In fine</i> , soit à l'échéance de l'emprunt.
Forme juridique des titres émis	Obligations au porteur, entièrement dématérialisés par inscription au dépositaire central (Maroclear).
Droits rattachés	Chaque obligation confère à son détenteur un droit au coupon annuel et au remboursement, <i>in fine</i> , du principal.
Garantie	Cette émission ne fait l'objet d'aucune garantie.

Rang des créances

Il n'existe aucune subordination de cet emprunt obligataire par rapport aux autres dettes de la société.

Négociabilité des titres

Au terme de la période de souscription, les obligations, objet de la présente Note d'Information, seront librement négociables dans les conditions fixées par la loi, et ce par toute personne physique ou morale. Ces obligations ne seront pas cotées à la bourse de Casablanca.

Remboursement anticipé

Locasom s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations. Toutefois, la société se réserve le droit de racheter ses obligations sur le marché secondaire, ces opérations étant sans incidence sur le calendrier normal de l'amortissement des titres restant en circulation. Les obligations ainsi rachetées seront annulées.

MODALITES DE SOUSCRIPTION ET D'ALLOCATION



Bénéficiaires

Toute personne physique ou morale, résidente ou non-résidente.

Identification des souscripteurs

- Photocopie de la CIN, pour les personnes physiques résidentes marocaines et les ressortissants marocains à l'étranger.
- Photocopie de la carte de résident, pour les personnes physiques résidentes et non marocaines.
- Photocopie des pages du passeport, pour les personnes physiques non résidentes et non marocaines.
- Modèle d'inscription au registre de commerce ou équivalent, pour les personnes morales marocaines ou étrangères.
- Photocopie des statuts et du récépissé du dépôt de dossier, pour les associations.
- Photocopie de la décision d'agrément pour les OPCVM de droit marocain, et le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal pour les FCP et le numéro du registre de commerce pour les SICAV.
- Photocopie de la page du livret de famille pour les enfants mineurs.

Modalités de souscription

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner selon le schéma suivant :

- Formuler une ou plusieurs demandes en spécifiant le montant désiré, la nature du taux (fixe ou variable) et le niveau de prime de risque ou de taux souhaités.
- Les demandes émanant d'un même souscripteur étant cumulatives, le souscripteur pourra être servi à hauteur du cumul de ses demandes dans la limite des titres disponibles.
- Chaque souscripteur devra remettre un bulletin de souscription ferme et irrévocable dans un pli sous scellé à l'organisme chargé du placement. Il devra accompagner ce pli d'un formulaire indépendant précisant uniquement le montant cumulé de ses souscriptions.
- A l'issue de la période de souscription, et en présence d'un représentant de l'organisme chargé du placement, d'un représentant de l'émetteur et d'un représentant de Financia, il sera procédé à l'ouverture des plis, à la consolidation de l'ensemble des souscriptions par paliers de taux et enfin à l'allocation selon la méthode définie ci-après.

Méthode d'allocation

L'allocation des titres, en commençant par le taux le plus bas, se fera selon la procédure suivante :

- L'émetteur fixe le taux limite de l'adjudication dans la fourchette de taux offerts par les adjudicataires et dans la limite des titres disponibles.

	<ul style="list-style-type: none">• Seules les soumissions faites à un taux inférieur ou égal au taux limite sont satisfaites.• En cas de reliquat à répartir entre plusieurs soumissions au même taux, la date et l'heure de souscription fera foi, la priorité étant donnée à la souscription la plus ancienne.• Si la demande de l'adjudicataire est retenue, ce dernier sera servi au taux de sa soumission.
Organisme de placement	Casablanca Finance Markets.
Domiciliaire et centralisateur de l'émission	Casablanca Finance Markets.
Période de souscription	Du 6 au 11 juin 2002.
Règlement des souscriptions	Les adjudicataires dont les offres sont retenues seront informés par fax du montant attribué et de la date de règlement.
Publication des résultats	Les résultats de l'opération feront l'objet d'un communiqué de presse au plus tard une semaine après la fin de la période de souscription.
Représentation des obligataires	En attendant la tenue de l'assemblée générale ordinaire des obligataires qui devra intervenir dans le délai d'un an à compter de l'ouverture des souscriptions et au plus tard trente jours avant le premier amortissement, M. Mohamed RAIS ¹ , est désigné en tant que mandataire provisoire.

¹ Coordonnées en page 9

FISCALITE DES VALEURS MOBILIERES A REVENU FIXE



Les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. En l'état actuel de la législation, le régime fiscal en vigueur, s'appliquant aux obligations, est le suivant :

REVENUS

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis, selon le cas, à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt Général sur le Revenu (IGR).

Personnes résidentes

- **Personnes soumises à l'IGR**

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à L'IGR au taux de :

- 30% pour les bénéficiaires personnes physiques qui ne sont pas soumises à l'IGR selon le régime du bénéfice net réel (BNR) ou le régime du bénéfice net simplifié (BNS)
- 20% imputable sur la cotisation de l'IGR avec droit à restitution pour les bénéficiaires personnes morales et les personnes physiques soumises à l'IGR selon le régime du BNR ou du BNS. Lesdits bénéficiaires doivent décliner lors de l'encaissement desdits revenus :
 - le nom, prénom, adresse et le numéro de la CIN ou de la carte d'étranger ;
 - le numéro d'article d'imposition à l'IGR.

- **Personnes soumises à l'IS**

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à l'IS au taux de 20%. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- la raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt des sociétés.

Personnes non résidentes

Les revenus perçus par les personnes physiques ou morales non résidentes sont soumis à une retenue à la source au taux de 10%.

PLUS-VALUES

Personnes résidentes

- **Personnes morales**

Elles sont imposables sur les profits de cession d'obligations conformément aux dispositions prévues dans la loi 24-86 instituant un impôt sur les sociétés ou dans la loi 17-89 instituant un impôt général sur le revenu.

• Personnes physiques

Conformément aux dispositions de l'article 94 de la loi 17-89 relative à l'impôt général sur le revenu (IGR), les profits nets de cession des obligations sont soumises à l'IGR au taux de 20%, par voie de retenue à la source.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- l'apport en société.

Selon les dispositions de l'article 92 (II) et 93 (II) de la loi 17-89 relative à l'IGR, sont exonérés de l'impôt :

- les profits ou la fraction des profits sur cession d'obligations correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 20.000 DH ;
- la donation des obligations effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission,
- et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Le prix de cession et d'acquisition s'entendent du capital du titre, exclusion faite des intérêts courus et non encore échus aux dates desdites cession et ou acquisition.

Personnes non résidentes

Les profits de cession d'obligations réalisés par des personnes non résidentes ne sont pas imposables.

PARTIE III

~Φ~

PRESENTATION DU GROUPE LOCASOM

- **ACTIVITES**
- **GRANDES ETAPES DE DEVELOPPEMENT**
- **ARCHITECTURE ACTUELLE DU GROUPE LOCASOM**
- **FACTEURS CLES DE SUCCES**

ACTIVITES



Le groupe Locasom a pour activités principales :

- la location de véhicules longue durée (LLD) ;
- le « fleet management » ;
- l'exploitation d'un réseau de filiales spécialisées dans la location de véhicules courte durée (LCD).

La « **location longue durée** » consiste en la mise à disposition du client, d'un véhicule pour un kilométrage et une durée convenus à l'avance (12 à 48 mois), moyennant une redevance mensuelle fixe incluant des services souscrits à la carte : assurance, vignette, assistance, entretien du véhicule, véhicule de remplacement, gestion des pneumatiques, gestion des accidents, gestion du carburant, reporting.

Le loueur a ainsi pour mission d'optimiser les coûts d'achat des véhicules, les coûts liés à leur exploitation et d'en négocier au mieux la revente.

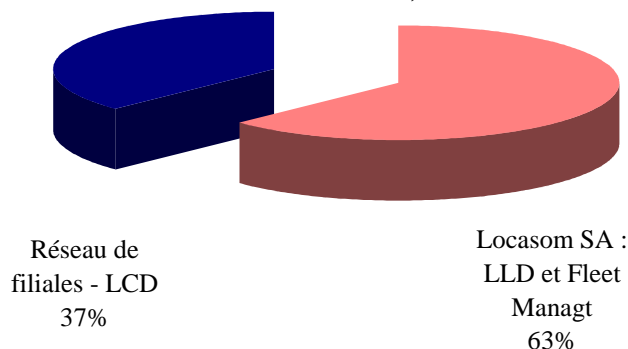
l'objectif des entreprises clientes est d'externaliser le financement et la gestion de leurs parcs automobiles.

Le « **fleet management** » consiste pour une entreprise à confier à un prestataire extérieur, la gestion de sa flotte de véhicules, indépendamment du financement de celle-ci. L'objectif du client est de se recentrer sur son activité principale et de bénéficier, comme dans le cas de la LLD, de l'expertise d'un prestataire spécialisé en gestion de flotte

La « **location courte durée** » consiste en la mise à disposition du client d'un véhicule pour un kilométrage donné et une durée allant d'un jour à six mois, moyennant une redevance spécifique selon le type de clientèle, le type de location et la durée :

- tarif comptoir temps plus kilomètres ;
- forfait jour, semaine ou mois ;
- convention société ou tour opérateur, calculée sur la base d'un tarif négocié.

Répartition du chiffre d'affaires consolidé du groupe LOCASOM en 2001 (source Locasom)



GRANDES ETAPES DE DEVELOPPEMENT



La société Locasom est créée en **1980** par la Société Marocaine de Construction Automobile (Somaca), société d'Etat dont l'activité est l'assemblage de véhicules de tourisme et utilitaires légers. Son siège ainsi que ses ateliers sont domiciliés chez la Somaca.

Suite à l'adoption en **1991** de la loi sur la privatisation, le Ministère de la Privatisation délègue à la société SOMACA la privatisation de sa filiale Locasom.

La Somaca entame alors des négociations directes avec plusieurs investisseurs intéressés qui aboutissent en **juin 1996** à la cession de Locasom à la société Bail Auto².

En 1997, Locasom augmente son capital de 5,4MDH pour le porter à 11,4MDH par incorporation de réserves.

En 1998, Bail Auto cède le tiers du capital de Locasom à Faisal Finance². La société est désormais contrôlée à 1/3 par Faisal Finance et 2/3 par Bail Auto.

Au lendemain de cette opération, la société Locasom procède à une augmentation de son capital de 18,6 MDh pour le porter à 30MDh.

La même année Locasom acquiert 82% du capital de 3 sociétés de location courte durée :

- la société « Holiday Drive International » (HDI) qui exploite des agences à Casablanca, Rabat, Tanger, Fès et Oujda ;
- la société « Consortium Touristique de Transport Location de Véhicules » (CTTLV) qui exploite des agences à Marrakech et Ouarzazate ;
- la société « Société Maghrébine de Location d'Automobiles de prestige » (SMLA) qui exploite une agence à Agadir.

A l'instar de « Holiday Drive International » et dans le cadre de l'harmonisation de l'identité de marque du réseau de location courte durée, la société « Consortium Touristique de Transport Location de Véhicules » (CTTLV) et la « Société Maghrébine de Location d'Automobiles de prestige » (SMLA) changent de dénomination sociale et deviennent respectivement « Atlas Drive International » (ADI) et « Souss Drive International » (SDI).

En 1999, Locasom rachète 13% supplémentaires du capital de HDI, ADI et SDI, portant ainsi la participation de Locasom dans le réseau courte durée à 95%, 5% restant entre les mains des directeurs de filiales.

L'année 1999 est par ailleurs une année de transition avec le lancement de deux chantiers visant le renforcement des ressources humaines et la mise en place d'un nouveau système d'information.

En 2000, plusieurs événements majeurs ont lieu :

- Locasom procède à la mise en harmonie de ses statuts, conformément à la nouvelle loi sur les sociétés anonymes.

² Cf page 29

- Locasom renouvelle son contrat avec Budget International pour une durée de cinq ans, avec effet au 1er Janvier 2000.
- Bail Auto cède 50% de sa participation dans Locasom à Amapar³. Au lendemain de cette opération, Locasom est contrôlée à un tiers par Bail Auto, un tiers par Amapar et un tiers par Faisal Finance.
- Locasom livre à Maroc Telecom 480 véhicules. Ce contrat, signé fin 1999, permet à la société de doubler son parc en exploitation.
- En vue de financer le parc dédié au contrat Maroc Telecom, Locasom procède à une augmentation de capital de 45MDh, portant ainsi le capital de la société à 75MDh. La société Moussahama³ qui souscrit à cette augmentation de capital, détient au lendemain de cette opération 17,8% du capital de Locasom.
- Locasom transforme Les sociétés ADI, HDI et SDI en SARL et décide d'étoffer son réseau de location courte durée en créant 4 nouvelles filiales : OZDI³, NDI³, IDI⁴, ORDI³, respectivement pour les zones de Ouarzazate, Tanger, Rabat-Fez et Oujda. Toutes les filiales sont désormais contrôlées à 100% par Locasom.
- Acquisition du local abritant l'atelier de Casablanca pour 13MDh.
- Locasom décide de doter le management de la société de locaux administratifs plus fonctionnels et transfère les bureaux administratifs à l'adresse ; angle Bd Med V et Bd de la Résistance. L'espace récupéré au niveau de l'atelier de Casablanca permet à la société d'améliorer sa capacité de maintenance et d'entretien de parc.

En 2001, la société procède pour 4MDH, à l'acquisition d'un local de 1100 m² sur le boulevard M^{ed} V à Rabat. Ce nouveau local est destiné à l'ouverture d'une agence commerciale et d'un nouveau centre de maintenance et de réparation pour accompagner le développement du parc dans la région (Maroc Telecom).

En 2002, trois événements majeurs ont lieu :

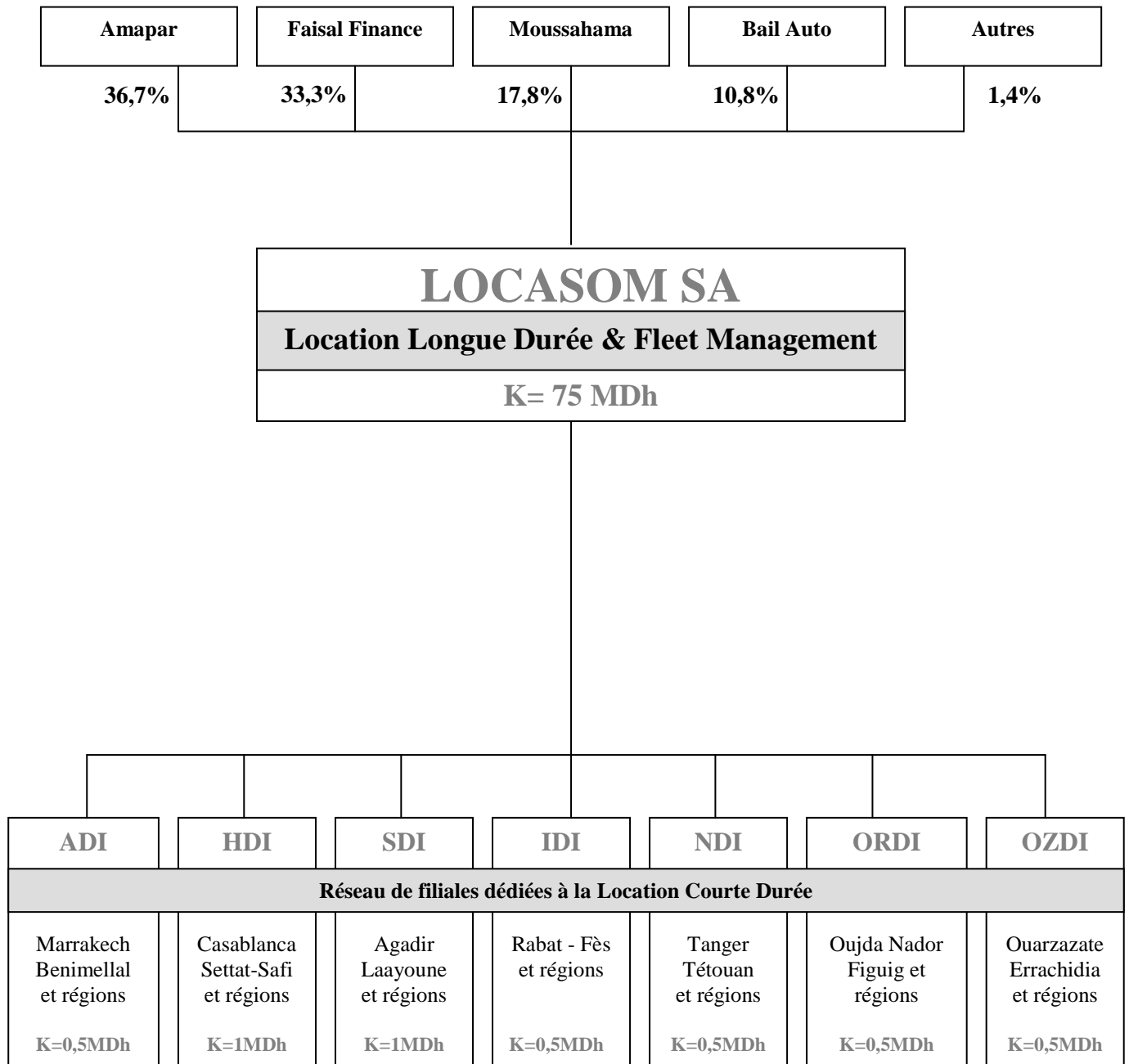
- La société a un nouveau Directeur Général en la personne de M. Adnane Belmkaddem.
- La société signe un second contrat avec Maroc Telecom, portant sur 550 véhicules, qui lui permet de faire progresser son parc global de près de 50%. Un premier lot de 100 véhicules a été livré courant mars 2002.
- La société procède à la présente émission obligataire.

³ Cf page 29

⁴ Cf page 56

ARCHITECTURE ACTUELLE DU GROUPE LOCASOM

~Φ~



FACTEURS CLES DE SUCCES



Un produit innovant

La LLD allie plusieurs avantages :

- Au lieu d'acheter un véhicule en mobilisant des capitaux, le client en a l'usage moyennant une redevance mensuelle fixe. La LLD permet ainsi à l'entreprise de préserver sa capacité de financement tout en budgétisant avec précision les dépenses liées à l'exploitation de son parc.
- Elle préserve le client de nombreux soucis tels que l'entretien, la gestion des contrats d'assurance, l'indisponibilité du véhicule en cas de panne ou d'accident et le délicat problème de la revente.
- Le renouvellement rapide du contrat sans surcoût, permet aux utilisateurs (cadres et dirigeants) de disposer de véhicules neufs et bien entretenus : image de modernité de la société, confort et mobilité permanente des utilisateurs.
- La redevance, fonction du type du véhicule et de la nature des services compris dans la location, est comptabilisée dans le compte d'exploitation générale.

Une entreprise pionnière

Créée en 1980, Locasom est le pionnier de la LLD au Maroc. La société détient 25% de parts de marché⁵ en 2001.

Une croissance historique à deux chiffres

A sa privatisation en juin 1996, Locasom dispose d'un capital de 6MDh et d'un parc d'environ 270 véhicules.

Au cours des cinq années suivantes, Locasom a vu son capital atteindre 75 MDH et son parc multiplié par 4 pour atteindre 1161 véhicules en 2001. Son chiffre d'affaires a suivi la même tendance pour atteindre près de 60MDh en 2001. Le résultat net a quant à lui progressé de -5,1MDh au 31 décembre 1996 à 6,4MDh⁶ au 31 décembre 2001.

Une taille critique

Avec un parc de 1.161 véhicules à fin 2001 et de près de 1.525 à fin 2002⁷, la société atteint une taille qui lui permet :

- de réaliser des économies d'échelle (meilleur coefficient diviseur des frais de structure) ;
- de se positionner en tant que fournisseur pour de grandes flottes, eu égard au marché Maroc Telecom ;
- de bénéficier de meilleures conditions d'achat et de financement de parc auprès des constructeurs. Ces derniers offrent en effet des conditions privilégiées aux acquéreurs de flottes importantes.

Un potentiel de croissance

L'ALASCAM, association des loueurs de voitures sans chauffeurs au Maroc, prévoit que la LLD représentera à horizon 5 ans, 30% des véhicules à usage professionnel (contre 47% en Europe) et 10% des immatriculations (contre 25% en Europe), soit un potentiel de contrats de 20.000 véhicules.

⁵ Source ALASCAM

⁶ Résultat net retraité de la provision pour investissement à caractère exceptionnel, comptabilisée en 2001 pour 1MDh, soit 650Kdh net d'IS

⁷ Estimation Locasom compte tenu du nouveau contrat Maroc Telecom

Avec le nouveau contrat Maroc Telecom (550 véhicules de plus pour 2002), Locasom a sécurisé une croissance de son parc de près de 50%.

Des ateliers aux normes de qualité, agréées par les principaux constructeurs

Locasom gère deux ateliers pilotes ; à Casablanca (1.700 m² / 50 véhicules par jour) et à Rabat (1.100 m² / 30 véhicules par jour) et prévoit la mise en place de quatre autres ateliers ; dans la Technopole Mohamed V, dans la zone industrielle de Tanger, à Agadir et à Oujda. La société dispose par ailleurs d'un réseau de réparateurs agréés, couvrant toutes les zones géographiques où sont présents ses clients.

Un réseau de service couvrant les principales régions du pays

Locasom dispose d'un réseau de 18 agences, dont 8 aux centres des principales villes, 7 dans les grands aéroports du royaume, 2 dans les gares ONCF de Rabat et Oujda et une dans le prestigieux hôtel Mamounia.

Ce réseau, dédié à la location courte durée et exploitant le label « Budget rent a car », est une véritable interface commerciale et d'après vente des clients longue durée.

Locasom dispose aujourd'hui d'une infrastructure de service, d'entretien et réparation de véhicules et de fourniture de remplacement, offrant une réactivité en matière d'assistance du client en cas de panne ou d'accident, sur le lieu même d'immobilisation du véhicule.

Cette structure garantit en effet la qualité, la rapidité et la maîtrise des coûts des prestations offertes à la clientèle tout en étant un centre de profit à part entière pour Locasom.

Une gestion transparente et des outils aux standards internationaux

L'application des normes et procédures Budget International, leur renforcement par un investissement de plusieurs millions de dirhams dans l'outil informatique et notamment la connexion au réseau EDI de l'Expert Automobile, permet au management de la société de disposer de tableaux de bord en temps réel et d'une base de données historiques des coûts d'exploitation parc aux normes européennes (AUTOPASS).

Par ailleurs, la présence dans le capital de deux fonds d'investissements, Moussahama et Faisal Finance, est garante de la production de documents de suivi et de reporting mensuels, qui permettent aux actionnaires de suivre l'activité de près.

Les comptes de la société sont certifiés et audités par le cabinet Price Waterhouse Coopers et ce depuis 1998.

Enfin, et à partir de l'exercice 2002, Locasom, en sus de Price Waterhouse Coopers, s'est adjoint les services du cabinet Saïdi en tant que co-commissaire aux comptes.

Une structure financière à même d'accompagner le développement de la société

Avec des fonds propres de 83,6MDh à fin décembre 2001, représentant 72% des capitaux permanents et 45% du total bilan, Locasom dispose d'une structure financière offrant une capacité d'endettement confortable, à même d'accompagner le développement soutenu de la société.

Des clients de renom

Locasom dispose d'un portefeuille d'environ 70 clients dont la quasi-totalité sont des sociétés ou des groupes de renom tels que Maroc Telecom, Lydec, Pfizer, Vivendi, Thomson....

Des clients fidélisés

Le taux de renouvellement des contrats est de plus de 90%.

En effet, Locasom a réussi à remporter fin 1999 le marché le plus important jamais lancé au Maroc : 480 véhicules par Maroc Telecom. Durant les deux années de collaboration avec Maroc Telecom, Locasom s'est acquittée de ses engagements et s'est vu renouveler la confiance du client par l'attribution courant février 2002, de 550 véhicules supplémentaires dont un premier lot de 100 véhicules a été livré courant mars 2002.

Un partenariat avec le troisième loueur mondial : budget international Inc

Budget est le troisième loueur mondial avec un parc de 280.000 véhicules et un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de dollars⁸ en 2000.

Dans le classement réalisé en 2000 par la revue américaine « Entrepreneur », Budget arrive en tête de liste du secteur de la location de voitures en termes de qualité de service offert aux clients et de rentabilité pour les franchisés. Elle arrive à la 20^{ème} place en terme de rentabilité, tous secteurs confondus.

Outre le transfert de savoir-faire et l'effet captif de la marque, le réseau Budget International met à la disposition de Locasom un réseau de distribution international de plus de 3200 concessions avec 840 agences dans les principaux aéroports du monde. Présent dans plus de 120 pays, il dispose d'une connexion réseau de réservation GDS (Global Distribution Système) Amadeus , Sabre et Galilo et d'une plate-forme e-business. Ainsi, il assure à Locasom des contrats internationaux de partenariat avec des Tours Opérateurs, des compagnies aériennes et des sociétés multinationales ; et achemine vers elle toutes les réservations dans le monde à destination du Maroc.

⁸ Source Budget Group, Inc

PARTIE IV

~Φ~

PRESENTATION DE LOCASOM SA

- **INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A LOCASOM SA**
- **MARCHE DE LA LOCATION LONGUE DUREE**
- **POSITIONNEMENT DE LOCASOM SA**

INFORMATIONS GENERALES RELATIVES A LOCASOM SA



Renseignements généraux

Dénomination sociale	SOCIETE ANONYME DE LOCATION DE VEHICULES : LOCASOM.
Capital social	75 000 000 Dh, divisé en 750 000 actions de 100 Dh, entièrement libérées.
Siège social	Angle rue Al Ibrahimi et rue Saint Emilion – Casablanca.
Téléphone	(212 - 22) 24 86 24
Télécopie	(212 - 22) 24 86 36
Numéro du registre de commerce	39 703
Forme juridique	Société anonyme de droit privé régie par les lois et règlements en vigueur au Maroc et notamment la loi 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes.
Date de constitution	1980
Durée de vie	99 ans.
Exercice social	Débute au 1er janvier et se termine au 31 décembre.
Tribunaux compétents	Tribunaux de Commerce de Casablanca.
Objet social (article 3 des statuts)	<ul style="list-style-type: none">• La location de tout véhicule automobile ;• Et plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

Evolution du capital

L'activité de Locasom étant très capitalistique, la société procède à plusieurs augmentations de capital en numéraire. Ainsi, on assiste à l'entrée dans le capital de Faisal Finance⁹ en 1998 et de Moussahama⁶ en 2000.

⁹ Cf page 29

Année	Capital initial (En Dh)	Nature de l'augmentation	Nombre d'actions créées	Nominal (En Dh)	Montant augmentation capital (Dh)	Capital final en (Dh)
1980	20 000	Apport en numéraire	200	100	-	20 000
1983	20 000	Apport en numéraire	4 800	100	480 000	500 000
1984	500 000	Apport en numéraire	5 000	100	500 000	1 000 000
1988	1 000 000	Apport en numéraire	10 000	100	1 000 000	2 000 000
1995	2 000 000	Apport en numéraire	40 000	100	4 000 000	6 000 000
1997	6 000 000	Incorporation de réserves	54 000	100	5 400 000	11 400 000
1998	11 400 000	Apport en numéraire	186 000	100	18 600 000	30 000 000
2000	30 000 000	Apport en numéraire	450 000	100	45 000 000	75 000 000

Source Locasom

Répartition du capital¹⁰

Le capital social de Locasom qui s'élève au 31 Décembre 2001 à 75 millions de dirhams, est réparti comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% détenu	Nombre de droits de votes détenus	% détenu
Faisal Finance Maroc	130 000	17,33%	130 000	17,33%
Faisal Finance Luxembourg	120 000	16,00%	120 000	16,00%
Moussahama	133 500	17,80%	133 500	17,80%
AMAPAR	275 000	36,67%	275 000	36,67%
Bail Auto	81 068	10,81%	81 068	10,81%
Autres petits porteurs	10 432	1,39%	10 432	1,39%
TOTAL	750 000	100%	750 000	100%

Source Locasom

Les principaux actionnaires sont :

- Faisal Finance Maroc et Faisal Finance Luxembourg, avec un tiers du capital. Ces deux fonds d'investissement sont des filiales du groupe Dar Al-Maal Al-Islami, institution financière islamique fondée en 1981 à Genève et présente sur quatre continents. Ses activités englobent les secteurs de la banque, de l'investissement, du négoce international et des assurances. Avec plus de 1400 collaborateurs, il gère près de 4,2 milliards de dollars et son capital est de 300 millions de dollars.
- Moussahama, avec 18% du capital. Ce fonds de capital-risque de droit marocain a un capital de 140 millions de dirhams, détenu à 59% par la banque centrale populaire, à 19% par la banque européenne d'investissement et à 15% par Proparco, elle-même filiale de l'agence française de développement.
- AMAPAR à 37%. Cette société de participations au capital de 1 million de dirhams appartient à la famille Amar.
- Bail Auto à 10%. Cette SARL au capital de 5 millions de dirhams appartient à la famille Abdellaoui.

¹⁰ Source Locasom (au 31 décembre 2001)

Pactes d'actionnaires et principales clauses concernant Locasom

Protocole d'accord signé le 11 septembre 1998, entre la société Faisal Finance et les sociétés Amapar et Abelfipar.

Ce protocole signé à l'occasion de l'entrée dans le capital de Faisal Finance prévoit :

- Une garantie du passif antérieur au 30 avril 1998 au profit de Faisal Finance, émanant de la société Bail Auto, solidairement avec Messieurs Abdellaoui et Amar.
- Que la société Locasom soit introduite en Bourse pour faciliter la sortie du groupe Faisal Finance.

Protocole d'accord signé le 21 septembre 2000, entre la société Bail Auto, Mr Khalid Kabbaj¹¹ et la société Moussahama..

Ce protocole signé à l'occasion de la participation de Moussahama à l'augmentation de capital intervenue en 2000, fait obligation à Bail Auto et Mr Khalid Kabbaj de désengager Moussahama au plus tard à la fin de l'année 2003.

Les principales clauses communes aux différents protocoles cités ci-dessus sont :

- Le conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an.
- La cession des actions est libre lorsqu'elle est réalisée au profit d'un parent de premier degré ou d'un administrateur ou à l'une des sociétés affiliées au groupe Faisal Finance. En cas de cession à un tiers, les actionnaires autres que Moussahama et Faisal Finance sont tenus d'informer préalablement ces dernières qui devront soit acheter la totalité des actions à céder, soit vendre aux sociétés cédantes la totalité de leurs actions dans le capital de Locasom.
- Un système de reporting concernant la gestion de la société Locasom et ses filiales, comprenant notamment des tableaux de bord mensuels, un rapport semestriel et un budget annuel.
- Les parties s'interdisent de prendre directement ou indirectement des participations, ainsi que d'exercer des fonctions de Direction, d'Administration ou de gestion dans toute entreprise susceptible de concurrencer la société Locasom ainsi que ses filiales.

Intention des actionnaires

Dans les 12 mois suivant la présente opération, les actionnaires de référence Bail Auto et Amapar n'envisagent pas de céder leurs actions Locasom. Les sociétés de capital risque Moussahama et Faisal Finance, dont les participations sont par essence temporaires, pourraient être amenées au gré des opportunités à céder une partie ou la totalité de leurs actions Locasom.

A la connaissance de la société, les actionnaires détenant 5% ou plus du capital de la société n'envisagent pas de participer à l'émission obligataire, objet de la présente Note d'Information.

Conseil d'administration

« La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois à quinze membres, pris parmi les actionnaires.

Le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration.

Les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire. Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination peut être faite par l'assemblée générale extraordinaire. La durée de leurs fonctions est de six ans.

Les administrateurs peuvent toujours être réélus. Ils peuvent être révoqués et remplacés à tout moment par l'assemblée générale ordinaire même si cette question n'est pas à l'ordre du jour » (Extraits de l'article 16 des statuts)

¹¹ Administrateur Directeur Général de Locasom jusqu'en février 2002

Les membres du Conseil d'Administration en date du 31 mars 2002 sont:

Membres du Conseil ¹²	Fonction	Durée du mandat
M.Abdelbaki Amar	Président	6 ans (expire au 31/12/2005)
Société Faisal Finance Maroc	Représentée par M. Abdelaziz Ramdani	6 ans (expire au 31/12/2005)
Société Faisal Finance Luxembourg	Représentée par M. Abdelaziz Ramdani	6 ans (expire au 31/12/2005)
Société Bail Auto	Représentée par M. Abdellah Abdellaoui	6 ans (expire au 31/12/2005)
Société Amapar	Représentée par M. Omar Amar	6 ans (expire au 31/12/2005)
Société Moussahama	Représentée par M. Mohcine Bakkali	6ans (expire au 31/12/2005)

Source Locasom

Relation avec Budget International Inc

Budget International Inc est organisé en réseau de franchisés chargés de veiller au respect des normes et standards définis par Budget International ainsi que de la réalisation des objectifs et volumes minimum alloués à chaque concession.

Locasom SA est concessionnaire exclusif pour le Maroc de Budget International Inc dans le cadre d'un contrat de franchise et d'exploitation de l'enseigne « Budget Rent a car », renouvelable par tacite reconduction tous les cinq ans. L'échéance de renouvellement de la période en cours est le 31 décembre 2004.

Les principales clauses du contrat entre Locasom et Budget International sont :

- un tiers du capital doit être détenu par l'actionnariat professionnel ;
- l'entrée en Bourse de Locasom ne peut se faire au-delà de 40% du capital de la société ;
- L'objectif du volume parc pour 2005 est de 2 500 véhicules pour la location longue durée et 500 véhicules pour la location courte durée ;
- le reversement, au titre de royalties, de 5 % du chiffre d'affaires pour la location courte durée et selon la taille du parc, un taux dégressif de 2% à 0,5% pour la location longue durée ;

Organigramme de Locasom

Le comité de Direction, composé d'un représentant de chaque actionnaire, assiste le management dans la réflexion et le suivi de la mise en place des décisions stratégiques. Il se réunit deux fois par mois.

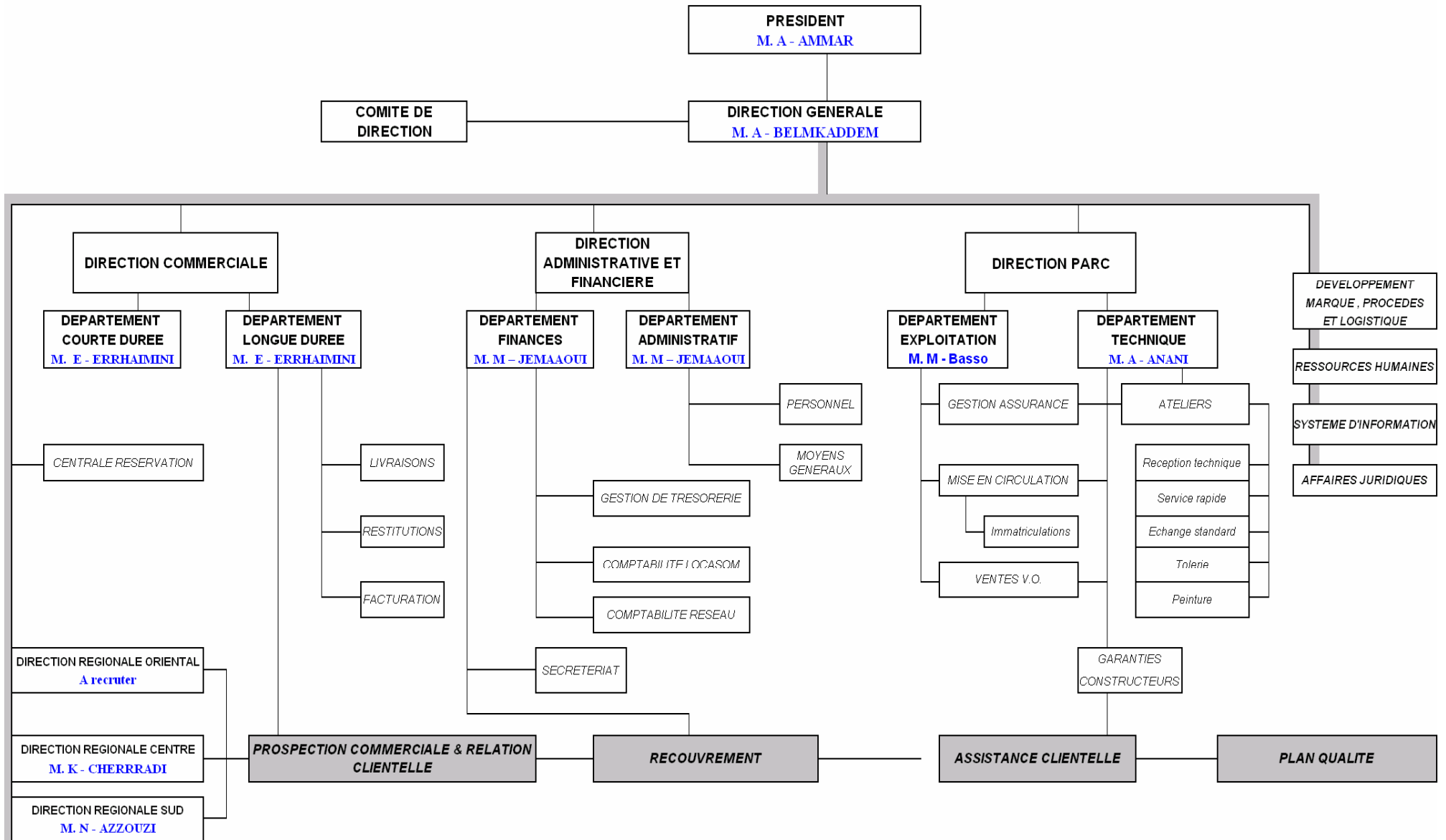
Le management de la société est organisé en structure décentralisée, articulée autour d'une Direction Générale¹³ et trois directions centrales :

- Direction Commerciale.
- Direction Administrative & Financière.
- Direction Parc.

¹² Le conseil d'administration qui s'est tenu le 22 mars 2002 a pris acte de la démission de M. Kabbaj de son poste de directeur général et d'administrateur de Locasom

¹³Le développement de la logistique et du système d'information ainsi que les affaires juridiques son gérés directement par la direction générale qui fait appel pour cela à des prestataires externes (l'Expert Automobile, cabinet Rais...)

Les filiales autonomes, sont dirigées chacune par un responsable. Leur coordination aussi bien entre elles qu'avec le siège, est assurée par 3 directions régionales. Ces dernières assument par ailleurs l'application du plan qualité.



Direction Générale

M. Adnane Belmkaddem (35 ans) : ingénieur de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon (INSA) et titulaire d'un Master en Management de la Purdue University Graduate School of Management (USA), il rejoint le groupe Schneider North America en août 1992. En tant qu'ingénieur de production, il participe à la conception d'une nouvelle génération de produits aux Etats Unis et à la modernisation de l'outil de production pour une usine de 600 personnes. En août 1994, il est promu ingénieur de production senior, en charge d'une unité employant 350 personnes au Mexique. Promu responsable des achats senior en avril 1996, il retourne aux Etats Unis où il gère l'équipe en charge de l'achat et de la gestion de 1500 produits. Ainsi, il assure le suivi et la rationalisation d'un portefeuille de 48 fournisseurs internationaux, en veillant à l'amélioration des process de fabrication, des performances des produits et des marges commerciales. En septembre 1997, il participe à la création d'une société d'importation et de distribution de produits agroalimentaires : Access International Trade Inc et en occupe le poste de directeur marketing et commercial. En mai 1999, il rentre au Maroc et rejoint Citibank Maghreb en tant que directeur adjoint, en charge de la conception et de la mise en place de la stratégie marketing et de crédit de Citibank Maghreb au Maroc. Par la suite, il prend en charge le portefeuille des grandes entreprises du secteur public et des télécommunications. A cette occasion, il travaille activement avec les offices et les grandes sociétés publiques et multinationales du royaume. En février 2002, il rejoint Locasom en tant que directeur général.

Direction Commerciale

M. Ezzoubeir Errhaimini (26 ans) après un Bachelor en Business Administration à l'université d'Al Akhawayn à Ifrane, il intègre en 1999 la société Locasom en tant que responsable marketing. Dès lors, il participe à plusieurs stages de formations à Londres, au siège de Budget International, et participe à 5 conventions internationales du réseau mondial Budget International. En 2001, il est promu directeur marketing et commercial.

Direction Administrative et financière

M. Mohammed Jemaoui (36 ans) : titulaire d'un BTS en comptabilité, il rejoint le réseau Budget Maroc en décembre 1988. Il occupe successivement les postes de responsable de la comptabilité clients, comptabilité fournisseurs, puis responsable de la trésorerie. Par ailleurs, il participe à la refonte du système d'information du groupe Locasom et de ses filiales. En 1998, il est nommé chef du département Finances.

Un cadre supérieur est en cours de recrutement pour décharger le directeur général de la direction administrative et financière.

Direction Parc

Département technique

M. Abdelkrim Anani (33 ans) : ingénieur d'état en contrôle qualité et maintenance, M. Anani est titulaire d'un doctorat en ingénierie industrielle de l'université de Séville. Après de brèves expériences au sein de l'ODEP et de SGS Thompson où il s'active à la mise en place des procédures de gestion de la production, de la qualité et de la maintenance, il rejoint l'ONE en 1999, en tant que responsable des échanges internationaux d'énergie. En 2000, il intègre Locasom en tant que directeur technique, en charge de la gestion et du développement du réseau des services de maintenance des ateliers pilotes et du réseau de réparateurs agréés.

Département exploitation

M. Mostapha Basso (33 ans) : diplômé de l'école des cadres et titulaire d'une licence en droit, M. Basso intègre le ministère de l'intérieur en 1994. En 1998, il rejoint le groupe Locasom en tant que directeur de l'agence HDI avant d'être promu délégué régional en charge de la société IDI en janvier 2001. En décembre 2001, il est promu directeur exploitation parc.

Directions Régionales

M. Khalil Cherradi (33 ans) : lauréat de l'Institut Supérieur de Gestion et de Commerce (ISGC), il intègre en 1996 la British Airways en qualité de superviseur financier, en charge du contrôle des ventes et de la relation clientèle. En février 2000, il rejoint Locasom en tant que responsable de la coordination du réseau et des relations avec la clientèle. En décembre 2001, il est nommé directeur régional de la zone centre

M. Noureddine Azzouzi (44 ans) : M. Azzouzi est diplômé de l'Institut Supérieur de Tourisme de Tanger. De 1981 à 1986, il occupe le poste d'agent commercial au sein de différents opérateurs du tourisme. En 1986 il rejoint le réseau Budget Maroc en tant que chef d'agence. Il occupera par la suite différents postes de responsabilité au sein notamment de la direction de la centrale de réservation, la direction de la relation avec Budget international et la direction générale de concession. En décembre 2001, il est nommé directeur régional de la zone Sud.

Un cadre du même profil que les deux précédents cités ci-dessus, est en cours de recrutement pour se charger de la zone Fez et Oriental.

MARCHE DE LA LOCATION LONGUE DUREE



AVERTISSEMENT

Il nous est difficile de nous assurer de la fiabilité des chiffres sur la taille globale du secteur de la location longue durée et sur ses principaux intervenants. Les chiffres dédiés au secteur dans la présente Note d'Information sont des estimations de l'ALASCAM et de Locasom.

ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE

La réglementation actuelle repose sur deux textes : le décret du 4 avril 1970 et le cahier des charges du Ministère du Transport datant du 1^{er} décembre 1997. Aucune distinction n'est faite entre la LLD et la LCD.

Le décret du 4 avril 1970 qui ne fixe aucune contrainte quant aux conditions d'exercice de l'activité de location de véhicules sans chauffeurs a eu pour conséquence l'apparition d'une multitude de petites structures aux moyens limités, inaptes à offrir un service de qualité.

Aussi, les professionnels, réunis au sein de l'association ALASCAM, ont négocié avec les pouvoirs publics, la mise en place de textes mieux adaptés aux normes internationales et aux aspirations d'un pays touristique. C'est ainsi que le 1^{er} décembre 1997, le Ministère des Transports a mis en application les dispositions d'un cahier des charges relatif à l'exploitation des établissements de location de véhicules automobiles sans chauffeurs.

Ce cahier des charges fixe les conditions d'obtention de l'autorisation d'exercer. Cette autorisation est subordonnée aux conditions suivantes :

- un objet social exclusivement dédié à la location de véhicules ;
- un capital minimum de DH 500.000 ;
- un parc minimum de 5 véhicules neufs ;
- un gérant âgé de 23 ans minimum et titulaire d'un bac plus deux ou d'un niveau bac et justifiant d'une expérience d'au moins 4 ans dans le métier de la location de véhicules ;
- au moins un mécanicien titulaire d'un CAP (option mécanique automobile) ;
- un siège social en ville.

Ainsi tout nouveau intervenant se doit de remplir ces conditions préalablement à l'obtention de l'autorisation d'exercer.

Rôle de l'ALASCAM

L'ALASCAM, association des entreprises de location d'automobiles sans chauffeur au Maroc, réunit les principaux intervenants du secteur. Elle représente près de 80% du parc exploité¹⁴.

Sa mission première est la valorisation et la professionnalisation du secteur de la location de véhicules. A ce titre, elle coordonne les discussions avec les pouvoirs publics et veille à l'anticipation des besoins

¹⁴ Source ALASCAM

du secteur et au suivi des doléances des acteurs. Locasom occupe le poste de vice-Président de l'ALASCAM.

L'association compte à son actif plusieurs réalisations majeures dont les plus significatives sont :

- L'extension du parc aux véhicules de 3T500, d'où un élargissement du champ d'activité.
- Une procédure d'immatriculation rapide des véhicules.
- Une décentralisation de la délivrance des décisions de circulation.
- L'adoption par les pouvoirs publics du cahier des charges du 1er décembre 1997 réglementant la profession.

LE MARCHE DE LA LOCATION LONGUE DUREE A L'INTERNATIONAL

Le marché de la LLD est un marché en forte expansion. Dans le monde, 4 véhicules professionnels sur 10 sont en location longue durée¹⁵. En Europe, cette proportion est plus importante avec 47% des véhicules à usage professionnel¹⁶ et 25% des immatriculations¹⁷. En France, la part de la LLD atteint 53% des véhicules à usage professionnel (contre 30% en Angleterre et en Allemagne)¹⁸. La LLD est ainsi devenue un moteur de croissance majeur pour l'industrie automobile.

La LLD est par ailleurs un des rares secteurs à ne pas souffrir des événements tels ceux du 11 septembre 2001. En effet, en période de crise, les entreprises, déjà enclines en phase de croissance à se tourner vers la LLD, préfèrent encore plus préserver leurs capacités d'investissement en privilégiant la LLD au détriment de l'acquisition directe. Cette évolution contrastée s'est vérifiée au lendemain de la guerre du golfe. En effet quand les immatriculations chutaient de 21% en 1991/1992, la LLD progressait quant à elle de 23%¹⁹.

Le secteur de la LLD a vécu ces dernières années une vague de concentrations et de rapprochements visant la taille critique, la sécurisation et l'optimisation du coût des intrants (ressources financières, véhicules, assurances, entretien...). Ces mouvements passent souvent par un adossement des loueurs à des structures financières aux moyens conséquents, à des constructeurs ou à des compagnies d'assurances.

La LLD, qui représente un parc de plus de 4,5 millions de véhicules en Europe a ainsi connu une croissance de 15% sur les 5 dernières années, contre 4% pour le parc global de véhicules professionnels²⁰. De plus, elle conserve des gisements non encore exploités par les professionnels :

- Les administrations qui privilégient à ce jour le fleet management.
- Les petites sociétés, les professions libérales et les particuliers peu au fait de la formule LLD.

L'intérêt grandissant des entreprises pour cette formule, s'explique par :

- **La LLD préserve le client des soucis liés à la gestion de son parc**, tels que :
 - l'entretien du parc automobile ;
 - la gestion des contrats d'assurance ;
 - l'indisponibilité du véhicule en cas de panne ou d'accident ;
 - le délicat problème de la revente.

¹⁵ Source la Vie économique du 26 janvier 2001

¹⁶ Source la Vie économique du 26 janvier 2001

¹⁷ Source l'Entreprise

¹⁸ Source l'Economiste du 2 mai 2000

¹⁹ Source Flotte Automobile du 14 décembre 2001

²⁰ Etude réalisée par le Syndicat National des Loueurs de Voitures Longue Durée (SNLVLD)

- **L'entreprise peut se recentrer sur son activité :** Le loueur assure la gestion du risque de panne et d'accident et fournit l'assistance et le remplacement du véhicule en cas d'immobilisation, assurant ainsi la mobilité quasi-permanente des ressources humaines.
- **Elle préserve sa capacité de financement :** Au lieu d'acheter un véhicule en mobilisant des capitaux, l'entreprise en a l'usage moyennant une redevance mensuelle fixe. La LLD permet ainsi à l'entreprise de préserver sa capacité de financement et d'orienter ses ressources financières vers le développement des investissements productifs. Par ailleurs, et contrairement à l'achat sur fonds propres ou par le biais d'un crédit classique, la LLD n'a pas d'incidence sur la structure du bilan. Les charges sont réparties sur la durée d'utilisation et déductibles du résultat imposable.
- **Elle peut budgétiser ses dépenses avec précision :** Une redevance fixe, connue d'avance, est établie en fonction des différentes options souscrites. Il n'y a dès lors plus de surprise et les charges liées à la gestion du parc automobile sont connues d'avance.
- **Elle bénéficie des dernières versions et modèles automobiles :** Le renouvellement rapide du contrat sans surcoût, permet aux utilisateurs (cadres et dirigeants) de disposer de véhicules neufs et bien entretenus : image de modernité de la société, confort et sécurité des utilisateurs.

La « LLD » versus le « Leasing »

Dans le monde, la LLD a définitivement évincé le leasing dans le financement des véhicules à usage professionnel. Ainsi, en Europe, le leasing ne représente plus que 6% des véhicules à usage professionnel²¹ contre 47% pour la LLD.

Cette situation s'explique par les éléments suivants :

- Le leasing n'offre aucun service automobile associé ;
- la valeur résiduelle alourdit la redevance et apparente la formule à un financement traditionnel ;
- l'arbitrage en terme de coût est en faveur de la LLD, en raison du statut du loueur qui bénéficie d'une vignette à un tarif préférentiel, de conditions avantageuses auprès des constructeurs et des compagnies d'assurances et qui réalise des économies d'échelle substantielles au niveau de la maintenance, de l'entretien et du remplacement ;
- La location est également moins risquée pour les promoteurs et les bailleurs de fonds puisqu'en cas de litige, les sociétés de location peuvent récupérer leurs véhicules avec moins de contraintes judiciaires. Par ailleurs, le loueur entretient un contact régulier et inévitable avec le client. Ainsi, son intervention est obligatoire en cas de mise en fourrière ou en cas d'accident. Enfin, le renouvellement de la vignette et de l'assurance au moins une fois par an, permet au loueur de faire le point sur la relation avec le client.

La « LLD » versus l'indemnité kilométrique (IK)

- Clarté et transparence pour l'entreprise sur le plan comptable et sur le plan fiscal.
- Contrôle rigoureux des coûts, et économies d'échelle, face au possible dérapage des IK.
- Maîtrise de la qualité du parc, vecteur de bonne image pour l'entreprise.
- Meilleure sécurité et absence de soucis pratiques pour le salarié par l'utilisation de véhicules récents et bien entretenus.
- Pas de nécessité pour le collaborateur de faire l'avance du financement et de l'entretien du véhicule, tout en ayant la possibilité d'un choix répondant à ses besoins privés, avec une éventuelle formule de participation.

La « LLD » versus l'achat ou le financement classique

- Suppression pour l'entreprise d'investissements improductifs.

²¹ Source : Etude réalisée par l'Institut Louis Harris en avril 2000

- Analyse des coûts réels de fonctionnement.
- Réduction des coûts par l'expertise du loueur, fruit des économies d'échelle induites par la taille du parc.
- Contrôle précis des coûts par l'entreprise, pour l'ensemble du parc et pour chaque véhicule.
- Mise au point d'actions entre l'entreprise et le loueur dans le sens de la prévention et des économies.

LE MARCHE DE LA LOCATION LONGUE DUREE AU MAROC

Principaux intervenants

Les principaux intervenants du marché de la LLD sont au nombre de 6 et sont de deux types :

- Les sociétés spécialisées en LLD : Locasom, Locafinance et tout récemment sur le marché Localliance (ALD Automotive).
- Les sociétés faisant indépendamment de la LLD et de la LCD : Hertz, Europcar et National.

D'autres entreprises, spécialisées dans la LCD, offrent accessoirement le produit LLD. Cependant, de taille modeste, elles sont rarement en mesure de se positionner sur des marchés dépassant 20 véhicules.

Locafinance est créée en 1997 à l'initiative de Avis et de la Banque Commerciale du Maroc. En 2001, les parts de la Banque Commerciale du Maroc sont repris par le concessionnaire Avis. Avec un parc d'environ 800 véhicules, Locafinance est le deuxième opérateur du secteur. Locafinance assure l'entretien et la maintenance de son parc dans les ateliers de Avis. Ses principaux clients sont le Crédit du Maroc, la Banque Commerciale du Maroc, Otis, LPEE et Clark Gum.

Automotive ALD (ex Localliance) est créée au Maroc fin 2000 à l'initiative de l'ONA, la Société Générale Marocaine de Banques, TEM SYS, Renault et Peugeot. Malgré sa taille encore relativement modeste avec un parc de 300 véhicules, Localliance, eu égard à ses relations privilégiées avec la SGMB, représente un concurrent de taille. Sa stratégie affichée est d'offrir la « location financière » associée à des services de maintenance, de remplacement et d'assistance en sous-traitance. Ses principaux clients demeurent aujourd'hui ses actionnaires.

Europcar, leader de la LCD au Maroc, avec un portefeuille Tours Opérateurs important, a lancé en 2000 une structure dédiée à la LLD : **Europ Lease**. Cette entité gère aujourd'hui un parc d'environ 780 véhicules. Ses principaux clients sont Meditel, Alcatel, Accor, Maphar, Siemens, Somepi, Nestlé, Whirlpool, et Elecam.

Hertz, en pleine restructuration financière, se recentre aujourd'hui sur la LCD. Son parc dédié à la LLD est aujourd'hui d'environ 400 véhicules. Ses principaux clients sont Ericsson, Air Liquide, Astral et Bouymaro

National, implantée principalement à Rabat, est surtout présente sur les marchés publics. Son parc est d'environ 300 véhicules

Perspectives du secteur

Le marché de la LLD au Maroc est un marché jeune et peu structuré. Avec un parc global engagé de près de 5000 véhicules et des acquisitions²² en 2001 qui représentent seulement 1,5% des immatriculations de l'année, le secteur est très en deçà de son potentiel.

²² Nettes des cessions

En effet, en Europe, la LLD représente 25% des immatriculations et 47% des véhicules de sociétés, pour un parc global de près de 4,5 millions de véhicules. Le secteur de la LLD a ainsi connu une progression annuelle moyenne de près de 15% sur les 5 dernières années.

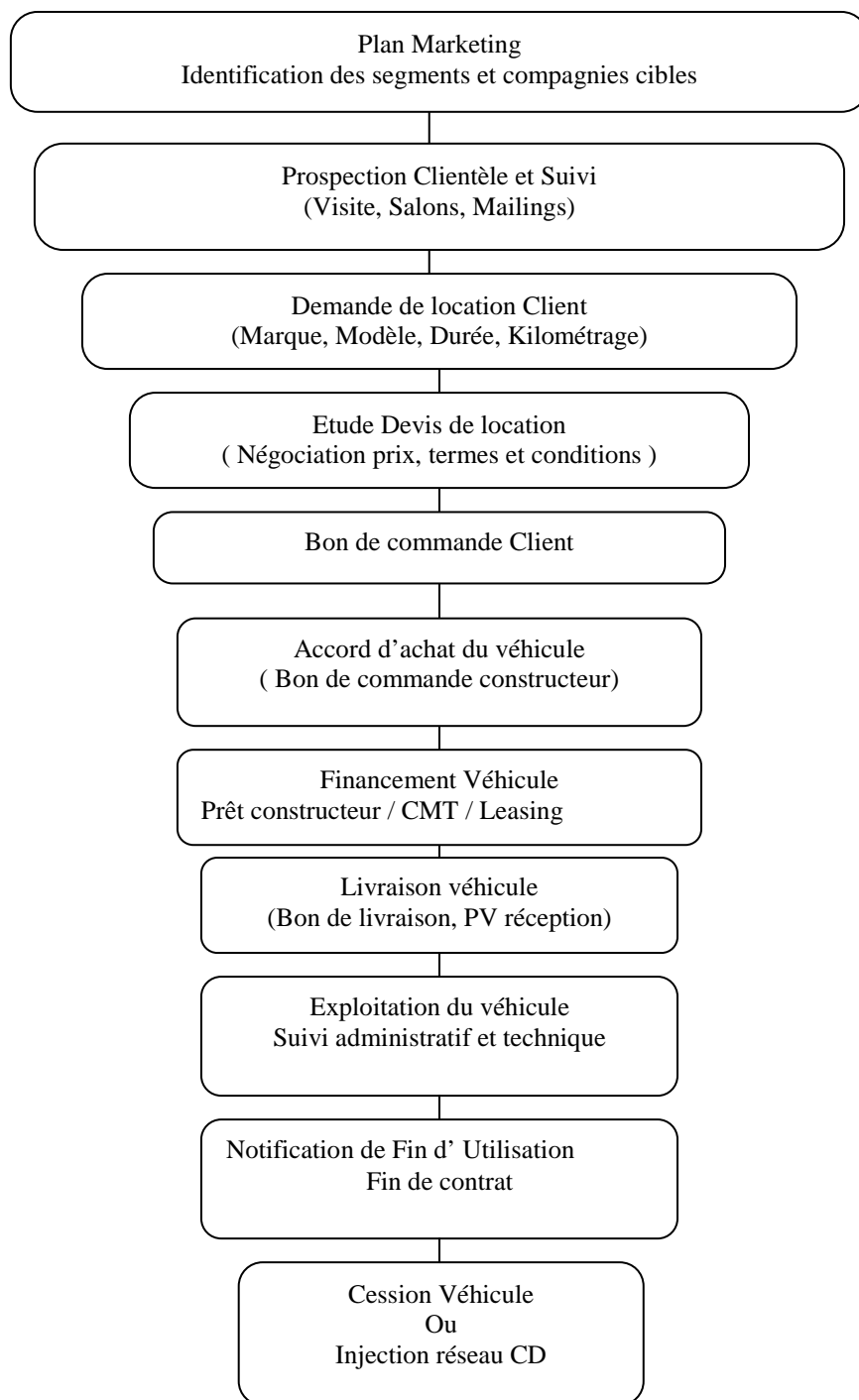
Ainsi, L'ALASCAM prévoit que la LLD représente à horizon 5 ans, 30% des véhicules à usage professionnel et 10% des immatriculations, soit un potentiel de contrats de 20.000 véhicules.

L'intérêt récent des institutions financières pour ce type de financement semble confirmer ce potentiel. C'est le cas de la SGMB avec ALD, de Wafabank qui vient de mettre en place une structure dédiée à la LLD aux côtés de Wafabail (Wafa LLD) et de la BMCI qui envisage le lancement au Maroc de Arval, filiale de BNP.

POSITIONNEMENT DE LOCASOM SA



CYCLE D'EXPLOITATION DE LOCASOM



OUTILS ET MOYENS

Moyens techniques

Locasom est propriétaire de deux locaux abritant les ateliers pilotes :

- A Casablanca, à l'angle de la rue Bachir El Ibrahimy et de la rue St Emillion, sur une superficie de 1.700 m² et d'une capacité de traitement simultané de 50 véhicules.
- A Rabat, Avenue Mohamed V, sur une superficie de 1.100 m² et d'une capacité de traitement simultané de 30 véhicules.

Les ateliers pilotes de la société sont structurés en cinq sections spécialisées (Réception, Service Rapide, Echanges Standards, Tôlerie, Peinture) permettant d'assurer des interventions de maintenance et de réparation avec des équipements techniques aux standards internationaux (Station de redressage numérique, cabine de peinture...).

Dans le cadre de son développement, la société envisage la construction d'un troisième atelier de 1700 m² sur une superficie totale de 3000 m² dans la Technopole Mohamed V. Le terrain est en location pour une durée de 20 ans. Toutes les études techniques et de sélection des prestataires ont été achevées et les autorisations nécessaires obtenues. Le montant de cet investissement prévu pour fin 2002 est de 3MDh.

La société envisage par ailleurs la mise en place trois autres ateliers pilotes; à Agadir sur une superficie de 1000 m² en propriété dans la zone industrielle de Tassila , à Tanger et à Oujda où la recherche des locaux est en cours. Le montant de cet investissement n'a pas encore été arrêté par le management de Locasom.

Enfin, la société dispose d'un réseau de réparateurs agréés, couvrant toutes les zones géographiques où sont présents ses clients. Le choix de ces réparateurs repose sur leur expérience en la matière, la qualité des équipements, le niveau de formation et l'honnêteté du manager et enfin la réactivité et la capacité de traiter en priorité les clients LOCASOM.

Outil informatique

La comptabilité générale et la paie sont traitées par les logiciels Saari et Sage. Les mouvements comptables sont à 95% importés des applications d'exploitation du parc et de gestion des contrats.

Le système d'exploitation du parc, et de gestion des contrats de location sont traités par le logiciel « Perfect Drive » développé par la société « L'expert Automobile ». Cet outil gère en chaîne les différentes étapes du processus de location, à savoir :

- la demande de location ;
- l'étude des prix et la génération du devis ;
- la commande client et la génération du contrat ;
- la commande du véhicule et son intégration au parc ;
- la livraison au client ;
- la facturation des loyers, le traitement des encaissements et la relance du client ;
- le missionnement du réseau de service des prestataires et ateliers de réparation ;
- la prise en charge des restitutions en fin de contrat ;
- les cessions de parc et la gestion des plus ou moins values ;
- les états de synthèse, les statistiques et l'intégration comptable.

Il permet également d'avoir en temps réel des tableaux de bord de pilotage de l'activité et offre une base de données statistiques.

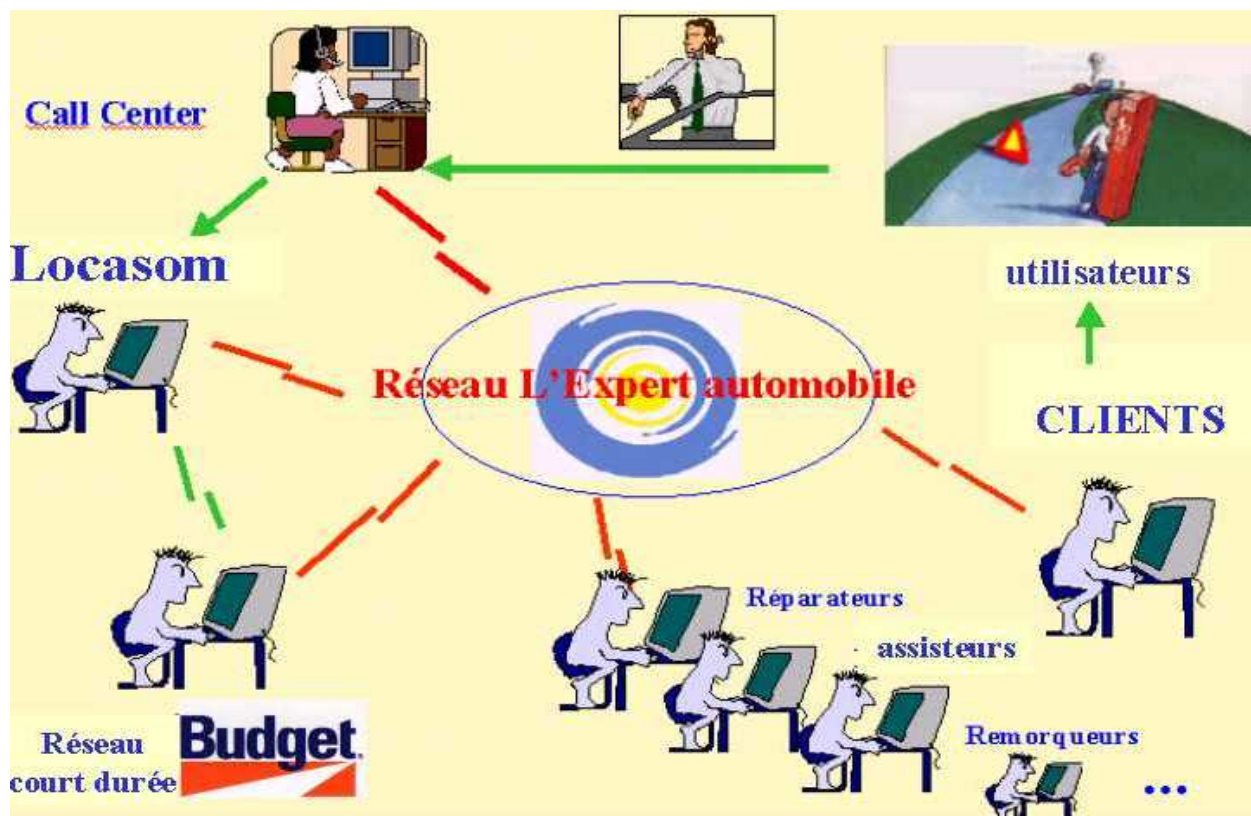
L'entretien du parc repose sur deux des plus performants progiciels en matière de gestion de maintenance parc, Autogest et Autoparts :

- **Autogest** est un système de calcul, d'aide à la production rapide d'une estimation technique qui favorise l'optimisation du coût de réparation en fonction de l'état du véhicule, et fournit par ailleurs des documents impartiaux – quant au prix et au temps barèmes – véritable référence de discussion avec l'utilisateur autour d'un dossier de réparation et avec le client lors des négociations de renouvellement (traçabilité des conditions d'utilisation des véhicules).
- **Autoparts** est un logiciel d'approvisionnement en ligne des pièces détachées chez les principaux fournisseurs, constructeurs et équipementiers.

Par ailleurs, la société bénéficie de la plate-forme informatique internationale **Maestro**. Développée par Budget International, elle permet de gérer les relations commerciales entre concessionnaires et le système de réservation e-commerce et GDS (Global Distribution Système) Amadeus, Sabre et Galilo.

Enfin, Locasom a lancé au cours du dernier trimestre 2001 un nouveau chantier informatique visant :

- Une nouvelle approche de la prise en charge du client utilisateur d'un véhicule en cas de problème. Cette stratégie repose sur la mise en place d'un centre d'appel téléphonique dédié.
- Une nouvelle approche fournisseurs qui repose sur la connexion des différentes parties à un réseau dédié : réseau courte durée, constructeurs, assureur, assistants, experts, réparateurs, dépanneurs et fournisseurs de pièces détachées.



Les clients Locasom pourront disposer en temps réel de toutes les informations nécessaires au suivi du coût, de l'état et de la situation de leur parc, et enfin envoyer et recevoir tous les éléments liés à son exploitation. La liaison avec les fournisseurs (constructeurs) permettra de mieux gérer les achats et donc d'en réduire le coût. Celle reliant Locasom à son réseau d'ateliers pilotes et de garages agréés permettra une meilleure allocation des ressources et un suivi plus rigoureux des interventions. Enfin, la liaison avec les partenaires telles les compagnies d'assurances, favorisera la prise en charge des

interventions de réparation et de gestion des sinistres (projet en cours avec Wafa Assurances). Cet investissement dont le coût est estimé à 2MDH, est achevé à hauteur de 60% et est actuellement en mode test, préalablement au passage en mode opérationnel fin Juin 2002.

Ainsi, à la fin du premier semestre 2002, Locasom disposera d'un système d'information, caractérisé par une intégration en interne et avec les principaux partenaires de la société à travers des liaisons EDI. Elle sera le premier²³ professionnel du secteur de la location de véhicules à être relié au Réseau à Valeur Ajoutée (RVA) de « L'Expert Automobile », permettant ainsi de réaliser d'importants gains de productivité et d'améliorer la qualité de service offert aux clients du groupe.

Ressources Humaines

Au 31 décembre 2001, Locasom emploie 66 personnes. Les effectifs sont répartis à hauteur de 21% pour les fonctions administratives et de 79% pour la fonction maintenance dans les ateliers.

	1999	2000	2001
Administration	13	18	14
Cadres	3	8	5
Agents de maîtrise	4	4	3
Agents administratifs	3	3	3
Employés	3	3	3
Ateliers	41	39	39
Chef d'atelier	1	1	1
Chefs d'équipes	4	4	3
Ouvriers	36	34	35
Total	54	57	53

Source Locasom

Depuis 2001, et en vue de réduire les coûts fixes des ateliers, la société fait appel à des stagiaires des centres de formation professionnelle. A fin 2001, leur nombre est de 13 personnes. Ils ne figurent pas dans le tableau détaillant le personnel permanent de la société.

L'âge moyen des effectifs employés par Locasom est de 33 ans.

Rémunération et politique sociale

La rémunération des salariés comprend un salaire de base et diverses primes (loyer, transport, panier, représentation et 13^{ème} mois).

La politique sociale de la société est axée sur une couverture et des avantages sociaux généralisés à travers des assurances groupe (CNSS, CIMR, assurance maladie et accidents de travail).

Les salariés ne sont pas syndiqués mais ils disposent de deux délégués qui assurent l'interface avec la direction générale. Ainsi la société n'a eu à déplorer aucun trouble social sur les cinq dernières années.

Le conseil d'administration réuni le 22 mars de cette année a adopté un projet de mise en œuvre d'un plan de stock options qui sera proposé à la prochaine assemblée générale.

Formation

Les cadres bénéficient d'une formation assurée par Budget International à travers des séminaires, des salons internationaux de tourisme et des congrès annuels organisés en faveur des franchisés.

²³ Source *L'Expert Automobile : société d'ingeneering et de développement des nouvelles technologies, appliquées au commerce et services automobiles*

La formation au niveau des ateliers se fait essentiellement en interne et dans le cadre de stages chez les constructeurs.

Parc de véhicules

Le parc de véhicules de Locasom a évolué comme suit sur les 3 dernières années :

	1999	2000	VAR	2001	VAR
Parc début d'exercice	424	687		1 132	
Acquisitions	429	565	32%	224	-60%
Cessions	166	120	-28%	195	63%
Parc fin d'exercice	687	1 132	65%	1 161	3%

Source Locasom

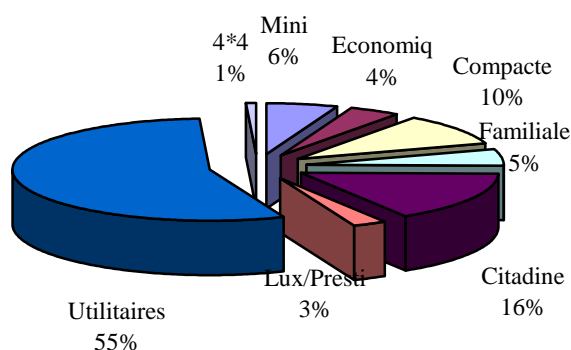
Le parc de la société Locasom progresse de 424 véhicules en 1998 à 687 en 1999, pour atteindre 1132 en 2000. Cette progression significative est liée notamment :

- au renouvellement des contrats venant à échéance ;
- à la conclusion de nouveaux contrats (Maroc Telecom pour 480 véhicules, LYDEC pour 200 véhicules, Pfizer pour 100 véhicules, St Microelectronics, Socopim, SRM...);
- à l'affectation d'une centaine de véhicules au réseau de filiales dédiées à la location courte durée. Le réseau Locasom ne possède aucun véhicule en propre. Locasom loue ses véhicules à ses filiales en location longue durée et ces dernières les exploitent en courte durée.

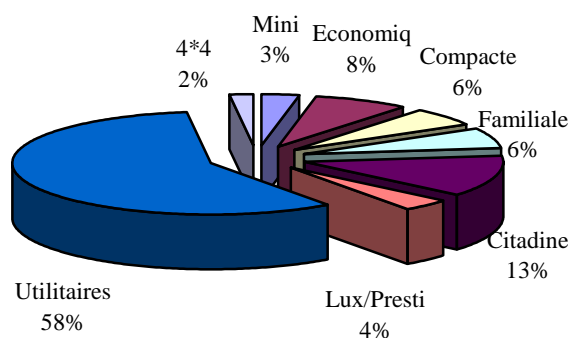
Répartition du parc par catégorie²⁴

L'évolution du parc par catégorie de véhicules se présente comme suit :

Répartition du Parc par catégorie en 1999



Répartition du Parc par catégorie en 2001



Les véhicules économiques sont essentiellement des Peugeot 205, des Toyota Starlet et des Citroën Saxo, affectées au réseau courte durée. Leur part dans le parc global progressent respectivement de 4% en 1999 à 8% en 2001.

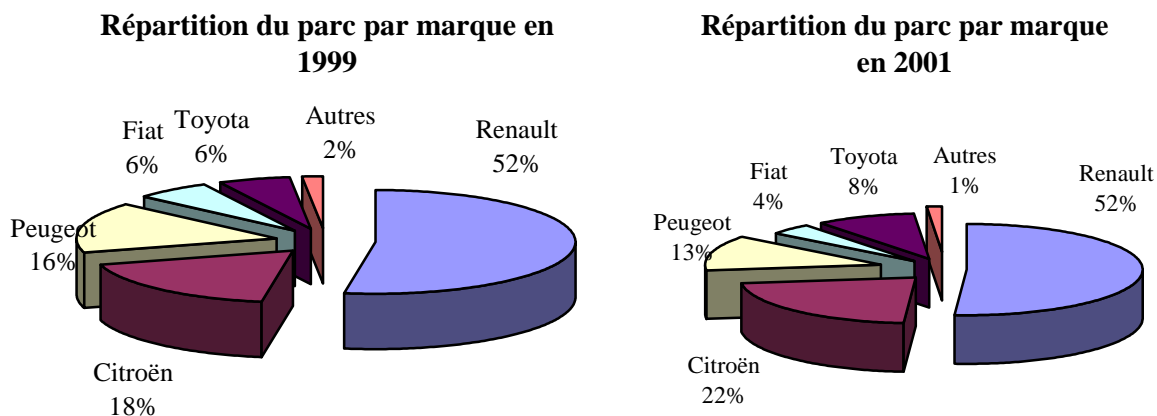
Les véhicules utilitaires sont également en progression et notamment en 1999 et 2000, conséquence des achats massifs pour le compte de Maroc Telecom. Elles représentent ainsi, 58% du parc total en 2001, contre 55% en 1999.

²⁴ Source Locasom

Les véhicules tout-terrains 4*4 qui font leur apparition dans le réseau courte durée en 1998, représentent 2% du parc global en 2001.

Répartition du parc par marque²⁵

L'évolution du parc par marque de véhicules se présente comme suit :

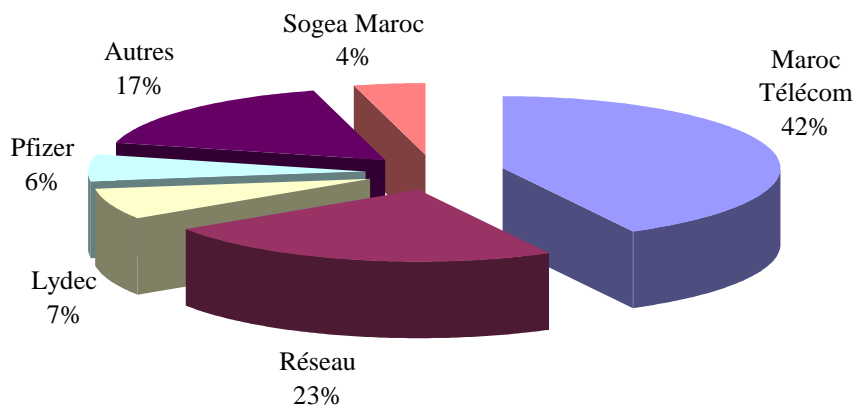


La marque Renault vient largement en tête avec 52% du parc en 2001, suivie des marques Citroën et Peugeot avec respectivement 22% et 13% du parc. Cette situation s'explique par :

- la relation entretenue par Locasom avec ces constructeurs (relation historique, Locasom ex filiale de la Somaca, conditions de paiement, disponibilité des pièces détachées...);
- les achats massifs de Renault Express et de Citroën Jumper essentiellement pour le compte de Maroc Telecom.

Ventilation du parc par client (2001)²⁶

En 2001, le portefeuille de Locasom compte près de 70 clients.



Avec 483 véhicules en 2001, soit 42% du parc total, Maroc Telecom est incontestablement le client le plus important de Locasom. En deuxième position arrive le réseau avec 268 véhicules, soit 23% du parc total. Les dix premiers clients suivants réunis, représentent 23% du parc Locasom en 2001.

Répartition du parc par tranche d'âge

L'évolution du parc par tranche d'âge est sensiblement impactée par la pente de croissance du parc et la maturité moyenne des contrats.

²⁵ Source Locasom

²⁶ Source Locasom

Age en années	1999	En %	2000	En %	2001	En %
< 1 an	429	62%	565	50%	236	20%
1 à 2 ans	159	23%	422	37%	569	49%
2 à 3 ans	77	11%	115	10%	325	28%
> à 3 ans	22	3%	30	3%	31	3%
Total	687	100%	1132	100%	1161	100%

Source Locasom

Le parc de moins de deux années représente en 1999, 2000 et 2001 respectivement 85%, 87%, 69% du parc global, contre une moyenne de 3% pour le parc âgé de plus de trois ans.

Le nouvel appel d'offres Maroc Telecom, remporté en 2002 par Locasom pour 550 véhicules supplémentaires, dont 100 sont livrés courant mars 2002, devrait permettre de maintenir voir réduire la moyenne d'âge du parc en 2002 et 2003.

Stratégie de renouvellement du parc

Au niveau des achats, Locasom joue un rôle de prescripteur. Ainsi, la direction commerciale conseille le client et s'efforce d'orienter ses choix vers les véhicules offrant le meilleur rapport qualité/prix ; et notamment en termes de valeur de revente (meilleure côte de l'occasion) et de qualité de service après vente du constructeur.

Pour optimiser les résultats sur cession de parc, les restitutions des véhicules en fin de contrat ne donnent pas lieu systématiquement à des cessions. En effet, en fonction de leur état et de la valeur de revente escomptée, les véhicules sont cédés, affectés au réseau courte durée ou au parc de remplacement.

La stratégie de Locasom en terme de cession de parc, consiste à céder les véhicules en général, après trois ans ou 120.000 Km. Pour leur écoulement, Locasom dispose d'un réseau d'intermédiaires professionnels qui achètent les véhicules par lots, permettant ainsi à la société de minimiser les durées d'immobilisation du parc.

Le taux de décote à la vente des véhicules est en général de l'ordre de 30% la première année, entre 10 et 15% la seconde année et entre 5 et 10% pour la 3^{ème} et la 4^{ème} année. La décote est fonction de la marque, du modèle, du carburant et de l'état général du véhicule. Ainsi, le taux moyen de décote annuelle toutes marques confondues s'établit à 18% par an.

Investissements

Historique des investissements

EN K Dh	1999	2000	2001
Parc	43 565	60 939	25 382
Immobilisations financières ²⁷	3 058	2 235	84
Terrains	0	9 708	3 000
Constructions	0	3 293	1 000
Matériel et outillage	67	387	130
Agencement, Installation. et Aménagement	66	59	793
Matériel informatique	129	198	200
Logiciel informatique	25	29	619
Autres	25	61	182
Total	46 935	76 909	31 390

Source Locasom

²⁷ Y compris les créances immobilisées

Les principaux investissements de Locasom sont liés au parc. Ce dernier progresse de façon significative avec le contrat Maroc Telecom qui intervient fin 1999. L'année 2001 est ainsi une année de consolidation où la société, dont les moyens financiers ont été en grande partie absorbés par le contrat Maroc Telecom, se contente de renouveler les contrats qui arrivent à échéance. Ceci explique la baisse du rythme d'investissement en 2001.

Par ailleurs, l'année 2000 voit l'acquisition de l'atelier de Casablanca, cet investissement est de 13MDh, dont 9,7MDh pour le terrain et 3,3MDh pour les constructions. L'année 2001 voit l'acquisition du local de Rabat pour 4MDh.

Investissements futurs

L'essentiel des investissements budgétisés sur les trois prochaines années concerne le parc. Le deuxième contrat Maroc Telecom représente à lui seul une enveloppe d'investissement de près de 60MDh.

L'essentiel des autres investissements prévus par Locasom se rapporte à :

- l'aménagement des ateliers de Rabat (1,5 MDh) ;
- l'équipement des ateliers de Casablanca et Rabat pour une enveloppe moyenne de 1MDH par an ;
- le développement de la plate-forme informatique intranet réseau courte durée et la connexion avec les ateliers, les réparateurs agréés, les constructeurs, les assistants et la mise en œuvre d'un centre d'appel (2MDh).
- une agence et un troisième atelier pilote de 1700 m² sur une superficie totale de 3000 m² dans la Technopole Mohamed V (3,5MDh). Le terrain est en location pour une durée de 20 ans ;
- trois autres ateliers pilotes ; dans la zone industrielle de Tanger, à Agadir et à Oujda. Le montant de ces investissements n'a pas encore été arrêté par le management de Locasom.

STRATEGIE MARKETING :

Les produits et services offerts par Locasom :

L'offre Locasom consiste en une mise à disposition d'un véhicule pour une durée (de 12 à 48 mois) et un kilométrage donné, moyennant une redevance mensuelle. En dehors de Maroc Telecom et Lydec dont les contrats sont sur 4 ans, les contrats Locasom sont en général de 36 mois et de 120.000 Km.

L'offre commerciale de Locasom est composée de prestations à la carte :

- **redevance de base**, comprenant le coût d'acquisition du véhicule, son coût de financement, les frais d'immatriculation, la vignette et l'assurance selon les options retenues par le client (avec ou sans franchise, bris de glace, vol, incendie, défense et recours...).
- **maintenance** standard ou totale ;
- **pneumatique** ;
- **véhicule de remplacement** ;
- **assistance** avec ou sans évacuation sanitaire ;
- **prise en charge en cas d'immobilisation** (frais d'hôtel...) ;
- **reporting**.

Le client a également la possibilité d'opter pour la formule « Fleet Management » et bénéficier de l'ensemble des services Locasom tout en restant propriétaire de son parc

Politique de prix :

Le principe de tarification Locasom est celui du taux de retour sur investissement (TRI), appliqué soit à un véhicule pour une tarification unitaire, soit à un parc pour une offre globale au client.

Locasom dispose d'un programme informatique qui lui permet d'élaborer des offres sur la base des paramètres suivants :

- durée de contrat et limite kilométrique annuelle ;
- options de service retenues par le client ;
- prix public du véhicule ;
- taux de remise obtenu ;
- valeur de cession envisagée ;
- délais de paiement constructeur ;
- taux de financement ;
- TRI.

L'assurance

Les assurances sont contractées actuellement par l'intermédiaire d'un courtier auprès de Wafa Assurance. Locasom contracte des polices en RC, défense et recours et s'auto-assure pour les autres risques.

Comme en témoigne le tableau ci-dessous, le coût annuel des réparations consécutives aux sinistres à la charge de Locasom est inférieur au montant facturé aux clients pour faire face à ces dépenses. Le cumul de ces excédents permet à la société d'envisager avec sérénité le risque lié aux réparations des véhicules jusqu'au terme de leur contrat.

Couverture assurance dégâts matériels aux véhicules (en Dh)	1999	2000	2001
Montant annuel facturé aux clients	1 971 187	3 174 151	4 005 758
Frais de sinistres engagés par Locasom	862 086	932 150	1 331 512
Excédent ou insuffisance	1 109 101	2 242 001	2 674 246

Source Locasom

L'entretien

Locasom assure l'entretien de son parc de véhicules au niveau de ses ateliers. Afin d'appréhender le coût de ce service à priori, la société a fait appel à des consultants spécialisés. Ces derniers ont mis en place une base de données de toutes les interventions possibles, pièces et main d'œuvre, sur tous les véhicules existant sur le marché et par paliers de 20.000 Km. Cette base, actualisée une fois par an, permet ainsi d'estimer à priori le coût de l'entretien d'un véhicule.

Comme en témoigne le tableau ci-dessous, le coût annuel des frais d'entretien engagés par Locasom est inférieur au montant facturé aux clients pour faire face à ces dépenses. Le cumul de ces excédents permet à la société d'envisager avec sérénité le risque lié à l'entretien des véhicules, étant entendu que les frais d'entretien d'un véhicule augmentent avec son âge.

Entretien (en Dh)	1999	2000	2001
Montant annuel facturé aux clients	3 052 885	4 915 982	6 203 937
Frais d'entretien engagés par Locasom	1 811 321	1 884 988	3 206 402
Excédent ou insuffisance	1 241 564	3 030 994	2 997 535

Source Locasom

Le remplacement

Ce service consiste à mettre à la disposition du client un véhicule de remplacement en cas d'immobilisation de celui loué auprès de Locasom. Comme en témoigne le tableau ci-dessous, le coût annuel des frais de remplacement engagés par Locasom est inférieur au montant facturé aux clients pour faire face à ces dépenses.

Ainsi, le cumul de ces excédents de provisions permettent à la société d'envisager avec sérénité le risque lié au remplacement, étant entendu que les frais de remplacement d'un véhicule, au même titre que son entretien, augmentent avec son âge.

Remplacement (en Dh)	1999	2000	2001
Montant annuel facturé aux clients	2 027 887	3 683 375	4 065 397
Frais de remplacement engagés par Locasom	526 632	799 988	1 043 324
Excédent ou insuffisance	1 501 255	2 883 387	3 022 073

Source Locasom

Distribution

La distribution se fait à travers trois canaux :

- directement par l'équipe commerciale de Locasom ;
- à travers les agences du réseau, elles-mêmes clientes de Locasom pour les besoins de la LCD.
- A travers le réseau Budget International, dans le cadre des conventions signées avec les sociétés multinationales.

Politique de facturation :

Depuis fin 1999, les encaissements des loyers sont sécurisés par la signature du client à la livraison du véhicule d'ordres de règlement fermes et irrévocables pour l'ensemble des mensualités des loyers. Ce mode de règlement qui garantit à Locasom plus de sécurité et une meilleure planification des encaissements est ainsi devenu une condition sine qua non au renouvellement des contrats venant à échéance. Les clients douteux se trouvent ainsi éliminés de fait. Ainsi, la balance clients fait ressortir à fin février 2002, 663KDH de créances en souffrance, soit 1,1% du chiffre d'affaires.

Communication

A ce stade du développement du marché et compte tenu de la spécificité de la clientèle LLD (grands comptes) et de l'insuffisance de l'offre face à une demande croissante, le management du groupe Locasom a pris le parti de concentrer l'essentiel de ses ressources dédiées à la communication sur l'image de marque de la société, à travers le sponsoring de certaines manifestations tels le dernier salon de l'automobile « Autoexpo » et celui prévu pour mai 2002.

CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les chiffres ci-dessous sont ceux de Locasom SA (LLD et fleet management). Ils n'incluent pas l'activité LCD, exploitée par un réseau de 7 filiales autonomes, détenues à 100% par Locasom SA.

Les filiales dédiées à la location courte durée ne possèdent aucun véhicule en propre. En effet, Locasom loue ses véhicules à ses filiales en location longue durée et ces dernières les exploitent en courte durée.

Ainsi, l'évolution du chiffre d'affaires de Locasom sur les trois dernières années se présente comme suit :

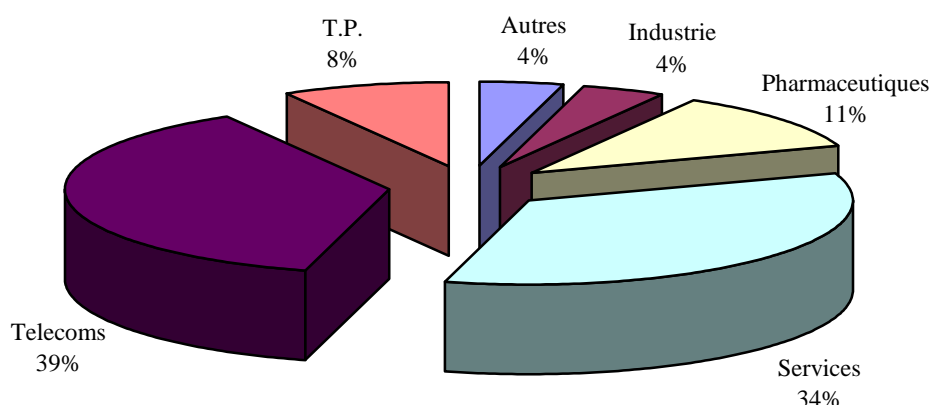
En Kdh	1999	2000	Var	2001	Var
Réseau de filiales	9 265	14 353	55%	15 627	9%
Maroc Telecom	899	19 359	2053%	22 253	15%
Autres clients	18 806	17 863	-5%	21 701	21%
Total	28 970	51 575	78%	59 580	16%

Source Locasom

Locasom voit son chiffre d'affaires plus que doubler sur la période pour atteindre 59,6 MDh en 2001, contre 28,9MDh en 1999. Cette évolution s'explique par :

- un réseau qui entame une phase de croissance de 9,3 MDh en 1999 à près de 15,6MDh en 2001 ;
- la signature du contrat Maroc Telecom portant sur 480 véhicules, soit un marché global de près de 72,8MDh ;
- le succès croissant de la formule LLD et les références de Locasom qui permettent au chiffre d'affaires hors réseau et Maroc Telecom de progresser de 18,8MDh en 1999 à 21,7MDh en 2001.

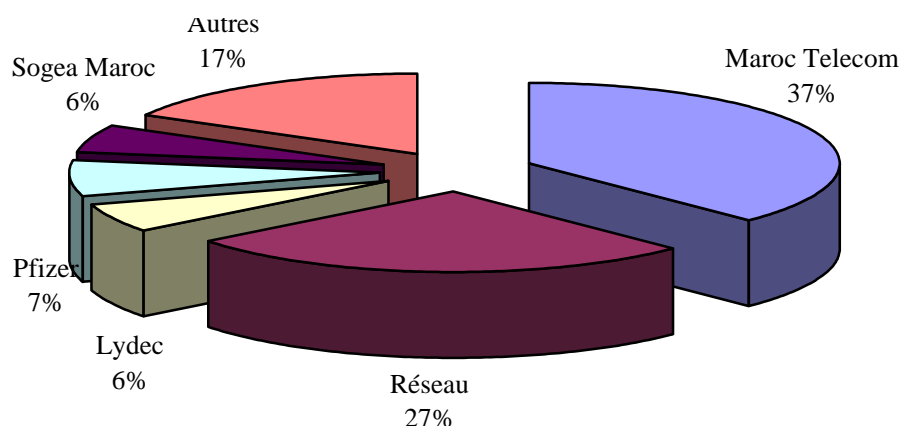
Ventilation du chiffre d'affaires par secteur d'activité (2001)²⁸



Outre le secteur des télécommunications qui contribuent à hauteur de 39% au chiffre d'affaires de Locasom, les sociétés de services, essentiellement le réseau, viennent en tête avec 34%.

Le secteur pharmaceutique arrive ensuite en troisième position avec 11% du chiffre d'affaires global, suivi du secteur des travaux publics avec 8%. Ce dernier voit sa part varier sensiblement sur les 5 dernières années, le besoin des sociétés étant tributaire des chantiers en cours.

Ventilation du chiffre d'affaires par client (2001)²⁹



²⁸ Source Locasom

²⁹ Source Locasom

Avec un chiffre d'affaires de 22MDh, soit 37% du chiffre d'affaires global, Maroc Telecom est incontestablement le client le plus important de Locasom. En deuxième position arrive le réseau avec 27% du chiffre d'affaires global de Locasom, soit 15,6MDh.

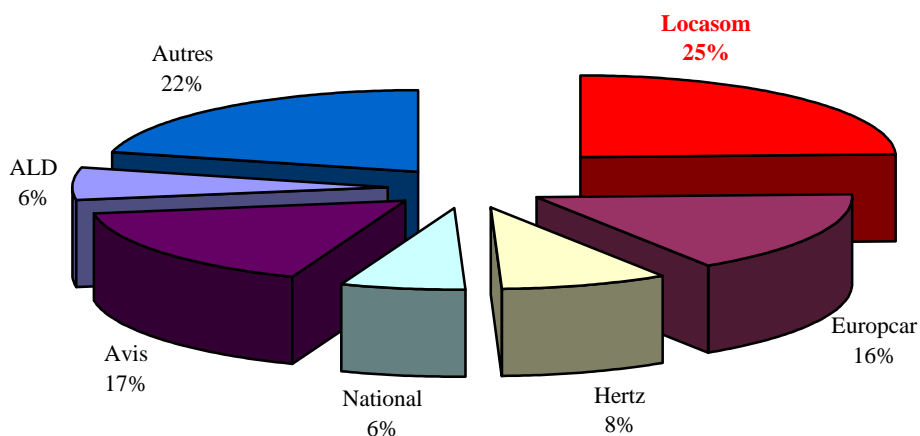
Les dix clients suivants, représentent 27% du chiffre d'affaires de Locasom, contre 9% pour la cinquantaine de clients restants.

PARTS DE MARCHÉ³⁰

Il est difficile de trouver des données fiables sur le chiffre d'affaires du secteur et des principaux intervenants de LLD.

Néanmoins et sur la base du parc en LLD, Locasom détient à l'échelle nationale une part de marché de 25%. Le nouveau contrat Maroc Telecom, intervenu en février 2002, devrait faire progresser sensiblement la part de marché de Locasom dont le parc dépassera les 1500 véhicules en fin d'année.

Parts de marché des principaux opérateurs de la LLD en 2001



³⁰ Source ALASCAM

PARTIE V



PRESENTATION DU RESEAU DE FILIALES DEDIEES A LA LCD³¹

- **MARCHE DE LA LOCATION COURTE DUREE**
- **POSITIONNEMENT DU RESEAU LOCASOM**

³¹ L'activité LCD n'est pas une activité directe de Locasom SA. Elle est exercée par des filiales autonomes, au nombre de sept, contrôlées à 100% par Locasom. Ces filiales ne sont pas consolidées dans les comptes de Locasom SA. Cette dernière prévoit une première consolidation globale des filiales dans le courant de l'année 2002. Les états financiers sociaux des filiales figurent néanmoins en annexe.

MARCHE DE LA LOCATION COURTE DUREE



PRESENTATION DU MARCHE

Le marché de la location courte durée comprend 6 grands opérateurs et près de 700 petites sociétés (selon les recensements de l'ALASCAM). Ces petites sociétés possèdent des parcs avoisinant 10 véhicules et exploitent au plus deux agences. Ceci limite leurs possibilités de se positionner sur les grands marchés.

Opérateurs	Réseau Locasom	Avis	Europcar	Hertz	National	First Car	Autres	Total
Taille du parc	300	350	600	400	300	250	3000	5200

Source : ALASCAM

Les opérateurs les plus importants au niveau de la location courte durée restent les franchisés des groupes internationaux.

L'appartenance à des groupes leaders permet à ces sociétés de se positionner sur les marchés des Tours Opérateurs, des multinationales et des sociétés à forte demande de parc ou dont la demande se manifeste sur plusieurs villes.

PERSPECTIVES

Segment tourisme

Le tourisme constitue depuis le discours royal du 10 janvier 2001, confirmé par la signature en octobre dernier de l'accord d'application du contrat programme du tourisme entre les pouvoirs publics et les professionnels du tourisme, une priorité nationale avec un objectif ambitieux de 10 millions de touristes à l'horizon 2010, contre 2,8 millions en 2001.

Les événements du 11 septembre 2001 ne devraient pas remettre en question cette tendance de fond. L'analyse des dernières statistiques publiées par le Ministère du tourisme montrent en effet que les arrivées de touristes sont demeurées stables sur l'année 2001 par rapport à l'année 2000, preuve que le Maroc résiste mieux que d'autres destinations (Egypte, Amérique Latine...). Par ailleurs, les investissements programmés par les grands opérateurs avant les attentats se poursuivent et témoignent de la confiance des professionnels dans le potentiel de la destination : Accor, Club Med, Sol Melia, TUI...

La nouvelle politique touristique qui doit permettre d'atteindre l'objectif susvisé, repose sur un programme ambitieux de 6 nouvelles stations balnéaires qui doit entraîner de forts investissements en hôtellerie et drainer vers le Maroc plusieurs millions de touristes par an.

Outre un ensemble d'incitations fiscales, l'accord d'application signé en octobre 2001 précise la notion d'entreprise touristique : les établissements propriétaires ou exploitant des unités d'hébergement, les entreprises de gestion d'unités d'hébergement, de restauration touristique, les agences de voyages, les entreprises de location de voitures, celles de transport touristique, les entreprises d'animation et autres activités du loisirs et les unités touristiques pratiquant la thalassothérapie et le thermalisme.

Le réseau courte durée de Locasom bénéficiera naturellement des dispositifs incitatifs et de la forte demande sur le segment location de voitures consécutive à l'afflux des touristes étrangers.

Segment affaires

Les mesures prises par le Gouvernement dans le but d'encourager les investissements étrangers, font du Maroc un pays à fort potentiel de croissance.

L'arrivée massive de multiples multinationales génère des besoins ponctuels en location de véhicules. De plus leur préférence pour les loueurs disposant d'un label international, synonyme de qualité de services, fait des franchisés les bénéficiaires naturels de cette demande.

COMPLEMENTARITE LCD ET LLD

Afin de s'adapter à la sophistication de la demande des entreprises, les loueurs courte durée cherchent la complémentarité avec les spécialistes longue durée. La synergie commerciale entre les deux types de location tend ainsi à s'accroître :

- Hertz France offre avec son produit de moyenne durée (de 2 à 11 mois) des avantages réservés à la courte durée, comme la restitution de la voiture à un endroit autre que la ville de départ.
- Budget France offre avec « Corporate », un produit destiné aux grands comptes, des tarifs négociés selon le volume d'affaires réalisé avec l'entreprise, sur la base de cinq jours de location consécutifs, avec la possibilité de conserver gratuitement la voiture pendant le week-end.
- Le nouveau produit Alternance lancé par Europcarlease offre à l'entreprise la possibilité de coupler son contrat LLD, signé pour le véhicule de fonction, avec la location, en courte durée, d'une voiture destinée à un autre usage (week-end ou vacances).

Au Maroc, cette complémentarité est encore au stade de support pour le service de remplacement offert par la LLD. En effet, les agences du réseau pourvoient des véhicules de remplacement aux clients de Locasom en cas de besoin (maintenance, réparation...) moyennant une redevance facturée à cette dernière sur une base quotidienne. Le montant global de ces redevances représente néanmoins 914KDh et 3% du chiffre d'affaires du réseau courte durée de Locasom en 2001.

POSITIONNEMENT DU RESEAU LOCASOM



RESEAU LOCASOM

Les sociétés régionales, filiales de Locasom, exercent sous l'enseigne exclusive « Budget Rent a Car » l'activité LCD au Maroc. Elles bénéficient ainsi de contrats de sous franchise conclus avec Locasom dont le contrat de franchise avec Budget International court du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2004.

Le réseau Locasom comprend 18 agences dans les principaux aéroports, gares et grandes villes du Royaume. Ces agences sont coiffées par 7 filiales :

- « Souss Drive International » (SDI) pour les villes d'Agadir, Lâayoune et régions;
- « Atlas Drive International » (ADI) pour les villes de Marrakech, Benimellal et régions ;
- « Holiday Drive International » (HDI) pour les villes de Casablanca, Settat, Safi, et régions ;
- « Imperial Drive International » (IDI) pour les villes de Rabat, Kénitra, Fès et régions ;
- « Oriental Drive International » (ORDI) pour les villes de Oujda, Nador, Figuig et régions;
- « North Drive International » (NDI) pour les villes de Tanger, Tetouan, Al Hoceima et régions;
- « Ouarzazate Drive International » (OZDI) pour les villes de Ouarzazate, Errachidia et régions..

RELATIONS AVEC LOCASOM SA

Les filiales sont des entreprises commerciales autonomes auxquelles le management de Locasom fixe chaque année des objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité.

Les relations entre Locasom et ses filiales sont régies par des contrats qui leur garantissent un prix préférentiel. L'entretien et le remplacement sont facturés au réseau à la prestation.

La durée des contrats est de 36 mois et de 120.000Km. La facturation s'effectue mensuellement et s'arrête automatiquement en cas de réallocation définitive du véhicule à une autre filiale. Il existe également une facturation entre les filiales en cas de sous-location temporaire, sans rupture du contrat passé avec Locasom.

Les besoins du réseau en terme de parc sont décidés au niveau du siège en concertation avec les directeurs de filiales.

Il n'existe pas de comptabilité consolidée entre Locasom et ses filiales mais des tableaux de bord sont élaborés afin de pouvoir centraliser les mouvements du parc et en optimiser l'affectation.

RESSOURCES HUMAINES

L'effectif du personnel des sept filiales s'élève à 38 personnes en 2001.

Les années 2000 et 2001 ont été caractérisées par un effort de recrutement au niveau de toutes les sociétés afin d'accompagner et de soutenir la croissance de l'activité Locasom.

Compte tenu de leur volume d'activité, les agences de Casablanca et Marrakech monopolisent 50% des effectifs du réseau.

PARC :

Le réseau Locasom ne possède aucun véhicule en propre. Locasom loue ses véhicules à ses filiales en location longue durée.

Cependant, les besoins du réseau en terme de parc ne sont pas satisfaits entièrement. En effet, le réseau de location courte durée constitue à ce jour pour Locasom, avant tout une plate-forme stratégique pour le développement de la location longue durée, le réseau assurant le service clientèle des contrats longue durée.

Le développement du chiffre d'affaires du réseau courte durée reste ainsi tributaire des priorités retenues par Locasom en matière d'emploi des ressources financières, la priorité étant donnée à la LLD. Cette situation a pour conséquence le non-respect par les filiales de leurs objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité, liés au taux d'utilisation du parc. En effet, la rentabilité s'améliore avec la taille du parc en gestion, qui permet d'optimiser la flexibilité d'affectation et d'adaptation à la demande. Néanmoins, le parc dédié au réseau progresse sensiblement sur la période pour atteindre une moyenne annuelle de 287 en 2001 contre 192 en 1999.

Réseau Locasom	1999	2000	Var	2001	Var
Moyenne annuelle du parc mis à la disposition du réseau	192	271	41%	287	6%

Source Locasom

CAPACITE ET TAUX D'OCCUPATION

L'analyse de la demande de la clientèle en 2001, par catégorie de véhicules, est retracée dans le tableau suivant :

Catégorie	Modèle	Jours disponibles ³²	Taux d'occupation	Recette moyenne par jour (en Dh)
A	Economique	49 150	68,3%	279,5
B	Compacte	300	86,3%	211,8
D	Intermédiaire	32 666	67,9%	348,8
E	Standard	11 965	67,5%	432,8
F	Full Size	6 920	67,7%	636,6
L	Luxueuse	447	66,7%	759,2
S	Spéciale 4*4	3 911	68,1%	951,3
U	Petit utilitaire	308	93,8%	142,5
R	Sous location	4 401	65,3%	583,6
		110 068	68,0%	374

Source Locasom

La capacité de location du réseau s'établit à près de 110.000 jours en 2001, contre près de 100.000 en 2000 et 70.000 en 1999. Sur la même période le taux d'occupation atteint 68,0% en 2001 contre 66% en 2000 et 59% en 1999.

74% de la capacité de location du réseau est concentrée entre les véhicules économiques et intermédiaires.

La faiblesse du taux d'occupation des modèles luxueux est partiellement compensée par une recette moyenne quotidienne plus élevée.

³² Nombre de véhicules * 365

CHIFFRE D'AFFAIRES

Evolution

Le tableau suivant présente l'évolution du chiffre d'affaires réalisé par le réseau Locasom :

En K Dh	1999	2000	Var	2001	Var
Chiffre d'affaires en K Dh	17 259	25 386	47,1%	28 728	13,2%

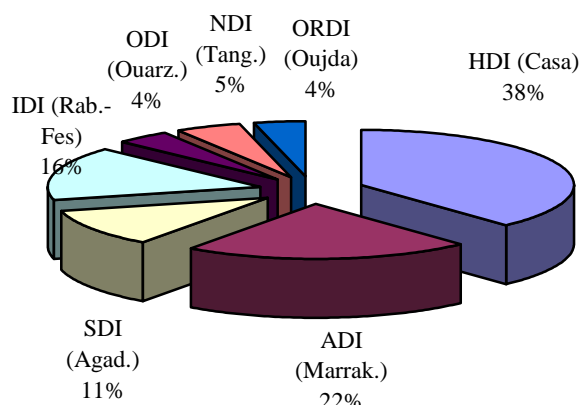
Source Locasom

Le chiffre d'affaires global du réseau progresse de 47,1% en 2000 et de 13,2 % en 2001. Ainsi, il atteint 28,7MDh en 2001 contre 17,3MDh en 1999 :

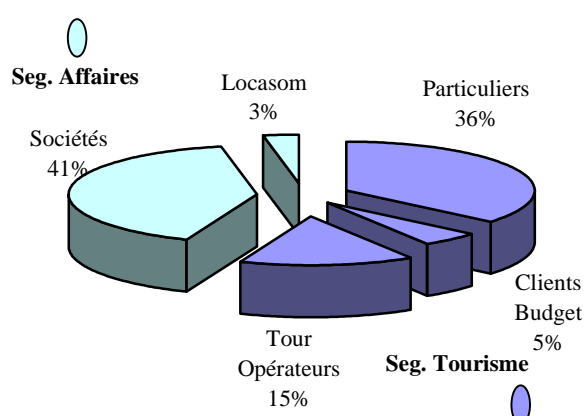
L'année 2000 est marquée par la progression de l'activité au niveau de toutes les agences et notamment celles de Nouasseur, Rabat, Casablanca et Tanger. Les ventes sur Marrakech suivent également la même tendance, suite à la signature de conventions avec Look voyages, Morocco Saga et Etapes Nouvelles. Les ventes sur Agadir, sur une pente baissière depuis le départ de plusieurs sociétés au lendemain de la rupture du contrat de pêche avec l'Union Européenne, renouent également avec la croissance suite à la signature d'accords avec des Tours Opérateurs.

Ventilation

Ventilation du C.A. du réseau par filiale en 2001



Ventilation du C.A. du réseau par type de clientèle en 2001



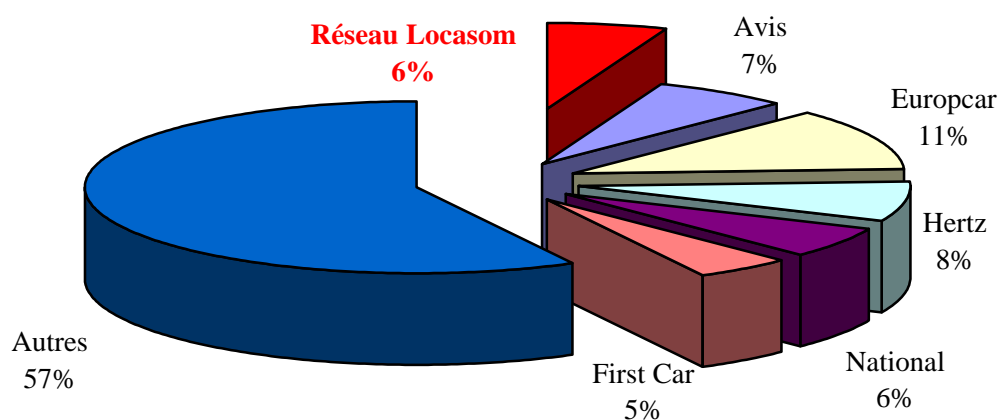
Source Locasom

La structure de la clientèle s'est sensiblement modifiée sur la même période avec un retour en force des Tours Opérateurs, quasi-absents en 1999, et qui représentent 15% du chiffre d'affaires en 2001. La part du segment tourisme se trouve ainsi renforcée avec 56% du chiffre d'affaires du réseau en 2001, contre 50% en 1999.

Les régions de Casablanca, Rabat et Marrakech, à travers les sociétés HDI, ADI et IDI, continuent de monopoliser une part conséquente du chiffre d'affaires du réseau. En 2001, elles représentent plus des trois quarts du chiffre d'affaires global du réseau.

PARTS DE MARCHE DU RESEAU LOCASOM

Parts de marché des principaux opérateurs de la LCD en 2001



Source Locasom

Le marché de la LCD se caractérise par un nombre d'intervenants qui avoisine 700 et des tailles souvent réduites au minimum de 10 véhicules, fixé par le cahier des charges du Ministère des Transports.

Par ailleurs, il est difficile de trouver des données fiables sur les chiffres d'affaires du secteur et des principaux intervenants. Néanmoins et sur la base du parc en gestion, le réseau Locasom détient à l'échelle nationale une part de marché de l'ordre de 6%.

A l'échelle internationale, la part de marché de Budget est estimée à 20%³³. Ainsi, la place qu'occupe Budget au Maroc est bien en deçà de ses performances à l'échelle internationale. Cette situation s'explique essentiellement par l'arbitrage en faveur de la LLD en terme d'allocation de ressources.

En effet, le réseau de location courte durée constitue à ce jour pour Locasom avant tout une plateforme stratégique pour le développement de la location longue durée, le réseau assurant le service clientèle des contrats longue durée.

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

Holiday Drive International

HDI en Kdh	1999	2000	2001 ³⁴
Chiffre d'affaires	11 316	16 849	10 874
Résultat net	-1 052	1 327	519
Total bilan	9 130	14 795	17 463
Fonds propres et assimilés	112	1 439	1 686
Endettement à moyen et long terme	204	0	0
Trésorerie nette	729	372	2 070

³³ Source Budget Group, Inc

³⁴ Transfert des agences de Rabat-Fes, Tanger et Oujda respectivement aux nouvelles filiales IDI, NDI et ODI

Atlas Drive International

ADI en K Dh	1999	2000	2001³⁵
Chiffre d'affaires	3 841	5 930	6 295
Résultat net	-523	59	-152
Total bilan	3 484	6 191	8 773
Fonds propres et assimilés	-259	-200	-375
Endettement à moyen et long terme	39	0	0
Trésorerie nette	132	483	1 867

Souss Drive International

SDI en K Dh	1999	2000	2001
Chiffre d'affaires	2 102	2 607	3 203
Résultat net	-1 150	-718	-235
Total bilan	3 330	4 150	6 033
Fonds propres et assimilés	146	-572	-807
Endettement à moyen et long terme	101	0	0
Trésorerie nette	-379	43	1 178

Les autres filiales du réseau de LCD³⁶

Les autres filiales en 2001 (K Dh)	IDI	NDI	ODI	OZDI
Chiffre d'affaires	4 692	1 333	1 158	1 173
Résultat net	134	-96	159	-190
Total bilan	3 948	1 300	1 458	1 425
Fonds propres et assimilés	634	404	659	310
Endettement à moyen et long terme	0	0	0	0
Trésorerie nette	1 420	210	432	274

Les besoins du réseau en terme de parc ne sont pas satisfaits entièrement. En effet, le réseau de location courte durée constitue à ce jour pour Locasom, avant tout une plate-forme stratégique pour le développement de la location longue durée, le réseau assurant le service clientèle des contrats longue durée.

Le développement du chiffre d'affaires du réseau courte durée reste ainsi tributaire des priorités retenues par Locasom en matière d'emploi des ressources financières, la priorité étant donnée à la LLD. Cette situation a pour conséquence le non respect par les filiales de leurs objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité.

Consciente de cette situation, Locasom a décidé l'affectation de nouveaux moyens aux filiales à raison de 100 véhicules par an, dont 30 ont été livrés à fin mars 2002. Ceci devrait renforcer sensiblement les moyens des filiales et leur permettre d'améliorer leur rentabilité, étant entendu que ces dernières ont atteint aujourd'hui leur point mort et que toute progression du chiffre d'affaires impactera directement le bénéfice net.

³⁵ Transfert de l'agence de Ouarzazate à la nouvelle filiale OZDI

³⁶ Imperial Drive International (IDI), Oriental Drive International (ORDI), North Drive International (NDI) et Ouarzazate Drive International (OZDI), opérationnelles en 2001

PARTIE V

~Φ~

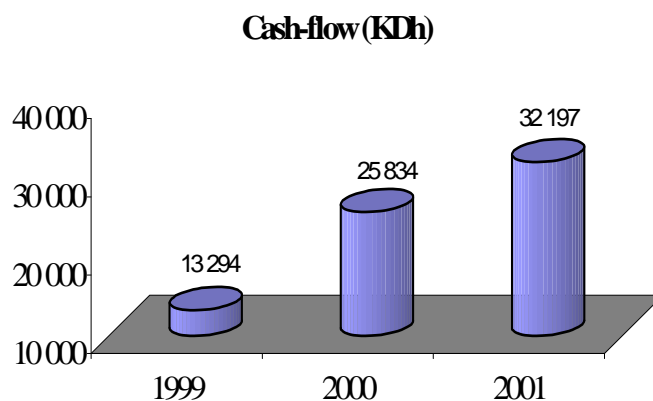
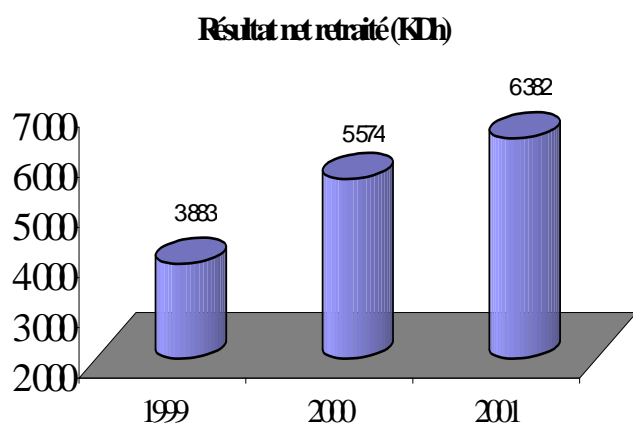
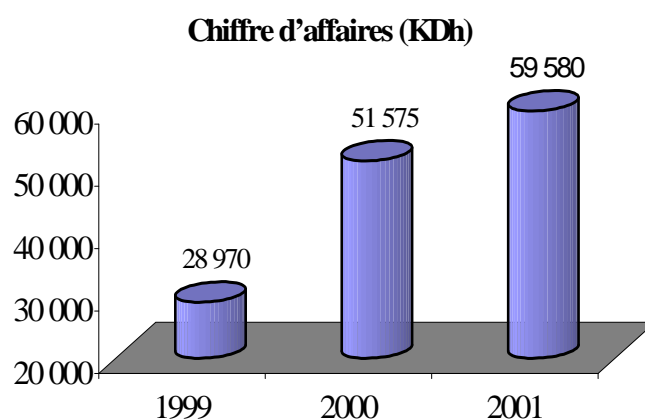
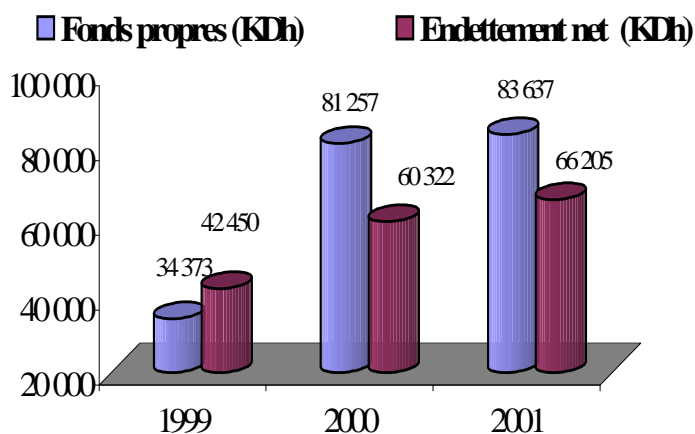
SITUATION FINANCIERE DE LOCASOM SA

- **TABLEAUX ET GRAPHES DES PRINCIPAUX INDICATEURS (1999-2001)**
- **ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (1999-2001)**
- **ANALYSE DU BILAN (1999-2001)**

TABLEAUX ET GRAPHES DES PRINCIPAUX INDICATEURS (1999-2001)

~Φ~

En K Dh	1999	2000	2001
Fonds propres et assimilés	34 373	81 257	83 637
Endettement à moyen et long terme ³⁷	26 228	31 936	37 090
Trésorerie nette	16 222	28 386	29 115
Total endettement net	42 450	60 322	66 205
Chiffre d'affaires	28 970	51 575	59 580
Résultat net	3 883	5 574	5 732
Résultat net retraité ³⁸	3 883	5 574	6 382
Cash-flows	13 294	25 834	32 197



³⁷ Y compris les comptes courants d'associés

³⁸ Résultat net retraité de la provision pour investissement à caractère exceptionnel, comptabilisée en 2001 pour 1MDh, soit 650 K Dh net d'IS

ANALYSE DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (1999-2001)

~Φ~

En K Dh	1999		2000		2001	
CHIFFRE D'AFFAIRES	28 970	100%	51 575	100%	59 580	100%
Achats consommés	3 064	10,6%	4 432	8,6%	6 468	10,9%
Autres charges externes	5 860	20,2%	7 076	13,7%	7 996	13,4%
VALEUR AJOUTEE	19 765	68,2%	40 067	77,7%	45 116	75,7%
Subvention d'exploitation	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Impôts et taxes	840	2,9%	1 441	2,8%	1 406	2,4%
Charges de personnel	4 057	14,0%	4 682	9,1%	4 711	7,9%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	14 868	51,3%	33 944	65,8%	38 999	65,5%
Reprise d'exploitation	210	0,7%	1 045	2,0%	761	1,3%
Dotation d'exploitation	10 829	37,4%	21 103	40,9%	27 209	45,7%
Autres produits d'exploitation	7 575	26,1%	6 571	12,7%	10 255	17,2%
Autres charges d'exploitation	6 279	21,7%	6 174	12,0%	8 511	14,3%
RESULTAT D'EXPLOITATION	5 545	19,1%	14 283	27,7%	14 295	24,0%
RESULTAT FINANCIER	- 2 427	8,4%	- 6 886	13,4%	- 4 886	8,2%
RESULTAT COURANT	3 118	10,8%	7 397	14,3%	9 409	15,8%
RESULTAT NON COURANT	2 610	9,0%	1 043	2,0%	- 1 011	1,7%
RESULTAT AVANT IMPOTS	5 728	19,8%	8 440	16,4%	8 398	14,1%
Impôt sur les résultats	1 844	6,4%	2 866	5,6%	2 666	4,5%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	3 884	13,4%	5 574	10,8%	5 732	9,6%
RESULTAT NET retraité³⁹	3 884	13,4%	5 574	10,8%	6 382	10,7%
CAF⁴⁰	13 294	45,9%	25 834	50,1%	32 197	54,0%

Remarque :

Afin de permettre une meilleure lecture des soldes intermédiaires de gestion de Locasom, nous avons procédé aux retraitements suivants :

- Etant donné que les plus ou moins values de cession des véhicules font partie intégrante de l'exploitation de Locasom, les produits de cession des immobilisations sont remontés dans le poste autres produits d'exploitation et les valeurs nettes d'amortissement sont remontées dans le poste autres charges d'exploitation.

³⁹ Résultat net retraité de la provision pour investissement à caractère exceptionnel, comptabilisée en 2001 pour 1MDh, soit 650KDh net d'IS

⁴⁰ Résultat net + dotations + valeur nette comptable des éléments cédés – reprises – produits de cession d'actifs immobilisés

- Nous avons réintégré dans les frais financiers 637KDh en 2000 et 802KDh en 2001. Ces frais financiers, dédiés aux comptes courants d'associés, ont été comptabilisés en honoraires au niveau des charges externes.

L'analyse des soldes intermédiaires de gestion de Locasom sur la période 1999-2001 appelle les remarques suivantes :

- Le **chiffre d'affaires**, à l'image du parc en location, progresse de 78,0% en 2000, grâce à la progression du parc de 687 à 1.132 véhicules, fruit notamment du contrat Maroc Telecom, remporté fin 1999 pour 480 véhicules. Cette progression se poursuit en 2001 à un taux de 15,5%.
- En 2000, la **valeur ajoutée** est multipliée par deux en valeur et sa part dans le chiffre d'affaires progresse de 68,2% à 77,7%. Cette évolution résulte des économies d'échelle liées à la croissance du parc et qui se manifestent notamment au niveau de l'entretien et de la maintenance (part importante du parc neuf et économies sur les achats de pièces détachées) ainsi qu'au niveau des frais divers de gestion liés à une structure stable.

En 2001, la valeur ajoutée progresse de 12,8% mais voit sa part dans le chiffre d'affaires réduite à 75,7%, contre 77,7% un an auparavant. Cette évolution contrastée est la conséquence de la progression sensible des achats de pièces détachées et des frais d'entretien et de maintenance dont le poids augmente avec le vieillissement du parc (incidence du contrat Maroc Telecom intervenue en 1999).

- Les **charges de personnel**, si elles progressent de l'ordre de 15,4% en 2000 et de 0,6% en 2001, leur part dans le chiffre d'affaires baisse quant à elle de 14,0% en 1999 à 9,1% en 2000, pour atteindre 7,9% en 2001.
- D'où un **excédent brut d'exploitation** qui progresse de 51,3% du chiffre d'affaires en 1999, soit 14,9MDh, à 65,5% en 2001, soit 38,9MDh.
- Les **dotations d'exploitation** sont principalement des amortissements liés au parc de véhicules. La société pratique un amortissement constant de 20% (5 années). Le choix de cette durée est motivé par la conjonction de deux éléments :
 - une durée moyenne des contrats de 3 ans au terme de laquelle les véhicules sont cédés sur la base d'une valeur nette comptable de près de 40% ;
 - une décote économique des véhicules sur le marché de l'occasion d'environ 18%.

Ainsi, au terme de trois ans, la valeur nette comptable est proche de la valeur économique du véhicule. Ceci permet aux comptes de donner une image plus fidèle de l'exploitation de la société.

Les dotations d'exploitation progressent sensiblement en volume, de 10,8MDh en 1999 à 27,2MDh en 2001, et en pourcentage du chiffre d'affaires, respectivement de 37,4% à 45,7%. cette évolution s'explique par la progression du parc et par la montée en puissance des amortissements.

- Les **autres produits et charges d'exploitation** correspondent essentiellement aux produits de cession et à la valeur nette comptable du parc cédé. Les produits de cession dépendent du nombre de véhicules cédés, du type de véhicule et de son état au moment de la cession. L'évolution des cessions de parc se présente comme suit :

	1999		2000		2001	
	Nbre de Véhicules	Valeur en KDh	Nbre de Véhicules	Valeur en KDh	Nbre de Véhicules	Valeur en KDh
Valeur de cession		7 575		6 571		10 255
Valeur nette comptable		6 259		6 174		8 511
+ ou - value de cession	166	1 326	120	397	195	1 744

- L'évolution de l'excédent brut d'exploitation combinée aux évolutions des amortissements et des plus-values de cession de parc explique :
 - la progression du **résultat d'exploitation** en valeur de 5,5MDh en 1999 à 14,3MDh en 2000 et 2001 ;
 - la progression de sa part dans le chiffre d'affaires de 19,1% en 1999 à 27,7% en 2000, et sa baisse en 2001 à 24,0%.
- L'évolution en dents de scie du **résultat financier** est la conséquence de deux éléments :
 - des produits financiers composés des intérêts de retard facturés au réseau et des dividendes perçus des filiales :

En KDh	1999	2000	2001
Intérêts et produits assimilés	95	0	1 248
Revenus des créances rattachées à des participations	0	0	250
Total	95	0	1 498

- des charges financières qui montent en puissance en 2000 sous l'effet de la progression des dettes financières :

En KDh	1999	2000	2001
Charges financières	2 522	6 886	6 383

- Ainsi, la progression du chiffre d'affaires combinée, d'une part à la baisse du poids des charges du personnel et des frais financiers, et d'autre part à la montée en puissance des amortissements, aboutit à un **résultat courant** qui progresse de 3,1MDh en 1999 à 7,4MDh en 2000, pour atteindre 9,4MDh en 2001. Pour les mêmes raisons, le résultat courant progresse de 10,8% du chiffre d'affaires en 1999 à 14,3% en 2000, pour atteindre 15,8% en 2001.
- Le **résultat non courant** en 1999 correspond essentiellement à une ristourne sur volume de 2MDh, offerte par Renault dans le cadre du contrat Maroc Telecom. En 2001, il correspond essentiellement à une provision pour investissement de 1MDh.
- La progression du résultat courant aboutit à un **résultat net** qui croit de 3,9MDh en 1999 à 5,7MDh en 2000, soit de 43,5%.
Comme en témoigne le résultat net retraité, la relative stagnation du résultat net en 2001 est la conséquence directe de la constitution de la provision pour investissement qui revêt un caractère exceptionnel (1MDh).
- La progression du Résultat net est néanmoins sensiblement amputée par la montée en puissance des amortissements. En effet, la CAF progresse de 94,3% en 2000 et de 24,6% en 2001, soit

respectivement de 13,3Mdh et 45,9% du chiffre d'affaires en 1999 à 32,2 MDh et 54,0% du chiffre d'affaires en 2001.

Rentabilité financière et économique

En KDh	1999	2000	2001
Résultat net	3 883	5 574	5 732
Résultat net retraité (1)	3 883	5 574	6 382
Fonds propres	34 373	81 257	82 637
Fonds propres retraités (2)	34 373	81 257	83 287
Fonds propres retraités moyens (3)		57 815	82 272
ROE⁴¹ (1)/(2)	11,3%	6,9%	7,7%
ROE moyen (1)/(3)		9,6%	7,8%
Excédent Brut d'Exploitation (4)	14 868	33 944	38 999
Immobilisations Brutes Totales (5)	104 605	167 710	179 776
Besoin en Fonds de Roulement (6)	- 10 021	4 840	11 833
Rentabilité économique (4)/(5+6)	15,7%	19,3%	20,4%

Si la **rentabilité financière** (ROE) baisse en 2000, suite à l'augmentation de capital en numéraire intervenue la même année, la **rentabilité économique** s'améliore sensiblement sur la période et atteint 19,3% en 2000 contre 15,7% en 1999.

En 2001, les deux ratios progressent de pair pour atteindre respectivement 7,7% et 20,4%.

Par ailleurs, il est opportun de signaler que si l'on devait lisser les plus-values de cession de parc sur la durée du contrat, la profitabilité de la société s'améliorerait en conséquence, de même que les ratios de rentabilité économique et financière. En effet, la plus value sur le parc Maroc Telecom à céder en 2004 est estimée à 9MDh (contrat fin 1999).

Enfin et eu égard à la rentabilité économique, la société a tout intérêt à favoriser le recours à l'endettement pour le financement de ses investissements en véhicules.

Politique de distribution

En KDh	1999	2000	2001
Résultat Net	3 883	5 574	5 732
Résultat net retraité (1)	3 883	5 574	6 382
Dividendes distribués (2)	3 690	4 350	3 750
Taux de distribution (2) / (1)	95%	78%	59%
CAF (1)	13 294	25 834	32 197
Dividendes distribués (2)	3 900	3 690	4 350
(2) / (1)	29,3%	14,3%	13,5%

⁴¹ Return on equity

Le **taux de distribution** est lié à la présence dans le capital de deux sociétés de capital risque, favorables à une politique de distribution agressive. Néanmoins et compte tenu de la progression sensible du résultat net, le taux de distribution baisse en conséquence.

Le taux de distribution doit néanmoins être relativisé, compte tenu du poids des amortissements qui grèvent sensiblement le résultat net et de la capacité d'autofinancement de la société.

ANALYSE DU BILAN (1999-2001)



Principaux postes du bilan

En K Dh	1999	2000	2001
. Immobilisations corporelles brutes	78 416	139 005	149 634
. Amortissements	17 238	30 255	44 895
. Immobilisations corporelles nettes	61 177	108 750	104 739
. Immobilisations financières	22 342	24 577	24 427
. Autres immobilisations	3 324	3 411	4 595
. Clients	5 796	22 527	47 518
. Autres débiteurs	4 173	3 981	4 835
. Trésorerie actif	8 508	2 271	29
Total actif	105 320	165 517	186 143

En K Dh	1999	2000	2001
. Fonds propres et assimilés	34 373	81 257	83 637
. Dettes à moyen et long terme ⁴²	26 228	31 936	37 090
. Fournisseurs et comptes rattachés	13 535	8 600	20 506
. Autres créditeurs	6 454	13 067	15 766
. Trésorerie passif	24 730	30 657	29 144
Total passif	105 320	165 517	186 143

L'analyse du bilan simplifié de Locasom sur la période 1999-2001 appelle les remarques suivantes :

- En l'espace de deux années, la société voit la taille de son bilan progresser de 76,7%. La pente de croissance est néanmoins plus soutenue en 2000 avec 57,2%, contre 12,5% en 2001.

Actif

- Les **immobilisations corporelles brutes** correspondent en moyenne à plus de 85% au parc de véhicules. L'évolution de ce dernier sur les trois derniers exercices est la suivante :

En K Dh	1999	2000	VAR	2001	VAR
Parc en valeur brute	74 908	121 731	62,5%	126 427	3,9%

Outre le parc, l'essentiel des investissements corporels en 2000 correspond à l'acquisition du terrain (9,7MDh) et du local (3,3MDh) abritant l'atelier de Casablanca. En 2001, elles

⁴² Y compris les comptes courants d'associés

correspondent essentiellement à l'acquisition de l'atelier de Rabat (4MDh). Ainsi, les immobilisations corporelles brutes progressent de 77,3% en 2000 et de 7,6% en 2001.

- Les **immobilisations corporelles nettes** suivent le même trend que leur valeur brute en 2000. En 2001, sous l'effet cumulé de la faible progression du parc et de la montée en puissance des amortissements, elles baissent de 3,7%.
- Les **immobilisations financières** regroupent en 1999 les participations détenues dans les filiales du réseau dédié à la LCD. En 2000, Locasom crée quatre nouvelles filiales dédiées à la LCD de 500KDh de capital chacune (IDI, NDI, ORDI, et OZDI).
- Les **autres immobilisations** correspondent essentiellement aux marques, procédés, et droit de licences acquis en 1996 pour 3MDh. La progression de 34,7% en 2001 est liée au projet informatique piloté par l'Expert Automobile (1,6MDh en charges à répartir).
- Les **clients** enregistrent une progression sensible en 2000 et en 2001. Cette évolution est liée à la progression du parc de Locasom, 1.161 véhicules en 2001 contre 687 en 1999, combinée à l'évolution du crédit accordé au réseau. Ce dernier accumule des retards de paiement dus initialement à une sous-capitalisation et à l'absence de financement du fonds de roulement, aggravé par un retard de paiement des clients tour opérateurs et Budget International à fin 2001. Néanmoins, tout retard de paiement est facturé au réseau au taux de 10% en 1999 et à 6,25% en 2000 et 2001.

En KDh	1999	2000	2001
Crédit Réseau	4	13 940	28 614
Maroc Telecom	0	2 555	442
Lydec	0	76	1 109
Autres clients	5 792	5 956	17 353
Total poste clients	5 796	22 527	47 518

L'affectation de nouveaux moyens, 100 véhicules par an entre 2002 et 2006 dont 30 livrés à fin mars 2002, devrait permettre d'améliorer l'autofinancement du réseau. Ainsi, le solde dû à Locasom devrait se résorber en grande partie à fin 2003. L'objectif étant de le réduire à 3 mois de chiffre d'affaires, soit environ 8MDh.

- La **trésorerie à l'actif** baisse sensiblement à partir de 2000. Cette situation est liée notamment au contrat Maroc Telecom intervenu fin 1999 et qui absorbe une partie conséquente des ressources financières de la société.

Passif

- Les **fonds propres** ont plus que doublé sur la période pour atteindre 83,6MDh en 2001 contre 34,4MDh en 1999. Cette progression est le fruit de la croissance du résultat net et de l'augmentation de capital en numéraire, intervenue en 2000 pour 45MDh.
- Les **dettes à moyen et long terme** sous l'effet de la croissance du parc, progressent de 21,8% en 2000 et de 16,1% en 2001.

Montant emprunté en MDh	Date	Durée	Mode de remboursement	Capital restant du au 31/12/01	Nombre d'échéances restantes	Garanties
0,6	-	-	In-finé	0,6	-	-
4,0	1999	60 mois	Amortissement constant	2,4	38	Nantissement véhicules
5,0	1999	8 trimestres	Amortissement constant	1,8	3	Hypothèque 1 ^o rang / St Emillion
3,4	2000	-	In-finé	3,4	-	-
6,1	2000	-	In-finé	6,1	-	-
12,0	2000	36 mois	Amortissement constant	4,7	15	Nantissement véhicules + traites IAM
8,2	2000	12 trimestres	Amortissement constant + différé de 1 an	8,2	12	Hypothèque 2 ^{ème} rang / St Emillion + traites IAM + nantissement de véhicules
2,8	2001	12 trimestres	Amortissement constant + différé de 1 an	2,8	12	Hypothèque 3 ^{ème} rang / St Emillion + traites IAM + nantissement de véhicules
2,8	2001	20 trimestres	Amortissement constant + différé de 2 ans	2,8	20	Hypothèque 4 ^{ème} rang / St Emillion + Nantissement fonds de commerce + hypothèque local Rabat
Dettes à moyen et long terme au bilan				32,8		
Comptes courants d'associés				4,2		
Total dettes à moyen et long terme				37,0		

La société exploite aujourd'hui ses lignes de crédit à 100%.

- Le poste **fournisseurs** enregistre une baisse de 36% en 2000, soit de 13,5MDh à 8,6MDh, avant de croître à 20,5MDh en 2001. Cette situation s'explique par les conditions exceptionnelles, octroyées par les fournisseurs constructeurs à Locasom fin 1999 et fin 2001, à la veille des deux contrats Maroc Telecom.

En K Dh	1999	2000	2001
Fournisseurs constructeurs	12 296	2 001	11 168
Réseau	0	2 000	6 423
Autres fournisseurs	1 239	4 599	2 915
Total poste fournisseurs	13 535	8 600	20 506

- Le poste **autres créditeurs** correspond essentiellement au poste Etat (TVA collectée et IS à payer).
- A l'image des dettes à moyen et long terme, la **trésorerie au passif**, outre la progression de 23,9% intervenue en 2000, reste relativement stable à environ 30MDh.

Structure de financement

En K Dh	1999	2000	2001
Capitaux propres & assimilés	34 373	81 257	83 637
Dettes à moyen et long terme > 1 an ⁴³	7 339	24 286	27 544
Financement à long terme	41 712	105 543	111 181
Dettes à moyen et long terme < 1 an ⁴⁴	18 889	7 650	9 546
Trésorerie nette	16 221	28 386	29 115
Financement à court terme	35 110	36 036	38 661
Total Financement	76 822	141 579	149 842
Parc immobilisé >1 an ⁴⁵	54 169	85 704	77 646
Autres immobilisations >1 an	27 573	42 758	48 826
Engagement à long terme	81 742	128 462	126 472
Parc immobilisé <1 an ⁴⁶	5 101	8 277	7 289
BFR ⁴⁷	-10 021	4 840	16 081
Engagement à court terme	-4 920	13 117	23 370
Total Engagement	76 822	141 579	149 842

Ratios de structure

Ratios de structure	1999	2000	2001
Capitaux propres & A. / Financement à LT	82%	77%	75%
Capitaux propres & A. / Engagement à LT	42%	63%	66%
Capitaux propres & A. / Total Engagement	45%	57%	56%
Financement à LT / Engagement à LT	51%	82%	88%
Financement à LT / Total engagement	54%	75%	74%
Financement à CT / Engagement à CT	-714%	275%	165%
Financement à CT / Total engagement	46%	25%	26%

Avec le renforcement du financement à long terme au détriment du financement à court terme, l'adéquation entre les engagements à l'actif et les ressources financières de la société tend à s'équilibrer sur la période. Ainsi, le financement à long terme, dont les capitaux propres représentent près de 75%, couvre 88% des engagements à long terme en 2001 contre 51% en 1999 et 74% du total engagements en 2001 contre 54% en 1999.

⁴³ Y compris les comptes courants d'associés

⁴⁴ Part des dettes à moyen et long terme dont l'échéance est inférieure à 1 an

⁴⁵ Dont l'échéance des contrats est supérieure à un an

⁴⁶ Dont l'échéance des contrats est inférieure à un an

⁴⁷ Hors comptes courants d'associés

La société reste néanmoins exposée par le poids de son endettement à court terme. En effet, en 2001 le financement à court terme représente 1,7 fois les engagements à court terme et participe ainsi au financement de 26% des engagements de la société dont 12% de ses engagements à long terme.

Néanmoins, la présente émission obligataire viendra renforcer le financement à long terme et rééquilibrer l'adéquation en terme de maturité entre les ressources et les emplois de la société.

Ratios d'endettement

Ratios d'endettement	1999	2000	2001
Capitaux propres & A. / Financement à LT	82%	77%	75%
Capitaux propres & A. / Total financement	45%	57%	56%
Financement à LT / Total Financement	54%	75%	74%
Financement à CT / Total Financement	46%	25%	26%
CAF	13 294	25 834	32 197
Total endettement net⁴⁸ / CAF	3,2	2,3	2,1
Excédent brut d'exploitation	14 868	33 944	38 999
Charges financières ⁴⁹	2 522	6 886	6 383
Charges financières / EBE	17%	20%	16%

Les fonds propres représentent plus de 75% du financement à long terme et voient leur part dans le financement global progresser de 45% en 1999 à 56% en 2001.

La société dispose d'une structure financière solide qui s'améliore sensiblement sur la période. Ainsi, le poids de l'endettement bancaire global représente deux fois la capacité d'autofinancement de la société en 2001, contre plus de trois fois en 1999. Dans la même perspective le poids des frais financiers représente 16% de l'EBE en 2001, contre 20% en 2000 et 17% en 1999.

Il ressort de ces deux derniers tableaux que la société est surcapitalisée et conserve une capacité d'endettement confortable devant être dédiée en priorité à un endettement à long terme.

BFR et Ratios de liquidité

- Le besoin en fonds de roulement devient positif en 2000 et enregistre une hausse sensible en 2001.

En K Dh	1999	2000	2001
Actif circulant	9 969	26 508	52 353
<i>Dont clients et comptes rattachés</i>	5 796	22 527	47 518
Passif circulant	19 989	21 667	40 520
<i>dont fournisseurs et comptes rattachés</i>	13 535	8 600	20 506
BFR (en K Dh)	-10 021	4 840	11 833
Délai clients (en jours de chiffres d'affaires)⁵⁰	58	130	236
Délai fournisseurs (en jours d'achats)⁵¹	121	29	172

Cette situation s'explique par la combinaison de deux événements :

⁴⁸ Y compris les comptes courants d'associés

⁴⁹ Cf retraitements en page 64 et 65

⁵⁰ $(Clients - Avances) \times 360 / (Ventes TTC)$

⁵¹ $(Fournisseurs - Avances) \times 360 / (Achats TTC)$

- une progression plus soutenue de l'actif circulant sur la période, essentiellement des créances clients ;
 - une relative stagnation du passif circulant en 2000, conséquence de la baisse du poste fournisseurs.
- L'allongement du délai clients de 58 jours en 1999 à 236 jours en 2001 s'explique par la progression du chiffre d'affaires et par le retard de règlement du réseau⁵². Normalement, le délai moyen accordé aux clients varie entre 30 et 60 jours.
 - Le délai fournisseurs baisse à 29 jours en 2000, contre 121 jours en 1999, avant d'atteindre 172 jours en 2001. Cette baisse s'explique par les conditions exceptionnelles accordées par les fournisseurs constructeurs à Locasom, à la veille des deux contrats Maroc Telecom. Normalement, le délai moyen accordé par les fournisseurs varie entre 30 et 60 jours.

Ratio de solvabilité

En K Dh	1999	2000	2001
Valeurs disponibles (1)	8 508	2 271	29
Valeurs réalisables (2)	7 415	26 508	52 353
Dettes à court terme (3)	19 989	21 668	40 520
(1) + (2) / (3)	92,4%	132,8%	129,3%

Avec un ratio de solvabilité qui s'améliore pour atteindre 129% en 2001, la société est confortable quant à sa capacité à faire face à ses engagements à court terme.

Politique de financement

Le tableau de financement de Locasom sur les trois dernières années se présente comme suit :

En K Dh	1999	En %	2000	En %	2001	En %
Autofinancement	9 394	55,3%	22 144	27,7%	27 846	56,8%
.Capacité d'autofinancement	13 294		25 834		32 196	
.Dividendes distribués	3 900		3 690		4 350	
Cessions d'immobilisations	7 579	44,7%	7 016	8,8%	10 490	21,4%
.Cessions d'immos corporelles (parc essentiellement)	7 579	44,7%	7 016	8,8%	10 255	20,9%
.Autres cessions	0	0,0%	0	0,0%	235	0,5%
Augmentation du capital social	0	0,0%	45 000	56,3%	0	0,0%
Augmentation des dettes financières	7 018	0,0%	5 708	7,1%	10 705	21,8%
TOTAL RESSOURCES STABLES	23 991	100,0%	79 868	100,0%	49 041	100,0%
Acquisition d'immos corporelles (parc essentiellement)	44 037	93,2%	74 674	96,7%	31 306	73,2%
Autres investissements	3 094	6,6%	2 515	3,3%	1 672	3,9%
Remboursement des dettes de financement	111	0,2%	0	0,0%	9 799	22,9%
TOTAL EMPLOIS STABLES	47 242	100,0%	77 189	100,0%	42 777	100,0%
VARIATION DU BFR	- 13 152		14 861		6 993	
VARIATION DE LA TRESORERIE	10 098		- 12 182		729	

⁵² Cf page 69

- Le principal poste d'emplois est l'achat de véhicules, soit en moyenne 87,7% des emplois stables sur les trois dernières années.
- L'ensemble des emplois stables sur les trois dernières années est financé en moyenne à 46,6% par autofinancement, à 25,0% par les cessions de parcs en fin de contrats, à 18,8% par augmentation de capital et à 9,6% par endettement bancaire à moyen et long terme. Ainsi, les emplois stables sont financés à hauteur de 71,6% grâce aux ressources propres de la société (autofinancement et cessions de parcs).
- Outre l'année 1999, avec l'octroi en fin d'année de conditions exceptionnelles par les fournisseurs constructeurs à la veille du premier contrat Maroc Telecom, la variation du BFR est un emploi que la société finance en totalité (année 2001) ou en partie (année 2000) par l'excédent des ressources longues et en partie par de la dette bancaire à court terme.

PARTIE V

~Φ~

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION GENERALE SUR LES PERSPECTIVES DE LOCASOM SA

- **ORIENTATIONS STRATEGIQUES**
- **PERSPECTIVES DES ANNEES 2002 ET 2003**
- **CAPACITE DE REMBOURSEMENT DE LOCASOM SA**

ORIENTATIONS STRATEGIQUES



A l'image de l'Europe où la LLD représente 47% des véhicules à usage professionnel et 25% des immatriculations, le marché de la LLD au Maroc qui ne représente que 1,5% des immatriculations, offre des perspectives de croissance.

Ce potentiel est estimé par L'ALASCAM à 20.000 véhicules sur 5 ans, soit 10% des immatriculations et 30% des véhicules à usage professionnel.

Le deuxième appel d'offres de Maroc Telecom portant sur 1100 véhicules et adjugé en janvier 2002 pour moitié à Locasom et moitié pour Europcar, semble confirmer cette tendance. La dynamique enclenchée par Maroc Telecom semble se confirmer puisque d'importantes structures publiques et privées ont annoncé leur intérêt pour ce mode de financement et de gestion de flottes (ONE, ONCF, ODEP, ONAREP, LYDEC). A titre d'exemple, le besoin de l'ONAREP est estimé à 4000 véhicules.

Outre le développement intrinsèque du secteur, Locasom, en vue de réduire sa dépendance vis à vis de Maroc Telecom qui représentera au lendemain de ce contrat près de 60% du parc global, s'est fixée comme objectif à horizon 2005, un ratio maximum par client de 25%, soit un parc supplémentaire d'au moins 2500 véhicules.

La réalisation de cet objectif sera possible grâce aux différentes actions menées par Locasom et notamment :

- La régionalisation de la fonction commerciale et de suivi du parc à travers le recrutement et la formation de trois responsables régionaux : centre, sud et oriental ; en charge de la prospection, du suivi des clients ainsi que de la qualité des prestations qui leurs sont offertes.
- Le développement de l'outil informatique en vue de permettre le suivi d'un parc de 5000 véhicules. Locasom a ainsi lancé, en partenariat avec l'Expert automobile, un programme d'investissement informatique de 2MDh.
- La création d'un call-center dont la finalité est d'offrir aux utilisateurs des véhicules, un numéro unique, quelle que soit leur situation et leur lieu géographique.
- La création de trois nouveaux ateliers pilotes à Tanger, Oujda et Agadir.
- La mise en place d'un réseau de 32 garages agréés, à même d'assurer un entretien et une maintenance aux meilleurs standards dans les zones où la société ne dispose pas d'ateliers pilotes. Ces garages seront également connectés au réseau Locasom pour un meilleur suivi du parc. Ce chantier qui devrait être achevé fin juin 2002 offrira à la société une grande couverture nationale. Cet investissement devrait également renforcer le positionnement de Locasom au niveau du fleet management, axe majeur de développement de la société, et lui permettre d'offrir les services d'entretien et de maintenance aux concurrents qui ne disposent pas de leurs propres ateliers.
- Enfin, et compte tenu de la complexité croissante des interventions sur les véhicules (montée en puissance de l'électronique et de l'informatique embarquées) et de la nécessité d'étoffer sa couverture nationale, la société travaille, à l'image du réseau de garages agréés, au développement de réseaux de partenaires capables de prendre le relais pour nombre de prestations (réparations, remorquage, expertise de sinistres, location courte durée...).

En parallèle et afin de se doter d'une structure bilantielle à même de favoriser un développement sain et serein de l'activité, la société se tourne résolument vers les marchés financiers à travers :

- la présente émission obligataire qui permettra à la société de tester le marché, d'institutionnaliser le nom de la société et de réduire son coût de financement, en adéquation avec la structure par échéance de ses emplois ;
- l'introduction en Bourse de la société prévue pour le 1er semestre 2003.

PERSPECTIVES DES ANNEES 2002 ET 2003



En KDh	2001	2002E	Variation	2003P	Variation
Parc	1 161	1 525	31,4%	1 900	24,6%
Chiffre d'affaires global	59 580	68 047	14,2%	87 753	29,0%
Résultat net	5 731	8 519	48,6%	10 991	29,0%
Résultat net retraité ⁵³	6 382	8 519	33,5%	10 991	29,0%
Cash-flow brut	32 197	36 963	14,8%	48 402	30,9%
Capitaux propres & assimilés	83 637	88 406	5,7%	94 996	7,5%
Endettement net	61 957	96 254	55,4%	115 483	19,9%

Source Locasom

Evolution du chiffre d'affaires

Les projections d'exploitation de Locasom reposent sur des hypothèses prudentes d'évolution du parc de véhicules :

- nouveau parc Maroc Telecom relatif au contrat signé en février 2002 et portant sur 550 véhicules étalé sur deux ans ;
- renouvellement à l'identique des contrats venant à échéance ;
- affectation de 100 véhicules supplémentaires au réseau courte durée.

Ainsi, le chiffre d'affaires s'établirait à 68,0MDh à fin 2002, en progression de 14,2%, et à 87,8MDh à fin 2003, en progression de 29,0%.

Evolution du résultat net

La progression du chiffre d'affaires, combinée :

- aux économies d'échelle liées à la croissance et à la jeunesse du parc ;
- aux économies de frais financiers ;
- à la progression des résultats de la LCD ;
- et à la montée en puissance des amortissements liés au nouveau contrat Maroc Telecom et notamment en 2003 ;

entraînent une progression du résultat net hors éléments exceptionnels et des cash-flows bruts, respectivement de 33,5% et 14,8% en 2002 et de 29,0% et 30,9% en 2003.

⁵³ Résultat net retraité de la provision pour investissement à caractère exceptionnel, comptabilisée en 2001 pour 1MDh, soit 650 KDh net d'IS

CAPACITE DE REMBOURSEMENT DE LOCASOM SA



Si l'on maintient les mêmes hypothèses d'exploitation conservatrices à horizon 2005 (renouvellement à l'identique des contrats venant à échéance et affectation de 100 véhicules supplémentaires au réseau courte durée) et ce uniquement dans le but de mettre en valeur la capacité de remboursement de Locasom, les fondamentaux de la société devraient progresser de la manière suivante⁵⁴⁻⁵⁵ :

En Kdh	1999	2000	2001	2002E	2003P	2004P ⁵⁶	2005P ⁵⁷
Parc (en nbre de véhicules)	687	1 132	1 161	1 525	1 900	2 000	2 100
Principaux postes du compte de produits et charges							
Chiffre d'affaires	28 970	51 575	59 580	68 047	87 753	96 775	102 022
Frais financiers	2 522	6 886	6 383	7 860	9 561	11 375	10 459
Résultat net	3 883	5 574	5 731	8 519	10 991	17 112	14 325
Résultat net retraité	3 883	5 574	6 382	8 519	10 991	17 112	14 325
Cash-flow brut	13 294	25 834	32 197	36 963	48 402	49 319	56 091
Principaux postes du bilan							
Total bilan	105 320	165 518	186 143	204 866	225 238	250 806	239 280
Immobilisations nettes	86 843	136 739	133 761	152 575	172 968	196 890	182 835
Capitaux propres & assimilés	34 373	81 257	83 637	88 406	94 996	106 922	111 952
Total endettement net	42 450	60 322	61 957	96 254	115 483	125 875	109 250
Principaux postes du tableau de financement							
Investissements en immos corporelles (parc essentiellement)	44 037	74 674	31 306	51 778	62 607	93 062	42 139
Autres investissements	3 094	2 515	1 672	1 000	3 500	1 850	500
Remboursement dettes de financement	111	0	9 799	47 091	1 250	2 120	80 000
Total emplois	47 242	77 189	42 777	99 869	67 357	97 032	122 639
Autofinancement	9 394	22 144	27 846	33 555	44 006	42 474	50 361
Cession d'immos corporelles (parc essentiellement)	7 579	7 016	10 255	5 548	8 304	38 782	14 928
Augmentation de capital	0	45 000	0	0	0	0	0
Nouvelles dettes de financement	7 018	5 708	10 705	90 000	15 000	7 000	60 000
Autres	0	0	235	0	0	0	0
Total ressources	23 991	79 868	49 041	129 103	67 310	88 256	125 289
Variation du BFR	-13 152	14 861	6 993	20 622	5 432	-3 264	6 025
Variation de la trésorerie	10 099	-12 182	729	8 612	-5 479	-5 512	-3 375

Source Locasom

⁵⁴ Tenant compte d'un taux de distribution de 40%

⁵⁵ Chiffres à caractère indicatif qui peuvent varier sensiblement à la hausse comme à la baisse

⁵⁶ Année de cession du parc Maroc Telecom relatif au contrat signé fin 1999

⁵⁷ Année de remboursement des obligations, objet de la présente Note d'Information

Il ressort de ce tableau que la société dispose d'une capacité de remboursement et de réendettement confortables à horizon 2005, année de l'échéance de l'emprunt obligataire. Ainsi, et en dehors de tout développement du parc au-delà de 2003, l'endettement net de la société en 2005, tenant compte de l'emprunt obligataire et des dettes bancaires à court, moyen et long terme, représente seulement une fois les fonds propres, soit 49,4% du financement global de la société (contre 50,6% pour les fonds propres).

PARTIE V

~Φ~

FACTEURS DE RISQUES

- **RISQUES AFFERENTS A LOCASOM**
- **FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

RISQUES AFFERENTS A LOCASOM



Le risque réglementaire

Le marché de la location de véhicules n'est aujourd'hui soumis qu'au décret du 4 avril 1970 et au cahier des charges du 1^{er} décembre 1997, relatif à l'exploitation des établissements de location de véhicules sans chauffeurs.

Dans le cadre du mouvement général d'harmonisation de l'environnement juridique marocain et son adaptation aux standards internationaux, la promulgation de textes législatifs ou réglementaires plus précis et plus contraignants est à l'ordre du jour. Dans cette perspective, l'ALASCAM travaille en étroite collaboration avec les pouvoirs publics pour durcir les conditions d'exercice de l'activité de location de véhicules.

Cependant, si cette démarche aboutit, elle ne peut se faire qu'en faveur des intervenants majeurs du secteur dont Locasom fait partie.

Le risque concurrentiel

Le risque concurrentiel recouvre à la fois le risque d'apparition de nouveaux concurrents organisés, et le risque de perdre du terrain, par manque de compétitivité sur les offres commerciales ou en raison d'une qualité insuffisante du service.

Le risque d'apparition de nouveaux concurrents est bien réel, provenant des banques et des institutions financières qui disposent de moyens financiers conséquents et notamment celles déjà présentes dans le leasing automobile. Néanmoins, l'expérience de plus de vingt années de Locasom et la taille de son parc, combinés à ses efforts pour renforcer sa couverture géographique, sa surface financière et sa diversification produits (fleet management), lui permettent d'envisager cette perspective avec sérénité.

S'agissant de la perte de terrain par manque de compétitivité sur les offres commerciales, Locasom de part la taille de son parc, bénéficie d'importantes économies d'échelle. Par ailleurs, la qualité de ses ateliers et la relation privilégiée qui la lie à ses principaux fournisseurs (constructeurs, compagnie d'assurance) lui offrent une marge supplémentaire. Ces atouts lui permettent d'afficher une agressivité commerciale quand le besoin s'en fait sentir (contrat de taille, action des concurrents sur un de ses clients).

S'agissant de la perte de terrain en raison d'une qualité insuffisante du service, Locasom, en vue de capitaliser sur sa situation de pionnier, investit constamment dans l'amélioration de ses outils de gestion et du service offert à ses clients. Cet effort passe par :

- L'amélioration constante de l'outil informatique qui lui permet aujourd'hui de gérer un parc de 5000 véhicules.
- La mise en place d'une liaison intranet reliant Locasom à ses clients, ses fournisseurs, ses ateliers pilotes, ses partenaires et son réseau de réparateurs agréés.
- L'amélioration et la mise à jour régulière de sa base de données historique.
- Le renforcement des équipes en effectifs et en qualité.
- Le développement du réseau d'ateliers et de leurs équipements.
- La disponibilité et l'écoute des besoins des clients.

- Le renforcement de ses liens avec Budget International et l'entretien de l'image d'excellence associée à cette marque.

Le risque de taux

Les sociétés de LLD, au même titre que les sociétés de financement, sont exposées à un risque de hausse des taux d'intérêt qui pourraient renchérir le coût de leurs ressources sans qu'elles puissent systématiquement le repercuter sur la redevance facturée au client.

Cependant, la tendance est au maintien des taux à des niveaux bas ou du moins à éviter un mouvement brusque des taux dans un sens comme dans l'autre (baisse brutale au lendemain de l'attribution de la seconde licence GSM). Par ailleurs, le management de la société, conscient de l'importance de cette question et celle de la surface financière, met tout en œuvre pour assurer à la société un financement régulier et optimisé de son activité, en adéquation avec la structure par échéance de ses emplois. Dans cette perspective, Locasom s'appuie désormais sur les marchés financiers, à travers la présente émission obligataire dans un premier temps et une probable ouverture du capital au public dans une seconde étape.

Le risque d'exploitation

Dans le cadre de son exploitation, Locasom se doit d'intégrer dans son offre, des services dont le coût n'est pas maîtrisable à priori. Cette situation est soit volontaire (auto-assurance) soit subite par Locasom (entretien, maintenance, remplacement).

Néanmoins, la société arrive à être compétitive en terme de prix tout en facturant suffisamment ces services pour couvrir les charges y afférentes, voire dégager des bénéfices au niveau de chaque poste (cf. pages 49).

Le risque clients

Le risque de défaillance clients pour Locasom est limité pour deux raisons. La première tient à la signature de ses clients, pour l'essentiel de grands groupes de renom. La seconde raison étant le mode de règlement adopté en 1999 et qui prévoit que les clients remettent à la signature du contrat, des effets pour la totalité des redevances courant jusqu'au terme du contrat.

Locasom reste cependant exposée à l'insuffisance de la ventilation de son portefeuille. En effet, Maroc Telecom représente à fin 2001 près de 500 véhicules sur un parc global de moins de 1200, soit près de 43%. Cette situation, conséquence d'un seul contrat avec Maroc Telecom, peut également avoir une incidence sur la valeur de revente des véhicules en fin de contrat et ainsi impacter le TRI de la transaction (taille conséquente d'un parc à céder en une seule fois). L'exposition de Locasom est renforcée par le nouveau contrat Maroc Telecom, remporté début 2002 pour 550 véhicules, portant ainsi la part de cette dernière à 60% du parc global de Locasom.

Néanmoins, la combinaison des faits suivants atténue de façon sensible l'exposition de Locasom à ces risques :

- la qualité de signature de Maroc Telecom ;
- la négociation d'une valeur de reprise avec les concessionnaires ;
- la négociation de l'étalement sur un an des retours pour le deuxième contrat ;
- et enfin les efforts de diversification produits et clients, visant à ramener la part de Maroc Telecom à 25% du parc global à horizon 2005.

Le risque lié à l'activité des filiales (LCD)

Les besoins en terme de parc du réseau de filiales dédiées à la LCD ne sont pas satisfaits entièrement. En effet, le réseau de location courte durée constitue à ce jour pour Locasom, avant tout une plate-

forme stratégique pour le développement de la location longue durée, le réseau assurant le service clientèle des contrats longue durée.

Le développement du chiffre d'affaires du réseau courte durée reste ainsi tributaire des priorités retenues par Locasom en matière d'emploi des ressources financières, la priorité étant donnée à la LLD. Cette situation a pour conséquence le non respect par les filiales de leurs objectifs de chiffre d'affaires et de rentabilité.

Consciente de cette situation, Locasom a décidé l'affectation de nouveaux moyens aux filiales à raison de 100 véhicules par an, dont 30 ont été livrés à fin mars 2002. Ceci devrait renforcer sensiblement les moyens des filiales et leur permettre d'améliorer leur rentabilité, étant entendu que ces dernières ont atteint aujourd'hui leur point mort et que toute progression du chiffre d'affaires impactera directement le bénéfice net.

Par ailleurs, l'activité LCD est étroitement liée à celle du Tourisme. Ce dernier peut être impactée de façon sensible par des événements tels que la guerre du Golf ou les événements du 11 septembre 2001. Pour réduire l'exposition de ses filiales à cette donne, Locasom encourage ses filiales à développer le segment affaires qui demeure peu sensible à ce type d'événements. Ce dernier représente 44% du chiffre d'affaires des filiales en 2001.

FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

~Φ~

A la date d'établissement de la présente Note d'Information, la société ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation nette.

PARTIE VI

~Φ~

ANNEXES : ETATS ET METHODES COMPTABLES

- **PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DE LOCASOM SA**
- **ETATS FINANCIERS SOCIAUX RELATIFS A LOCASOM SA POUR LES EXERCICES (1999-2001)**
- **ETATS DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIFS A LOCASOM SA**
- **DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DERNIER EXERCICE CLOS PAR LOCASOM SA**
- **ETATS FINANCIERS SOCIAUX RELATIFS AUX FILIALES DE LOCASOM SA POUR LES EXERCICES (1999-2001)**

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES DE LOCASOM SA



PRINCIPES ET METHODES D'EVALUATION

Présentation des états financiers

La société présente ses états financiers selon le nouveau plan comptable marocain, entré en vigueur le 1^{er} janvier 1994.

La société applique l'amortissement dégressif pour les véhicules acquis avant le 31 décembre 1996 et l'amortissement linéaire après cette date.

Immobilisation et amortissement

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la base de la durée de vie des biens.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont enregistrées à la valeur d'acquisition. Les revenus des titres de placement et des titres de participation sont inscrits dans les comptes de produits sur la base des décisions des assemblées générales des actionnaires des sociétés, de distribuer des dividendes et d'allouer des jetons de présence.

Consolidation

La pratique marocaine n'exige pas la consolidation des comptes avec ceux des filiales et participations.

ETAT DES DEROGATIONS

Néant.

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

La société n'a pas modifié ses méthodes d'évaluation pour l'établissement des comptes au 31 décembre 2001.

ETATS FINANCIERS SOCIAUX DE LOCASOM SA POUR LES EXERCICES (1999-2001)

~Φ~

BILANS SOCIAUX CERTIFIES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX 31 DECEMBRE (1999-2001)

ACTIF (En K Dh)	1999	2000	2001
Immobilisations en non-valeurs nettes	84	291	1 595
. Frais préliminaires	84	291	209
. Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	1 386
Immobilisations incorporelles nettes (B)	3 240	3 120	3 000
. Brevets	3 240	3 120	3 000
Immobilisations corporelles nettes (C)	61 177	108 750	104 739
. Terrains	0	9 707	12 707
. Constructions	0	3 293	4 099
. Installations techniques, matériel et	689	680	493
. Matériel de transport	59 455	93 972	84 936
. Mobilier, matériel de bureau et	956	1 009	2 440
aménagement divers			
. Autres immobilisations corporelles	77	89	64
. Immobilisations corporelles en cours	-	-	-
Immobilisations financières (D)	22 342	24 577	24 427
. Prêts immobilisés	0	0	0
. Autres créances financières	17	252	102
. Titres de participation	0	0	0
. Autres titres immobilisés	22 325	24 325	24 325
Ecart de conversion – Actif (E)	0	0	0
TOTAL (A+B+C+D+E)	86 843	136 738	133 761
Stocks (F)	0	0	0
. Marchandises	0	0	0
. Matières et fournitures, consommables	0	0	0
. Produits en cours	0	0	0
. Produits intermédiaires et produits	0	0	0
. Produits finis	0	0	0
Créances de l'actif circulant (G)	9 968	26 508	52 353
. Fournisseurs - avances et acomptes	190	136	284
. Clients et comptes rattachés provisions	5 796	22 527	47 518
. Personnel	589	958	646
. Etat	747	1 171	1 834
. Comptes d'associés	0	0	0
. Autres débiteurs	2 554	924	854
. Comptes de régularisation	92	792	1 217
Titres et valeurs de placement (H)	0	0	0
Ecart de conversion – Actif (I)	0	0	0
Trésorerie actif (J)	8 508	2 271	29
. Chèques et valeurs à encaisser	8 400	2 231	0
. Banques, T.G. et C.C.P.	41	29	16
. Caisses, régies d'avance et accreditifs	67	11	13
TOTAL (F+G+H+I+J)	18 476	28 779	52 382
TOTAL ACTIF (K Dh)	105 319	165 517	186143

PASSIF (En Kdh)	1999	2000	2001
Capitaux propres (A)	34 372	81 256	82 637
. Capital social	30 000	75 000	75 000
. Réserve légale	484	678	957
. Autres réserves	0	0	0
. Report à nouveau	5	4	949
. Résultat net	3 883	5 574	5 731
Capitaux propres assimilés (B)	0	0	1 000
. Provisions réglementées	0	0	1 000
Dettes de financement (C)	26 228	31 936	32 842
. Dettes à moyen et long terme	25 907	31 495	32 410
. Autres dettes de financement	321	441	432
Provisions durables pour risques et charges (D)	0	0	0
Ecarts de conversion – Passif (E)	0	0	0
TOTAL (A+B+C+D+E)	60 600	113 192	116 479
Dettes du passif circulant (F)	19 989	21 668	40 520
. Fournisseurs et comptes rattachés	13 535	8 600	20 506
. Clients créditeurs, avances et acomptes	166	210	550
. Personnel	120	0	13
. Organismes sociaux	0	0	380
. Etat	3 475	5 659	11 129
. Comptes d'associés	0	0	4 248
. Autres créanciers	2 641	7 199	3 694
. Comptes de régularisation passif	52	0	0
Autres provisions pour risques et charges (G)	0	0	0
Ecarts de conversion – Passif (H)	0	0	0
TOTAL (F+G+H)	19 989	21 668	40 520
Trésorerie passif	24 730	30 657	29 144
. Crédits d'escompte	2 256	724	7 256
. Crédits de trésorerie	1 800	18 727	15 688
. Banques de régularisation	20 674	11 206	6 200
TOTAL PASSIF (Kdh)	105 319	165 517	186 143

**COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES SOCIAUX CERTIFIES PAR LES
COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX 31 DECEMBRE (1999-2001)**

(En K Dh)	1999	2000	2001
PRODUITS D'EXPLOITATION	29 180	52 620	60 341
Ventes de biens et services produits	28 970	51 575	59 580
Autres produits d'exploitation	0	0	0
Reprises d'exploitation	210	1 045	761
CHARGES D'EXPLOITATION	24 951	39 371	48 593
Achats consommés	3 345	4 432	6 468
Charges de personnel	4 057	4 682	4 711
Autres charges externes	5 860	7 713	8 798
Impôts et taxes	840	1 441	1 406
Autres charges d'exploitation	20	0	0
Dotations d'exploitation	10 829	21 103	27 210
<i>Dont Amortissements</i>	<i>10 829</i>	<i>21 103</i>	<i>27 210</i>
<i>Dont Provisions</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 229	13 249	11 748
PRODUITS FINANCIERS	95	0	1 498
Gains de change	0	0	250
Intérêts et autres produits financiers	95	0	1 248
CHARGES FINANCIERES	2 522	6 249	5 581
Charges d'intérêts et autres charges financières	2 522	6 249	5 581
Pertes de changes	0	0	0
RESULTAT FINANCIER	- 2 427	- 6 249	- 4 083
PRODUITS NON COURANTS	10 234	7 690	10 282
Produits de cession d'immobilisations	7 579	7 016	10 255
Autres produits non courants	2 655	674	27
Reprises exceptionnelles	0	0	0
CHARGES NON COURANTES	6 307	6 249	9 550
Valeur nette d'amortissement des immobilisations cédées	6 263	6 174	8 511
Autres charges non courantes	44	75	39
Dotations non courantes	0	0	1 000
RESULTAT NON COURANT	3 927	1 441	732
RESULTAT AVANT IMPOT	5 729	8 441	8 397
Impôt sur les bénéfices et autres impôts	1 844	2 866	2 666
RESULTAT NET	3 885	5 575	5 731

TABLAUX DE FINANCEMENT SOCIAUX RELATIFS A LOCASOM SA AUX 31 DECEMBRE (1999-2001)

Synthèse des masses du bilan (KDH)

En KDH)	1999	2000	2001
Financement permanent	60 601	113 193	116 480
Actif immobilisé	86 843	136 738	133 761
Fonds de roulement	- 26 242	- 23 545	- 17 281
Actif circulant	9 968	26 508	52 353
Passif circulant	19 989	21 668	40 520
Besoin en fonds de roulement	- 10 021	4 840	11 833
Trésorerie nette	- 16 221	- 28 385	- 29 114

Emplois et Ressources (KDH)

(En KDH)	1999	2000	2001
<u>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</u>			
Autofinancement	9 394	22 144	27 846
.Capacité d'autofinancement	13 294	25 834	32 196
.Dividendes distribués	3 900	3 690	4 350
Cessions et réductions d'immobilisations	7 579	7 016	10 490
.Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0	0
.Cessions d'immobilisations corporelles	7 579	7 016	10 255
.Cessions d'immobilisations financières	0	0	235
.Récupération sur créances immobilisées	0	0	0
Augmentation du capital social	0	45 000	0
.Augmentation de Capital par apports	0	45 000	0
.Subventions d'investissement et autres réserves stables	0	0	0
Augmentation des dettes financières	7 018	5 708	10 705
TOTAL RESSOURCES STABLES	23 991	79 868	49 041
<u>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</u>			
Acquisition et augmentation d'immobilisations	47 095	76 909	31 390
.Acquisition d'immobilisations incorporelles	0	0	0
.Acquisition d'immobilisations corporelles	44 037	74 674	31 306
.Acquisition d'immobilisations financières	3 055	2 000	0
.Augmentation des créances immobilisées	3	235	84
Remboursement des capitaux propres	0	0	0
Remboursement des dettes de financement	111	0	9 799
Emplois en non-valeurs	36	280	1 588
TOTAL EMPLOIS STABLES	47 242	77 189	42 777
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT	- 13 152	14 861	6 993
VARIATION DE LA TRESORERIE	10 098	- 12 181	729

ETAT DES SOLDES DE GESTION SOCIAUX RELATIFS A LOCASOM SA AUX 31 DECEMBRE (1999-2001)

(En K Dh)	1999	2000	2001
Ventes de biens et services produits	28 689	51 575	59 580
Consommation de l'exercice	8 924	12 145	15 266
Achats consommés de matières et fournitures	3 064	4 432	6 468
Autres charges externes	5 860	7 713	8 798
VALEUR AJOUTEE	19 765	39 430	44 314
Subventions d'exploitation	0	0	0
Impôts et taxes	840	1 441	1 406
Charges de personnel	4 057	4 682	4 711
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	14 868	33 307	38 197
Autres produits d'exploitation	0	0	0
Autres charges d'exploitation	20	0	0
Reprise d'exploitation	210	1 045	761
Dotations d'exploitation	10 829	21 103	27 210
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 229	13 249	11 748
RESULTAT FINANCIER	- 2 427	- 6 249	-4 083
RESULTAT COURANT	1 802	7 000	7 665
RESULTAT NON COURANT	3 927	1 440	732
RESULTAT AVANT IMPOTS	5 729	8 440	8 397
IMPOT SUR LES RESULTATS	1 844	2 866	2 666
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	3 885	5 574	5 731

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT RELATIVE A LOCASOM SA AUX 31 DECEMBRE (1999-2001)

(En K Dh)	1999	2000	2001
Résultat net de l'exercice	3 883	5 574	5 731
(+) Dotations d'exploitation ⁽¹⁾	10 829	21 103	27 210
(+) Dotations non courantes ⁽¹⁾	0	0	1 000
(+) Dotations Financières ⁽¹⁾	0	0	0
(-) Reprises d'exploitation ⁽²⁾	103	0	0
(-) Reprises non courantes ⁽²⁾	0	0	0
(-) Produits des cessions d'immobilisations	7 579	7 016	10 255
(+) Valeur nette d'amortissement des immobilisations cédées	6 263	6 174	8 511
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	13 293	25 835	32 197
Distribution de bénéfices	3 900	3 690	4 350
AUTOFINANCEMENT	9 393	22 145	27 847

⁽¹⁾ à l'exclusion des dotations aux provisions relatives à l'actif et au passif circulant

⁽²⁾ à l'exclusion des reprises relatives à l'actif et au passif circulant

ETATS DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIFS A LOCASOM SA

~Φ~

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES AU 31/12/2001 (EN KDH)

Nature	Montant Brut début exercice 01	AUGMENTATION		DIMUNITION			Montant Brut Fin Exercice 01
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement Cession	Retrait	Virement	
Immobilisation en non- valeurs	527	1 588					2 115
Frais préliminaires	527						527
Charges à répartir sur plusieurs exercice		1 588					1 588
Primes de remboursement obligations							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 600						3 600
Immobilisation en recherche et développement							
Brevets, marques, droits en valeurs similaires	3 600						3 600
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	39 005	31 306		20 676			49 635
Terrains	9 707	3 000					12 708
Construction	3 293	1 000					4 293
Installations techniques, matériel et outillage	2 177	130					2 307
Matériel de transport	21 922	25 382		20 676			26 627
Mobilier, matériel de bureau et aménagement	1 906	1 794					3 700
Autres immobilisations corporelles							
Immobilisations corporelles en cours							

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2001 (EN KDH)

Nature	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissements sur Immobilisations sorties	Cumul d'amortissement fin Exercice
Immobilisation en non-valeurs	236	285	0	521
Frais préliminaires	236	82	-	318
Charges à répartir sur plusieurs exercice	-	203	-	203
Primes de remboursement obligations	-	-	-	-
IMMOBILISATION INCORPORELLES	480	120	0	600
Immobilisation en recherche et développement	-	-	-	-
Brevets, marques, droits en valeurs similaires	480	120	-	600
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 255	26 805	12 165	44 895
Terrains	-	-	-	-
Construction	-	194	-	194
Installation techniques, matériel et outillage	1 497	317	-	1 814
Matériel de transport	27 861	25 932	12 165	41 627
Mobilier, matériel de bureau et aménagement divers	897	362	-	1 260
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-

TABLEAU DES PROVISIONS AU 31/12/2001 (EN KDH)

NATURE	Montant début exercice	Dotations			REPRISES		Montant fin d'exercice
		d'exploitation	Financière	Non courantes	d'exploitati on	financière	
1. Provision pour dépréciation de l'actif immobilisé							
2. Provisions réglementées				1 000			1 000
3. Provisions durables pour risques et charges							
SOUS TOTAL				1 000			1 000
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)							
5. Autres provisions pour risques et charges							
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie							
SOUS TOTAL							
TOTAL				1 000			1 000

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2001⁵⁸⁵⁹ (EN KDH)

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits Inscrits au c.p.c de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
HDI	LCD	1 000	100%	11 163	31/12/01	1 686	519	10 927	
ADI	LCD	500	100%	5 581	31/12/01	(375)	(152)	6 299	
SDI	LCD	1 000	100%	5 581	31/12/01	(807)	(235)	3 208	
NDI	LCD	500	100%	500	31/12/01	404	(96)	1 333	
IDI	LCD	500	100%	500	31/12/01	634	134	4 692	
ODI	LCD	500	100%	500	31/12/01	659	159	1 158	
ODDI	LCD	500	100%	500	31/12/01	310	(190)	1 173	
TOTAL									

TABLEAU DES CREANCES AU 31/12/2001

(En KDh)	Total	Echéances > 1 an	Echéances < 1 an
Créances de l'actif immobilisé	102	102	
. Prêts hypothécaires			
. Prêts immobilisés			
. Autres créances financières	102	102	
Créances de l'actif circulant	52 353		52 353
. Encours clients	47 518		47 518
. Avances fournisseurs	284		284
. Personnel	646		646
. Etat	1 834		1 834
. Autres débiteurs	854		854
. Comptes de régularisation actif	1 217		1 217
. Comptes d'associés			

⁵⁸ Au 31/12/2001⁵⁹ Inscrits en autres titres immobilisés

TABLEAU DES DETTES AU 31/12/2001

(En KDh)	Total	Echéance<1 an	Echéance>1 an	Echues non recouvrées
Dettes du passif				
circulant	40 521	40 521		
. Fournisseurs et comptes rattachés	20 506	20 506		
. Clients créditeurs	551	551		
. Personnel	13	13		
. Organismes sociaux	380	380		
. Etat	11 129	11 129		
. Comptes d'associés	4 248	4 248		
. Autres créanciers	3 694	3 694		
. Comptes de régularisation - passif				
Dettes de financement	32 842		32 842	
Emprunts obligataires	32 410		32 410	
Autres dettes de financement	432		432	
Total	73 363	40 521	32 842	

SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

Néant

ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL AU 31/12/2001 (EN KDH)

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2001
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	NEANT
TOTAL	NEANT
ENGAGEMENTS RECUS	31/12/2001
Avals et cautions	
Autres engagements reçus	NEANT
TOTAL	NEANT

TABLEAU DES BIENS EN CREDIT-BAIL AU 31/12/2001 (EN KDH)

Rubrique	Date de la 1 ^{ère} échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée en bien à la date du contrat	Durée théorique d'amort. du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevances restant payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat	Observations
							À	À		
							- 1 AN	+ 1 AN		

Néant

AFFECTATION DES RESULTATS

En Kdh	Avant répartition			En Kdh	Après répartition		
	1999	2000	2001		1999	2000	2001
Origine des résultats à affecter				Affectation des résultats			
Report à nouveau			4	Réserves légales	219	194	279
Résultat net en instance d'affectation				Tantièmes			
Résultat net de l'exercice	4 383	3 883	5 574	Dividendes	3 900	3 690	4 350
Prélèvements sur les réserves				Autres affectations			
Autres prélèvements				Report à nouveau	264	-1	949
TOTAL	4 383	3 883	5 578	TOTAL	4 383	3 883	5 578

**TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS
D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/01 AU 31/12/2001 (EN DH)**

Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amorti. cumulés	VCN	Produit de cession	Plus values	Moins values
22/02/01	2340000	80 725,0	51 125,8	29 599,2	45 000,0	15 400,8	
17/03/01	2340000	92 585,3	55 551,2	37 034,1	40 000,0	2 965,9	
19/09/01	2340000	92 585,3	64 809,7	27 775,6	27 500,0		-275,6
11/12/01	2340000	74 579,0	55 934,2	18 644,8	30 000,0	11 355,3	
16/03/01	2340000	326 914,3	250 634,3	76 280,0	100 000,0	23 720,0	
20/09/01	2340000	74 627,1	43 532,5	31 094,6	38 000,0	6 905,4	
01/09/01	2340000	72 072,5	32 432,6	39 639,9	42 000,0	2 360,1	
30/10/01	2340000	163 427,0	98 056,2	65 370,8	75 000,0	9 629,2	
28/11/01	2340000	163 427,0	100 780,0	62 647,0	75 000,0	12 353,0	
28/11/01	2340000	163 427,0	100 780,0	62 647,0	75 000,0	12 353,0	
11/12/01	2340000	92 083,3	55 250,0	36 833,3	45 000,0	8 166,7	
17/03/01	2340000	92 083,3	42 972,2	49 111,1	52 000,0	2 888,9	
17/03/01	2340000	92 083,3	42 972,2	49 111,1	52 000,0	2 888,9	
18/03/01	2340000	92 083,3	42 972,2	49 111,1	53 000,0	3 888,9	
18/10/01	2340000	116 977,0	85 783,1	31 193,9	62 000,0	30 806,1	
22/11/01	2340000	167 750,0	106 241,7	61 508,3	60 000,0		-1 508,3
19/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	40 000,0	13 907,5	
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
30/10/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	40 000,0	11 422,5	
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
28/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	40 000,0	13 907,5	
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
23/11/01	2340000	74 550,0	47 215,0	27 335,0	42 000,0	14 665,0	
19/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	41 000,0	14 907,5	
19/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	40 000,0	13 907,5	
26/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	40 000,0	13 907,5	
04/12/01	2340000	180 800,0	132 586,7	48 213,3	65 000,0	16 786,7	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,4	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,4	51 993,7	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,6	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,6	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
19/07/01	2340000	217 965,7	217 965,7	0,0	50 000,0	50 000,0	

31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,6	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,7	51 993,6	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 987,4	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,3	
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
20/04/01	2340000	219 965,6	219 965,6	0,0	54 000,0	54 000,0	
10/12/01	2340000	108 020,8	57 611,1	50 409,7	48 000,0		-2 409,7
02/05/01	2340000	133 477,0	64 513,9	68 963,1	70 000,0	1 036,9	
19/07/01	2340000	121 631,0	52 706,8	68 924,2	95 000,0	26 075,8	
25/01/01	2340000	156 083,3	78 041,6	78 041,7	85 000,0	6 958,4	
01/02/01	2340000	89 433,3	56 641,1	32 792,2	45 000,0	12 207,8	
17/08/01	2340000	72 068,5	37 235,4	34 833,1	39 000,0	4 166,9	
24/01/01	2340000	92 083,3	36 833,3	55 250,0	56 000,0	750,0	
25/01/01	2340000	74 579,0	36 046,5	38 532,5	40 000,0	1 467,5	
19/07/01	2340000	89 414,9	67 061,2	22 353,7	51 000,0	28 646,3	
01/10/01	2340000	88 406,0	79 566,0	8 840,0	35 000,0	26 160,0	
04/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	40 000,0		-1 224,8
19/12/01	2340000	79 790,0	39 895,0	39 895,0	40 000,0	105,0	
28/12/01	2340000	79 790,0	39 895,0	39 895,0	40 000,0	105,0	
24/10/01	2340000	79 790,0	37 235,3	42 554,7	45 000,0	2 445,3	
05/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	42 000,0	775,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	51 993,6	51 993,7	60 000,0	8 006,4	
31/12/01	2340000	103 154,0	51 577,0	51 577,0	60 000,0	8 423,0	
04/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	40 000,0		-1 224,8
04/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	40 000,0		-1 224,8
28/11/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	42 000,0	775,2	
04/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	40 000,0		-1 224,8
04/12/01	2340000	79 790,0	38 565,2	41 224,8	40 000,0		-1 224,8
19/12/01	2340000	79 790,0	39 895,0	39 895,0	40 000,0	105,0	
19/11/01	2340000	81 878,5	50 491,7	31 386,8	45 000,0	13 613,2	
04/12/01	2340000	221 180,0	162 198,7	58 981,3	60 000,0	1 018,7	
04/12/01	2340000	221 180,0	162 198,7	58 981,3	60 000,0	1 018,7	
30/11/01	2340000	221 180,0	162 198,7	58 981,3	68 000,0	9 018,7	
18/07/01	2340000	123 686,0	55 658,7	68 027,3	95 000,0	26 972,7	
09/06/01	2340000	121 286,0	50 535,8	70 750,2	90 000,0	19 249,8	
09/06/01	2340000	133 777,0	69 118,1	64 658,9	85 000,0	20 341,1	
24/01/01	2340000	91 402,0	56 364,6	35 037,4	34 000,0		-1 037,4
26/12/01	2340000	87 552,0	52 531,2	35 020,8	27 000,0		-8 020,8
05/09/01	2340000	74 579,0	43 504,4	31 074,6	35 000,0	3 925,4	
23/01/01	2340000	74 579,0	34 803,5	39 775,5	40 000,0	224,5	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
09/06/01	2340000	91 402,0	59 411,3	31 990,7	38 000,0	6 009,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,6	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
27/11/01	2340000	92 083,3	58 319,4	33 763,9	46 000,0	12 236,1	
19/09/01	2340000	91 406,0	73 124,8	18 281,2	35 500,0	17 218,8	
06/09/01	2340000	91 406,0	71 601,4	19 804,6	35 000,0	15 195,4	
06/09/01	2340000	72 072,5	34 835,0	37 237,4	41 000,0	3 762,6	
04/12/01	2340000	79 790,0	37 235,3	42 554,7	40 000,0		-2 554,7
27/11/01	2340000	79 790,0	37 235,3	42 554,7	43 000,0	445,3	
10/12/01	2340000	133 477,0	86 760,1	46 717,0	65 000,0	18 283,1	

31/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	42 000,0	5 173,8	
08/11/01	2340000	100 435,0	60 261,0	40 174,0	45 000,0	4 826,0	
26/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	43 000,0	6 173,8	
07/11/01	2340000	100 435,0	60 261,0	40 174,0	45 000,0	4 826,0	
24/04/01	2340000	131 283,3	63 454,6	67 828,7	85 000,0	17 171,3	
30/10/01	2340000	130 886,0	61 080,1	69 805,9	92 000,0	22 194,1	
17/11/01	2340000	66 104,7	41 866,3	24 238,4	33 000,0	8 761,6	
15/02/01	2340000	64 258,2	48 193,7	16 064,5	22 000,0	5 935,5	
30/10/01	2340000	98 687,3	52 633,2	46 054,1	48 000,0	1 945,9	
20/09/01	2340000	98 687,3	50 988,5	47 698,9	45 000,0		-2 698,9
30/10/01	2340000	98 687,3	52 633,2	46 054,1	48 000,0	1 945,9	
27/11/01	2340000	98 687,3	54 278,0	44 409,3	48 000,0	3 590,7	
23/10/01	2340000	98 687,3	52 633,2	46 054,1	48 000,0	1 945,9	
22/10/01	2340000	100 354,0	53 522,1	46 831,9	48 000,0	1 168,1	
24/10/01	2340000	100 354,0	53 522,1	46 831,9	48 000,0	1 168,1	
24/10/01	2340000	100 354,0	53 522,1	46 831,9	48 000,0	1 168,1	
22/10/01	2340000	98 687,3	52 633,2	46 054,1	48 000,0	1 945,9	
19/11/01	2340000	100 354,0	55 194,7	45 159,3	48 000,0	2 840,7	
23/10/01	2340000	100 354,0	53 522,1	46 831,9	48 000,0	1 168,1	
17/10/01	2340000	98 687,3	52 633,2	46 054,1	48 000,0	1 945,9	
28/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	66 000,0	11 029,8	
05/12/01	2340000	120 431,0	66 237,1	54 194,0	65 000,0	10 806,1	
22/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	65 000,0	10 029,8	
22/11/01	2340000	120 431,0	66 237,1	54 194,0	65 000,0	10 806,1	
05/09/01	2340000	92 083,8	62 923,9	29 159,9	47 000,0	17 840,1	
16/02/01	2340000	176 552,0	105 931,2	70 620,8	85 000,0	14 379,2	
28/12/01	2340000	87 552,0	58 368,0	29 184,0	29 500,0	316,0	
28/11/01	2340000	87 552,0	56 908,8	30 643,2	35 000,0	4 356,8	
17/03/01	2340000	130 577,0	67 464,8	63 112,2	80 000,0	16 887,8	
15/02/01	2340000	74 579,0	34 803,5	39 775,5	40 000,0	224,5	
31/12/01	2340000	103 154,0	49 857,8	53 296,2	60 000,0	6 703,8	
13/12/01	2340000	188 152,0	147 385,7	40 766,3	65 000,0	24 233,7	
17/10/01	2340000	122 156,0	65 149,9	57 006,1	70 000,0	12 993,9	
04/12/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	65 000,0	10 029,8	
28/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	66 000,0	11 029,8	
30/10/01	2340000	122 156,0	65 149,9	57 006,1	70 000,0	12 993,9	
27/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	65 000,0	10 029,8	
22/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	65 000,0	10 029,8	
28/11/01	2340000	122 156,0	67 185,8	54 970,2	66 000,0	11 029,8	
30/10/01	2340000	122 156,0	65 149,9	57 006,1	70 000,0	12 993,9	
25/08/01	2340000	122 156,0	61 078,0	61 078,0	70 000,0	8 922,0	
02/05/01	2340000	122 156,0	52 934,2	69 221,8	55 000,0		-14 221,8
23/10/01	2340000	221 839,0	203 352,4	18 486,6	70 000,0	51 513,4	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,6	53 726,8	60 000,0	6 273,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,6	53 726,8	60 000,0	6 273,3	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 154,0	49 857,8	53 296,2	60 000,0	6 703,8	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,6	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,4	50 260,6	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 154,0	49 857,8	53 296,2	60 000,0	6 703,8	
31/12/01	2340000	103 154,0	49 857,8	53 296,2	60 000,0	6 703,8	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,4	50 260,5	53 726,9	60 000,0	6 273,2	

31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
31/12/01	2340000	103 987,3	50 260,5	53 726,8	60 000,0	6 273,2	
28/11/01	2340000	85 131,0	51 078,6	34 052,4	35 000,0	947,6	
27/11/01	2340000	85 131,0	51 078,6	34 052,4	36 500,0	2 447,6	
31/12/01	2340000	85 131,0	52 497,4	32 633,5	32 000,0		-633,5
26/12/01	2340000	85 131,0	52 497,4	32 633,5	27 000,0		-5 633,5
17/03/01	2340000	221 839,3	181 168,8	40 670,5	80 000,0	39 329,5	
28/11/01	2340000	88 389,3	42 721,5	45 667,8	35 000,0		-10 667,8
19/07/01	2340000	87 552,0	52 531,2	35 020,8	38 000,0	2 979,2	
27/11/01	2340000	92 083,3	59 854,1	32 229,2	46 000,0	13 770,9	
07/11/01	2340000	100 435,0	61 934,9	38 500,1	45 000,0	6 499,9	
26/12/01	2340000	100 435,0	65 282,8	35 152,3	43 000,0	7 847,8	
20/09/01	2340000	72 072,5	27 627,8	44 444,7	44 000,0		-444,7
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
04/12/01	2340000	74 550,0	47 215,0	27 335,0	40 000,0	12 665,0	
03/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	43 000,0	6 173,8	
19/11/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	44 000,0	7 173,8	
08/11/01	2340000	100 435,0	61 934,9	38 500,1	40 000,0	1 499,9	
26/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	35 000,0	8 907,5	
27/11/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	45 000,0	8 173,8	
27/11/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	45 000,0	8 173,8	
06/12/01	2340000	74 550,0	47 215,0	27 335,0	43 000,0	15 665,0	
08/11/01	2340000	74 550,0	45 972,5	28 577,5	42 000,0	13 422,5	
24/10/01	2340000	206 400,0	158 239,2	48 160,8	78 000,0	29 839,2	
23/11/01	2340000	196 870,7	180 464,8	16 405,9	53 000,0	36 594,1	
19/10/01	2340000	80 804,0	72 723,6	8 080,4	36 000,0	27 919,6	
24/04/01	2340000	62 000,0	62 000,0	0,0	27 000,0	27 000,0	
28/12/01	2340000	100 435,0	65 282,8	35 152,3	41 000,0	5 847,8	
08/11/01	2340000	100 435,0	61 934,9	38 500,1	45 000,0	6 499,9	
04/12/01	2340000	74 550,0	47 215,0	27 335,0	40 000,0	12 665,0	
04/12/01	2340000	74 550,0	47 215,0	27 335,0	40 000,0	12 665,0	
19/12/01	2340000	74 550,0	48 457,5	26 092,5	41 000,0	14 907,5	
07/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	46 000,0	9 173,8	
04/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	43 000,0	6 173,8	
04/12/01	2340000	100 435,0	63 608,8	36 826,2	43 000,0	6 173,8	
TOTAL		20 676 466,4	12 165 141,0	8 511 325,4	10 255 000,0	1 799 905,5	-56 230,9

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DERNIER EXERCICE CLOS PAR LOCASOM SA

~Φ~

DATATION

Date de clôture : 31 décembre 2001

Date de l'établissement des états financiers : 31 décembre 2001

EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DU DERNIER EXERCICE

Néant

ETATS FINANCIERS DE IMPERIALE DRIVE INTERNATIONAL AU 31 DECEMBRE 2001

~Φ~

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

PASSIF	
. Capital social ou personnel	500 000,00
. Réserve légale	
. Autres réserves	
. Report à nouveau	
. Résultats nets en instance d'affectation	
. Résultat net de l'exercice	134 293,77
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	634 293,77
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	
. Subventions d'investissement	
. Provisions réglementées	
. Comptes de liaison	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	
. Emprunts (ANNEXE V)	
. Autres dettes de financement	
PROVISION DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	
. Provisions pour risques	
. Provisions pour charges	
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	
. Augmentation des créances immobilisées	
. Diminution des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	634 293,77
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	3 314 144,74
. Fournisseurs et comptes rattachés	2 578 239,68
. Clients créditeurs, avances et acomptes	
. Personnel	52 042,39
. Organismes sociaux	7 254,58
. Etat	676 608,09
. Comptes d'associés	
. Autres créanciers	
. Comptes de régularisation passif	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	
ECARTS DE CONVERSION - PASSIF (El,m. cir.) (H)	
TOTAL II (F+G+H)	3 314 144,74
TRESORERIE PASSIF	
. Crédits d'escompte	
. Crédits de trésorerie	
. Banques (soldes créditeurs)	
TOTAL III	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 948 438,51

A C T I F	
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	22 481,50
. Frais préliminaires	22 481,50
. Charges à répartir	
. Primes de remboursement des obligations	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	380 000,00
. Immobilisations en recherche & développement	
. Brevets, marques, droits et val.similaires	380 000,00
. Fonds commercial	
. Autres immobilisations incorporelles	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	114 864,71
. Terrains	
. Constructions	
. Installations techniques, mat.& outil.	
. Matériel de transport	
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	
. Autres matériel de transport	
. Immobilisations corporelles en cours	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	
. Prêts immobilisés	
. Autre créances financières	
. Titres de participation	
. Autres titres immobilisés	
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	
. Diminution des créances financières	
. Augmentation des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	517 346,21
STOCKS (F)	
. Véhicules en vente	
. Matières et fournitures consommables	
. Produits en cours	
. Produits intermédiaires et produits résiduels	
. Produits finis	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	2 010 784,77
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	
. Clients et comptes rattachés	1 563 075,87
. Personnel	
. État	
. Comptes d'associés	447 708,90
. Autres débiteurs	
. Comptes de régularisation actif	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)	
TOTAL II (F+G+H+I)	2 010 784,77
TRÉSORERIE ACTIF	1 420 307,53
. Chèques et valeurs à encaisser	913 215,05
. Banques, T.G. et C.P.	497 092,48
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	10 000,00
TOTAL III	1 420 307,53
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 948 438,51

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

I PRODUITS D'EXPLOITATION	4 691 916,89
. Ventes de marchandises (en l'état)	
. Ventes de biens et services produits	4 691 916,89
. Chiffre d'affaires	4 691 916,89
. Variation de stocks de produits (+ ou -)	
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même	
. Subventions d'exploitation	
. Autres produits d'exploitation	
. Reprises d'exploitation : transferts de charges	
II CHARGES D'EXPLOITATION	4 477 322,62
. Achats revendus de marchandises	
. Achats consommés de matières & fournitures	3 306 941,00
. Autres charges externes	702 681,98
. Impôts et taxes	1 399,20
. Charges de personnel	437 895,44
. Autres charges d'exploitation	
. Dotations d'exploitation	28 405,00
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	214 594,27
IV PRODUITS FINANCIERS	
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.	
. Gains de change	
. Intérêts et autres produits financiers	
V CHARGES FINANCIERES	
. Charges d'intérêts	
. Pertes de change	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	
VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)	
VII RESULTAT COURANT (III + VI)	214 594,27
VIII PRODUITS NON COURANTS	
. Produits des cessions d'immobilisations	
. Reprises / subventions d'investissement	
. Autres produits non courants	
. Reprises non courantes : transferts de charges	
IX CHARGES NON COURANTES	5 192,50
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées	
. Subventions accordées	
. Autres charges non courantes	5 192,50
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.	
X RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)	-5 192,50
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII + X)	209 401,77
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	75 108,00
XIII RESULTAT NET (XI - XII)	134 293,77

ETATS FINANCIERS DE NORTH DRIVE INTERNATIONAL AU 31 DECEMBRE 2001

~Φ~

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

PASSIF	
. Capital social ou personnel	500 000,00
. Réserve légale	
. Autres réserves	
. Report à nouveau	
. Résultats nets en instance d'affectation	
. Résultat net de l'exercice	-96 102,15
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	403 897,85
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	
. Subventions d'investissement	
. Provisions réglementées	
. Comptes de liaison	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	
. Emprunts	
. Autres dettes de financement	
PROVISION DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	
. Provisions pour risques	
. Provisions pour charges	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	
. Augmentation des créances immobilisées	
. Diminution des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	403 897,85
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	860 842,37
. Fournisseurs et comptes rattachés	699 370,72
. Clients créditeurs, avances et acomptes	
. Personnel	31 188,68
. Organismes sociaux	11 193,70
. État	119 089,27
. Comptes d'associés	
. Autres créanciers	
. Comptes de régularisation passif	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)	
TOTAL II (F+G+H)	860 842,37
TRÉSORERIE PASSIF	
. Crédits d'escompte	
. Crédits de trésorerie	
. Banques (soldes créditeurs)	34 966,06
TOTAL III	34 966,06
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 299 706,28

A C T I F	
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	22 112,50
. Frais préliminaires	22 112,50
. Charges à répartir	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	380 000,00
. Immobilisations en recherche & développement	
. Brevets, marques, droits et val.similaires	380 000,00
. Fonds commercial	
. Autres immobilisations incorporelles	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	111 278,00
. Terrains	
. Constructions	
. Installations techniques, mat.& outil.	
. Matériel de transport	
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	111 278,00
. Autres matériel de transport	
. Immobilisations corporelles en cours	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	5 000,00
. Prêts immobilisés	
. Autre créances financières	5 000,00
. Titres de participation	
. Autres titres immobilisés	
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	
. Diminution des créances financières	
. Augmentation des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	518 390,50
STOCKS (F)	
. Véhicules en vente	
. Matières et fournitures consommables	
. Produits en cours	
. Produits intermédiaires et produits résiduels	
. Produits finis	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	536 128,18
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	
. Clients et comptes rattachés	456 408,54
. Personnel	
. État	79 719,64
. Comptes d'associés	
. Autres débiteurs	
. Comptes de régularisation actif	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)	
TOTAL II (F+G+H+I)	536 128,18
TRÉSORERIE ACTIF	245 187,60
. Chèques et valeurs à encaisser	217 760,60
. Banques, T.G. et C.P.	21 427,00
. Caisses, Régies d'avances et accréditifs	6 000,00
TOTAL III	245 187,60
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 299 706,28

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

I PRODUITS D'EXPLOITATION	1 332 554,27
. Ventes de marchandises (en l'état)	
. Ventes de biens et services produits	1 332 554,27
. Chiffre d'affaires	1 332 554,27
. Variation de stocks de produits (+ ou -)	
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même	
. Subventions d'exploitation	
. Autres produits d'exploitation	
. Reprises d'exploitation : transferts de charges	
II CHARGES D'EXPLOITATION	1 428 656,42
. Achats revendus de marchandises	
. Achats consommés de matières & fournitures	1 020 928,61
. Autres charges externes	228 774,27
. Impôts et taxes	
. Charges de personnel	151 053,54
. Autres charges d'exploitation	
. Dotations d'exploitation	27 900,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-96 102,15
IV PRODUITS FINANCIERS	
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.	
. Gains de change	
. Intérêts et autres produits financiers	
. Reprises financières: transferts de charges	
V CHARGES FINANCIÈRES	
. Charges d'intérêts	
. Pertes de change	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	-96 102,15
VIII PRODUITS NON COURANTS	
. Produits des cessions d'immobilisations	
. Subventions d'équilibre	
. Reprises / subventions d'investissement	
. Autres produits non courants	
. Reprises non courantes : transferts de charges	
IX CHARGES NON COURANTES	
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées	
. Subventions accordées	
. Autres charges non courantes	
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	-96 102,15
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	-96 102,15

ETATS FINANCIERS DE ORIENTAL DRIVE INTERNATIONAL AU 31 DECEMBRE 2001

~Φ~

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

PASSIF	
. Capital social ou personnel	500 000,00
. Réserve légale	
. Autres réserves	
. Report à nouveau	
. Résultats nets en instance d'affectation	
. Résultat net de l'exercice	158 532,75
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	658 532,75
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	
. Subventions d'investissement	
. Provisions réglementées	
. Comptes de liaison	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	
. Emprunts	
. Autres dettes de financement	
PROVISION DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	
. Provisions pour risques	
. Provisions pour charges	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	
. Augmentation des créances immobilisées	
. Diminution des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	658 532,75
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	799 184,54
. Fournisseurs et comptes rattachés	517 441,63
. Clients créditeurs, avances et acomptes	1 062,00
. Personnel	16 722,29
. Organismes sociaux	5 043,13
. État	258 915,49
. Comptes d'associés	
. Autres créanciers	
. Comptes de régularisation passif	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)	
TOTAL II (F+G+H)	799 184,54
TRÉSORERIE PASSIF	
. Crédits d'escompte	
. Crédits de trésorerie	
. Banques (soldes créditeurs)	
TOTAL III	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 457 717,29

A C T I F	
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	22 881,50
. Frais préliminaires	22 881,50
. Charges à répartir	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	380 000,00
. Immobilisations en recherche & développement	
. Brevets, marques, droits et val.similaires	380 000,00
. Fonds commercial	
. Autres immobilisations incorporelles	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	111 224,00
. Terrains	
. Constructions	
. Installations techniques, mat.& outil.	
. Matériel de transport	
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	111 224,00
. Autres matériel de transport	
. Immobilisations corporelles en cours	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	
. Prêts immobilisés	
. Autre créances financières	
. Titres de participation	
. Autres titres immobilisés	
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	
. Diminution des créances financières	
. Augmentation des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	514 105,50
STOCKS (F)	
. Véhicules en vente	
. Matières et fournitures consommables	
. Produits en cours	
. Produits intermédiaires et produits résiduels	
. Produits finis	
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	511 638,28
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	
. Clients et comptes rattachés	422 771,21
. Personnel	
. État	88 867,07
. Comptes d'associés	
. Autres débiteurs	
. Comptes de régularisation actif	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)	
TOTAL II (F+G+H+I)	511 638,28
TRÉSORERIE ACTIF	431 973,51
. Chèques et valeurs à encaisser	413 319,85
. Banques, T.G. et C.P.	18 653,66
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	
TOTAL III	431 973,51
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 457 717,29

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

I PRODUITS D'EXPLOITATION	1 158 332,75
. Ventes de marchandises (en l'état)	
. Ventes de biens et services produits	1 158 332,75
. Chiffre d'affaires	1 158 332,75
. Variation de stocks de produits (+ ou -)	
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même	
. Subventions d'exploitation	
. Autres produits d'exploitation	
. Reprises d'exploitation : transferts de charges	
II CHARGES D'EXPLOITATION	914 436,00
. Achats revendus de marchandises	
. Achats consommés de matières & fournitures	577 706,23
. Autres charges externes	228 673,76
. Impôts et taxes	
. Charges de personnel	79 985,01
. Autres charges d'exploitation	
. Dotations d'exploitation	28 071,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	243 896,75
IV PRODUITS FINANCIERS	
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.	
. Gains de change	
. Intérêts et autres produits financiers	
. Reprises financières: transferts de charges	
V CHARGES FINANCIÈRES	
. Charges d'intérêts	
. Pertes de change	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	243 896,75
VIII PRODUITS NON COURANTS	
. Produits des cessions d'immobilisations	
. Subventions d'équilibre	
. Reprises / subventions d'investissement	
. Autres produits non courants	
. Reprises non courantes : transferts de charges	
IX CHARGES NON COURANTES	
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées	
. Subventions accordées	
. Autres charges non courantes	
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	243 896,75
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	85 364,00
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	158 532,75

ETATS FINANCIERS DE OUARZAZATE DRIVE INTERNATIONAL AU 31 DECEMBRE 2001

~Φ~

BILAN AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

PASSIF	
. Capital social ou personnel	500 000,00
. Réserve légale	
. Autres réserves	
. Report à nouveau	
. Résultats nets en instance d'affectation	
. Résultat net de l'exercice	-190 073,09
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	309 926,91
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	
. Subventions d'investissement	
. Provisions réglementées	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	
. Emprunts	
. Autres dettes de financement	
PROVISION DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	
. Provisions pour risques	
. Provisions pour charges	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)	
. Augmentation des créances immobilisées	
. Diminution des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	309 926,91
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	1 114 582,40
. Fournisseurs et comptes rattachés	880 433,75
. Clients créditeurs, avances et acomptes	62 087,44
. Personnel	13 586,58
. Organismes sociaux	8 109,82
. État	150 364,81
. Comptes d'associés	
. Autres créanciers	
. Comptes de régularisation passif	
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)	
TOTAL II (F+G+H)	1 114 582,40
TRÉSORERIE PASSIF	
. Crédits d'escompte	
. Crédits de trésorerie	
. Banques (soldes créditeurs)	
TOTAL III	
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 424 509,31

A C T I F	
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	23 281,50
. Frais préliminaires	23 281,50
. Charges à répartir	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	380 000,00
. Immobilisations en recherche & développement	0,00
. Brevets, marques, droits et val.similaires	380 000,00
. Fonds commercial	0,00
. Autres immobilisations incorporelles	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	152 282,17
. Terrains	0,00
. Constructions	0,00
. Installations techniques, mat.& outil.	0,00
. Matériel de transport	
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	152 282,17
. Autres matériel de transport	0,00
. Immobilisations corporelles en cours	0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	
. Prêts immobilisés	0,00
. Autre créances financières	
. Titres de participation	0,00
. Autres titres immobilisés	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)	
. Diminution des créances financières	
. Augmentation des dettes de financement	
TOTAL I (A+B+C+D+E)	555 563,67
STOCKS (F)	0,00
. Véhicules en vente	0,00
. Matières et fournitures consommables	0,00
. Produits en cours	0,00
. Produits intermédiaires et produits résiduels	0,00
. Produits finis	0,00
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	594 883,95
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	
. Clients et comptes rattachés	416 627,44
. Personnel	
. État	178 256,51
. Comptes d'associés	0,00
. Autres débiteurs	
. Comptes de régularisation actif	
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)	
TOTAL II (F+G+H+I)	594 883,95
TRÉSORERIE ACTIF	274 061,69
. Chèques et valeurs à encaisser	244 879,10
. Banques, T.G. et C.P.	24 182,59
. Caisses, Régies d'avances et accréditifs	5 000,00
TOTAL III	274 061,69
TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 424 509,31

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31 DECEMBRE 2001 (DH)

I PRODUITS D'EXPLOITATION	1 117 694,71
. Ventes de marchandises (en l'état)	
. Ventes de biens et services produits	1 172 694,71
. Chiffre d'affaires	1 117 694,71
. Variation de stocks de produits (+ ou -)	
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même	
. Subventions d'exploitation	
. Autres produits d'exploitation	
. Reprises d'exploitation : transferts de charges	
II CHARGES D'EXPLOITATION	1 362 767,80
. Achats revendus de marchandises	
. Achats consommés de matières & fournitures	1 001 110,74
. Autres charges externes	176 362,82
. Impôts et taxes	
. Charges de personnel	152 673,24
. Autres charges d'exploitation	
. Dotations d'exploitation	32 621,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-190 073,09
IV PRODUITS FINANCIERS	
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.	
. Gains de change	
. Intérêts et autres produits financiers	
. Reprises financières: transferts de charges	
V CHARGES FINANCIÈRES	
. Charges d'intérêts	
. Pertes de change	
. Autres charges financières	
. Dotations financières	
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	-190 073,09
VIII PRODUITS NON COURANTS	
. Produits des cessions d'immobilisations	
. Subventions d'équilibre	
. Reprises / subventions d'investissement	
. Autres produits non courants	
. Reprises non courantes : transferts de charges	
IX CHARGES NON COURANTES	
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées	
. Subventions accordées	
. Autres charges non courantes	
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.	
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	-190 073,09
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	-190 073,09

ETATS FINANCIERS DE HOLLIDAY DRIVE INTERNATIONAL AUX 31 DECEMBRE 1999- 2001

~Φ~

BILANS AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

PASSIF	1999	2000	2001
. Capital social ou personnel	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
. Réserve légale	100 000,00	100 000,00	166 366,14
. Autres réserves	22 500,00	22 500,00	
. Report à nouveau	585,97	585,97	308,34
. Résultats nets en instance d'affectation	40 833,13	-1 011 234,33	
. Résultat net de l'exercice	-1 052 117,46	1 327 322,84	518 986,43
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	111 851,64	1 439 174,48	1 685 660,91
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)			
. Subventions d'investissement			
. Provisions réglementées			
DETTES DE FINANCEMENT (C)	204 089,35		
. Emprunts			
. Autres dettes de financement	204 089,35		
PROVISION DURABLES POUR RIS. & CHAR (D)			
. Provisions pour risques			
. Provisions pour charges			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)			
. Augmentation des créances immobilisées			
. Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	315 940,99	1 439 174,48	1 685 660,91
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	8 813 892,20	13 325 612,93	15 461 695,32
. Fournisseurs et comptes rattachés	6 006 883,73	9 904 212,16	12 074 984,43
. Clients créditeurs, avances et acomptes	27 303,29	116 628,31	135 567,43
. Personnel	99 592,29	132 694,70	57 835,03
. Organismes sociaux	63 236,51	60 731,61	23 956,19
. État	2 612 948,78	3 111 346,15	2 896 852,24
. Comptes d'associés			272 500,00
. Autres créanciers	3 927,63		
. Comptes de régularisation passif			
AUTRES PROVISIONS POUR RISQ.& CHAR. (G)			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)			
TOTAL II (F+G+H)	8 813 892,20	13 325 612,93	15 461 695,32
TRÉSORERIE PASSIF		29 927,55	316 114,77
. Crédits d'escompte			
. Crédits de trésorerie			
. Banques (soldes créditeurs)		29 927,55	316 114,77
TOTAL III		29 927,55	316 114,77
TOTAL GENERAL (I+II+III)	9 129 833,19	14 794 714,96	17 463 471,00

A C T I F	1999	2000	2001
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	92 903,00	77 923,00	49 184,00
. Frais préliminaires	92 903,00	77 923,00	49 184,00
. Charges à répartir			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	2 874 546,46	2 513 440,00	2 513 440,00
. Immobilisations en recherche & développement			
. Brevets, marques, droits et val.similaires	2 874 546,46	2 513 440,00	2 513 440,00
. Fonds commercial			
. Autres immobilisations incorporelles			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	87 114,04	71 458,04	65 539,89
. Terrains			
. Constructions			
. Installations techniques, mat.& outil.			
. Matériel de transport			5 506,36
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	74 714,04	71 458,04	60 033,53
. Autres matériel de transport			
. Immobilisations corporelles en cours			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	45 209,20	20 209,20	55 209,20
. Prêts immobilisés			
. Autre créances financières	45 209,20	20 209,20	55 209,20
. Titres de participation			
. Autres titres immobilisés			
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			
. Diminution des créances financières			
. Augmentation des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 099 772,70	2 683 030,24	2 683 373,09
STOCKS (F)			
. Véhicules en vente			
. Matières et fournitures consommables			
. Produits en cours			
. Produits intermédiaires et produits résiduels			
. Produits finis			
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	5 300 812,89	11 709 834,97	12 393 652,68
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes			
. Clients et comptes rattachés	3 409 622,45	9 147 482,17	9 645 020,96
. Personnel	85 186,40	132 819,49	71 106,78
. État	1 255 904,23	1 879 433,50	2 127 425,13
. Comptes d'associés			
. Autres débiteurs	550 099,81	550 099,81	550 099,81
. Comptes de régularisation actif			
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)			
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)			
TOTAL II (F+G+H+I)	5 300 812,89	11 709 834,97	12 393 652,68
TRÉSORERIE ACTIF	729 247,60	401 849,75	2 386 445,23
. Chèques et valeurs à encaisser			1 940 634,20
. Banques, T.G. et C.P.	715 283,11	388 007,06	425 811,03
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	13 964,49	13 842,69	20 000,00
TOTAL III	729 247,60	401 849,75	2 386 445,23
TOTAL GENERAL (I+II+III)	9 129 833,19	14 794 714,96	17 463 471,00

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

	1999	2000	2001
I PRODUITS D'EXPLOITATION	11 316 430,06	16 848 582,68	10 873 797,04
. Ventes de marchandises (en l'état)			
. Ventes de biens et services produits	11 316 430,06	16 848 582,68	10 873 797,04
. Chiffre d'affaires	11 316 430,06	16 848 582,68	10 873 797,04
. Variation de stocks de produits (+ ou -)			
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même			
. Subventions d'exploitation			
. Autres produits d'exploitation			
. Reprises d'exploitation : transferts de charges			
II CHARGES D'EXPLOITATION	12 199 759,72	16 562 692,82	9 515 450,72
. Achats revendus de marchandises			
. Achats consommés de matières & fournitures	8 607 830,75	11 823 567,67	7 262 354,59
. Autres charges externes	1 989 095,61	3 252 811,69	1 455 392,51
. Impôts et taxes	42 703,60	38 188,56	20 615,60
. Charges de personnel	1 376 595,76	1 389 445,90	719 952,02
. Autres charges d'exploitation			
. Dotations d'exploitation	183 534,00	58 679,00	57 136,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-883 329,66	285 889,86	1 358 346,32
IV PRODUITS FINANCIERS			4 663,28
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.			
. Gains de change			
. Intérêts et autres produits financiers			4 663,28
. Reprises financières: transferts de charges			
V CHARGES FINANCIÈRES	95 264,71		582 366,00
. Charges d'intérêts	95 264,71		582 366,00
. Pertes de change			
. Autres charges financières			
. Dotations financières			
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	-95 264,71		-577 702,72
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	-978 594,37	285 889,86	780 643,60
VIII PRODUITS NON COURANTS		1 502 130,10	48 206,87
. Produits des cessions d'immobilisations		1 500 000,00	
. Subventions d'équilibre			
. Reprises / subventions d'investissement	624,15		
. Autres produits non courants		2 130,10	48 206,87
. Reprises non courantes : transferts de charges			
IX CHARGES NON COURANTES	6 570,24	367 127,12	19 766,04
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées		364 306,46	
. Subventions accordées			
. Autres charges non courantes	6 570,24	2 820,66	19 766,04
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.			
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	-5 946,09	1 135 002,98	28 440,83
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	984 540,46	1 420 892,84	809 084,43
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	67 577,00	93 570,00	290 098,00
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	-1 052 117,46	1 327 322,84	518 986,43

ETATS FINANCIERS DE ATLAS DRIVE INTERNATIONAL AUX 31 DECEMBRE 1999- 2001

~Φ~

BILANS AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

PASSIF	1999	2000	2001
. Capital social ou personnel	500 000,00	500 000,00	500 000,00
. Réserve légale	50 000,00	50 000,00	50 000,00
. Autres réserves	23 000,00	23 000,00	
. Report à nouveau	372,12	372,12	372,12
. Résultats nets en instance d'affectation	-309 520,46	-832 186,19	-773 025,90
. Résultat net de l'exercice	-522 665,73	59 160,29	-152 322,52
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	-258 814,07	-199 653,78	-374 976,30
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)			
. Subventions d'investissement			
. Provisions réglementées			
DETTES DE FINANCEMENT (C)	38 751,08		
. Emprunts			
. Autres dettes de financement	38 751,08		
PROVISION DURABLES POUR R&C (D)			
. Provisions pour risques			
. Provisions pour charges			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)			
. Augmentation des créances immobilisées			
. Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	-220 062,99	-199 653,78	-374 976,30
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	3 438 100,54	6 390 381,10	9 020 352,46
. Fournisseurs et comptes rattachés	2 699 626,02	5 643 535,84	7 704 358,29
. Clients créditeurs, avances et acomptes	41 238,75	57 024,70	108 482,88
. Personnel	50 858,29	71 092,02	54 469,52
. Organismes sociaux	31 594,20	41 350,78	33 182,73
. État	614 783,28	577 377,76	1 096 859,04
. Comptes d'associés			23 000,00
. Autres créanciers			
. Comptes de régularisation passif			
AUTRES PROVISIONS POUR R&C (G)			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)			
TOTAL II (F+G+H)	3 438 100,54	6 390 381,10	9 020 352,46
TRÉSORERIE PASSIF	266 374,52	208,67	127 885,14
. Crédits d'escompte			
. Crédits de trésorerie			
. Banques (soldes créditeurs)	266 374,52	208,67	127 885,14
TOTAL III	266 374,52	208,67	127 885,14
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 484 412,07	6 190 935,99	8 773 261,30

A C T I F	1999	2000	2001
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	61 450,00	63 198,00	42 722,00
. Frais préliminaires	61 450,00	63 198,00	42 722,00
. Charges à répartir			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	1 140 000,00	990 000,00	990 000,00
. Immobilisations en recherche & développement			
. Brevets, marques, droits et val.similaires	490 000,00	490 000,00	990 000,00
. Fonds commercial	650 000,00		
. Autres immobilisations incorporelles			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	41 348,60	30 060,00	49 742,52
. Terrains			
. Constructions			
. Installations techniques, mat.& outil.			
. Matériel de transport			6 042,00
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	41 348,60	30 060,00	43 253,52
. Autres matériel de transport			
. Immobilisations corporelles en cours			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	49 554,07	64 554,07	64 554,07
. Prêts immobilisés			
. Autre créances financières	49 554,07	64 554,07	64 554,07
. Titres de participation			
. Autres titres immobilisés			
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			
. Diminution des créances financières			
. Augmentation des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 292 352,67	1 147 812,67	1 146 571,59
STOCKS (F)			
. Véhicules en vente			
. Matières et fournitures consommables			
. Produits en cours			
. Produits intermédiaires et produits résiduels			
. Produits finis			
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 793 701,48	4 560 107,42	55 632 091,26
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes			1 100,00
. Clients et comptes rattachés	929 785,19	3 177 305,22	3 864 028,42
. Personnel	173 794,30	23 328,85	176 910,45
. État	561 738,36	895 009,00	1 335 588,04
. Comptes d'associés			
. Autres débiteurs	128 383,63	254 464,35	254 464,35
. Comptes de régularisation actif			
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)			
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)			
TOTAL II (F+G+H+I)		4 560 107,42	5 632 091,26
TRÉSORERIE ACTIF	398 357,92	483 015,90	1 994 598,45
. Chèques et valeurs à encaisser	0,00	0,00	1 191 751,28
. Banques, T.G. et C.P.	393 884,49	464 468,67	773 299,94
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	4 473,43	18 547,23	29 547,23
TOTAL III	398 357,92	483 015,90	1 994 598,45
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 484 412,07	6 190 935,99	8 773 261,30

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

	1999	2000	2001
I PRODUITS D'EXPLOITATION	3 841 264,07	5 930 005,09	6 295 090,29
. Ventes de marchandises (en l'état)			
. Ventes de biens et services produits	3 841 264,07	5 930 005,09	6 295 090,29
. Chiffre d'affaires	3 841 264,07	5 930 005,09	6 295 090,29
. Variation de stocks de produits (+ ou -)			
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même			
. Subventions d'exploitation			
. Autres produits d'exploitation			
. Reprises d'exploitation : transferts de charges			
II CHARGES D'EXPLOITATION	4 330 183,77	6 184 194,19	6 036 109,11
. Achats revendus de marchandises			
. Achats consommés de matières & fournitures	2 830 686,54	4 028 706,26	4 225 119,20
. Autres charges externes	843 692,21	1 348 520,25	1 049 028,48
. Impôts et taxes	50 572,00	30 534,80	52 005,25
. Charges de personnel	550 227,02	740 996,88	669 997,18
. Autres charges d'exploitation			
. Dotations d'exploitation	55 006,00	35 436,00	39 959,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-488 919,70	-254 189,10	258 981,18
IV PRODUITS FINANCIERS			3 571,56
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.			
. Gains de change			
. Intérêts et autres produits financiers			3 571,56
. Reprises financières: transferts de charges			
V CHARGES FINANCIÈRES			376 985,00
. Charges d'intérêts			376 985,00
. Pertes de change			
. Autres charges financières			
. Dotations financières			
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	-28 094,44	0,00	-373 413,44
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	-517 014,14	-254 189,10	-114 432,26
VIII PRODUITS NON COURANTS	19 321,60	507 624,39	82,52
. Produits des cessions d'immobilisations		500 000,00	
. Subventions d'équilibre			
. Reprises / subventions d'investissement			
. Autres produits non courants	19 321,60	7 624,39	82,52
. Reprises non courantes : transferts de charges			
IX CHARGES NON COURANTES		162 087,00	7 633,78
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées		160 075,00	
. Subventions accordées			
. Autres charges non courantes	2 678,19	2 012,00	7 633,78
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.			
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	16 643,41	345 537,39	-7 551,26
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	-500 370,73	91 348,29	-121 983,52
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	22 295,00	32 188,00	30 339,00
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	-522 665,73	59 160,29	-152 322,52

ETATS FINANCIERS DE SOUSS DRIVE INTERNATIONAL AUX 31 DECEMBRE 1999- 2001

~Φ~

BILANS AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

PASSIF	1999	2000	2001
. Capital social ou personnel	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00
. Réserve légale	100 000,00	100 000,00	100 000,00
. Autres réserves	24 000,00	24 000,00	24 000,00
. Report à nouveau	677,27	677,27	677,27
. Résultats nets en instance d'affectation	171 095,10	-979 003,98	-1 696 944,52
. Résultat net de l'exercice	-1 150 099,08	-717 940,54	-235 088,42
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	145 673,29	-572 267,25	-807 355,67
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)			
. Subventions d'investissement			
. Provisions réglementées			
DETTES DE FINANCEMENT (C)	100 984,88		
. Emprunts			
. Autres dettes de financement	100 984,88		
PROVISION DURABLES POUR R & C (D)			
. Provisions pour risques			
. Provisions pour charges			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)			
. Augmentation des créances immobilisées			
. Diminution des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	246 658,17	-572 267,25	-807 355,67
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	2 691 695,85	4 722 740,74	6 837 185,29
. Fournisseurs et comptes rattachés	2 459 806,31	4 401 314,49	6 200 160,09
. Clients créditeurs, avances et acomptes			
. Personnel	39 254,97	636,05	30 123,33
. Organismes sociaux	28 827,35	23 875,26	26 970,56
. État	163 807,22	256 314,94	579 931,31
. Comptes d'associés			
. Autres créanciers			
. Comptes de régularisation passif			
AUTRES PROVISIONS POUR R & C (G)			
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (H)			
TOTAL II (F+G+H)	2 691 695,85	4 722 740,74	6 837 185,29
TRÉSORERIE PASSIF	391 813,86	0,00	0,00
. Crédits d'escompte			
. Crédits de trésorerie			
. Banques (soldes créditeurs)	391 813,86		3 189,90
TOTAL III	391 813,86		3 189,90
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 330 167,88	4 150 473,49	6 033 019,52

A C T I F	1999	2000	2001
IMMOBILISATION EN NON VALEURS (A)	72 783,00	67 169,00	44 580,00
. Frais préliminaires	72 783,00	67 169,00	44 580,00
. Charges à répartir			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	1 106 000,00	1 106 000,00	1 106 000,00
. Immobilisations en recherche & développement			
. Brevets, marques, droits et val.similaires	490 000,00	490 000,00	1 106 000,00
. Fonds commercial	616 000,00	616 000,00	
. Autres immobilisations incorporelles		696 200,56	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	708 949,56	635 000,00	694 378,56
. Terrains	635 000,00		635 000,00
. Constructions			
. Installations techniques, mat.& outil.			
. Matériel de transport		61 200,56	5 425,00
. Mobilier,mat.de bureau & aménagements divers	91 508,03		53 953,56
. Autres matériel de transport			
. Immobilisations corporelles en cours			
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)			
. Prêts immobilisés			
. Autre créances financières			
. Titres de participation			
. Autres titres immobilisés			
ÉCARTS DE CONVERSION - ACTIF (E)			
. Diminution des créances financières			
. Augmentation des dettes de financement			
TOTAL I (A+B+C+D+E)	1 887 732,56	1 869 369,56	1 844 958,56
STOCKS (F)			
. Véhicules en vente			
. Matières et fournitures consommables			
. Produits en cours			
. Produits intermédiaires et produits résiduels			
. Produits finis			
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	1 429 357,33	2 237 739,89	3 006 744,93
. Fournisseurs débiteurs avances et acomptes			2 500,00
. Clients et comptes rattachés	562 972,62	1 212 657,10	1 550 251,76
. Personnel	134 172,73	98 820,67	80 343,27
. État	525 680,44	719 730,58	1 052 506,49
. Comptes d'associés			
. Autres débiteurs	206 531,54	206 531,54	321 143,41
. Comptes de régularisation actif			
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)			
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (I)			
TOTAL II (F+G+H+I)	1 429 357,33	237 739,89	3 006 744,93
TRÉSORERIE ACTIF	13 077,99	43 364,04	1 181 316,03
. Chèques et valeurs à encaisser			886 637,30
. Banques, T.G. et C.P.	12 934,22	38 364,04	289 678,73
. Caisses, Régies d'avances et accreditifs	143,77	5 000,00	5 000,00
TOTAL III	13 077,99	43 364,04	1 181 316,03
TOTAL GENERAL (I+II+III)	3 330 167,88	4 150 473,49	6 033 019,52

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES AUX 31 DECEMBRE 1999-2001 (DH)

	1 999	2 000	2 001
I PRODUITS D'EXPLOITATION	2 101 878,49	2 607 252,57	3 203 087,00
. Ventes de marchandises (en l'état)			
. Ventes de biens et services produits	2 101 878,49	2 607 252,57	3 203 087,00
. Chiffre d'affaires	2 101 878,49	2 607 252,57	3 203 087,00
. Variation de stocks de produits (+ ou -)			
. Immobilisations produites / Ent. pour elle même			
. Subventions d'exploitation			
. Autres produits d'exploitation			
. Reprises d'exploitation : transferts de charges			
II CHARGES D'EXPLOITATION	3 215 262,31	3 307 016,26	3 136 931,48
. Achats revendus de marchandises			
. Achats consommés de matières & fournitures	2 076 913,43	1 917 027,14	2 087 791,25
. Autres charges externes	511 048,81	856 960,66	550 020,99
. Impôts et taxes	20 350,60	14 000,60	13 884,90
. Charges de personnel	480 366,00	474 319,86	439 343,34
. Autres charges d'exploitation			
. Dotations d'exploitation	126 583,47	44 708,00	45 891,00
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-1 113 383,82	-699 763,69	66 155,52
IV PRODUITS FINANCIERS			
. Prod. titres de partic. & autres titres Immob.			
. Gains de change			
. Intérêts et autres produits financiers			
. Reprises financières: transferts de charges			
V CHARGES FINANCIÈRES	24 930,97	3 401,25	290 433,53
. Charges d'intérêts	24 930,97	3 401,25	290 433,53
. Pertes de change			
. Autres charges financières			
. Dotations financières			
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	24 930,97	-3 401,25	-290 433,53
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	-1 138 314,79	-703 164,94	-224 278,01
VIII PRODUITS NON COURANTS	805,71	319,55	5 231,59
. Produits des cessions d'immobilisations			
. Subventions d'équilibre			
. Reprises / subventions d'investissement			
. Autres produits non courants	805,71	319,55	5 231,59
. Reprises non courantes : transferts de charges			
IX CHARGES NON COURANTES		2 057,15	
. Val. nettes d'amort. des immobilisations cédées			
. Subventions accordées			
. Autres charges non courantes		2 057,15	
. Dotations non courantes aux amortissements et prov.			
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	805,71	-1 737,60	5 231,59
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + X)	-1 137 509,08	-704 902,54	-219 046,42
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	12 590,00	13 038,00	16 042,00
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	-1 150 099,08	-717 940,54	-235 088,42